

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX-TRAVAIL- PATRIE

-----  
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE  
ET DE LA DECENTRALISATION

-----  
REGION DE L'EST

-----  
DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM

-----  
COMMUNE DE MANDJOU



REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE -WORK - FATHERLAND

-----  
MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION  
AND DECENTRALIZATION

-----  
EAST REGION

-----  
LOM ET DJEREM DIVISION

-----  
MANDJOU COUNCIL

## PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MANDJOU



Financement PNDP/IDA



---

Réalisé avec la Facilitation de :



**METRIKA GROUP** Association de droit Camerounais Spécialisée dans l'Appui au Développement Intégré  
N°042/RDA/B15/A2/BAPP/2 Contribuable N°  
Siège Social: Bertoua O8 Tel 99 79 64 25  
[metrika.group@gmail.com](mailto:metrika.group@gmail.com)



## SOMMAIRE

Liste des abréviations .....	v
Liste des tableaux .....	vi
Liste des photos .....	vi
Liste des figures .....	vi
Liste des annexes .....	vi
RESUME .....	1
1.1- Contexte et justification.....	3
1.2- Objectifs du PCD .....	3
1.3- Structure du document.....	4
<b>2- APPROCHE METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>5</b>
2.1- Préparation de l'ensemble du processus .....	6
2.1.1. Préparation pédagogique.....	6
2.1.2. Préparation administrative .....	6
2.1.3. Préparation au niveau des villages et de l'institution communale .....	7
2.2. Collecte des informations et traitement .....	7
2.2.1. Conduite du Diagnostic Participatif Niveau Village .....	7
2.2.2. Conduite du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal .....	8
2.2.3. Conduite du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC).....	9
2.2.4. Consolidation des données du diagnostic et cartographie .....	9
2.3. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	10
2.4. Restitutions et consolidation par les parties prenantes.....	10
2.5. Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation Participatif du PCD .....	10
<b>3- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE .....</b>	<b>11</b>
3.1- Localisation de la commune .....	12
3.2- Milieu biophysique .....	13
3.2.1- Climat .....	13
3.2.2- Les Sols .....	13
3.2.3- Le relief .....	14
3.2.4- Hydrographie.....	14
3.2.5- Faune et flore .....	14
3.3- Milieu humain .....	15
3.3.1- Historique de la commune .....	15
3.3.2- Taille et structure de la population.....	15
3.3.3- Ethnies et relations inter ethniques .....	17
3.3.4- Religions .....	18
3.3.5- Mobilité des Populations.....	18
3.3.6- L'habitat.....	18
3.3.7- Populations Vulnérables .....	18
3.3.9- Epargne et crédit dans l'espace communal .....	21
3.4- Principales infrastructures par secteur .....	21
3.4.1 Infrastructures scolaires et de formation .....	21
3.4.2 Infrastructures Sanitaires .....	22
3.4.3 Infrastructures hydrauliques.....	23

3.4.4 Electricité .....	24
3.4.5- Infrastructures routières.....	24
3.4.6- Infrastructures marchandes.....	24
3.4.7- Infrastructures d'élevage .....	25
3.4.8- Infrastructures de télécommunication .....	25
3.4.9- Infrastructures d'encadrement psycho sociales .....	25
3.4.10- Infrastructures sportives .....	25
3.5- Principales potentialités et ressources de la commune.....	25
<b>4- SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC .....</b>	<b>29</b>
4.1- Synthèse du DIC.....	30
4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur .....	31
<b>5- PLANIFICATION STRATEGIQUE .....</b>	<b>45</b>
5.1- Vision et objectifs du PCD .....	46
5.2- Cadre logique par secteur .....	47
5.3- Coût estimatif du PCD .....	85
5.4- Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal .....	85
<b>6- PROGRAMMATION .....</b>	<b>87</b>
6.1- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires .....	87
6.2- Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT .....	99
6.2.1- Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (impacts positifs, impacts négatifs) .....	99
6.2.2- Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables .....	102
6.2.3- Plan sommaire de gestion de l'environnement .....	103
6.3- Plan d'Investissement Annuel (PIA) .....	104
6.3.1. Ressources mobilisables et échéances .....	104
6.3.3- Plan de passation de marché .....	107
<b>7. Mécanisme de suivi évaluation .....</b>	<b>108</b>
7.1. Contribution et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD .....	108
7.2. Comité de suivi du Plan Communal de Développement.....	108
7.3- Acteurs de mise en œuvre.....	109
7.2- Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA) .....	109
7.3-Dispositif, outils et fréquence du reporting .....	110
7.4- Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD .....	110
<b>8- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD .....</b>	<b>110</b>
8.1- Communication interne.....	110
8.2- La communication externe.....	111
8.2.1-La communication avec les autorités et les sectoriels .....	111
8.2.2-La communication avec les populations.....	111
8.2.3- Communication avec la société civile et le secteur privé.....	111
8.2.4-La Communication avec les partenaires techniques et financiers.....	112
8.2.4- Communication avec les élites extérieures .....	112
8.2.5- La communication de masse .....	112
8.2.6- Actions de plaidoyer et lobbying .....	113
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>114</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>116</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>118</b>

**Commentaire [P1]:** Police recommandé pour tous les corps de texte du PCD : Arial 11, interligne 1 (simple)

## Liste des abréviations

ACD :	Agent Communal de Développement
COFIL :	Comité de Pilotage
DEUC :	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC :	Diagnostic Institutionnel Communal
DSCE :	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
IRD :	International Relief and Development
ISS :	Interview Semi Structurée
OAL :	Organisme d'Appui Local
OEV :	Orphelin et Enfant Vulnérable
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONU :	Organisation des Nations Unies
PACA :	Programme d'Appui à la Compétitivité Agricole
PAS :	Programme d'Ajustement Structurel
PCD :	Plan Communal de Développement
PNDP :	Programme National de Développement Participatif
PNVRA :	Programme National de Vulgarisation Agricole
PSTE :	Pays Pauvres Très Endettés
PUGDT :	Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres
RCA :	République Centrafricaine
SGBDR :	Système de Gestion des Base de Données Relationnelles
SIG :	Système d'Information Géographique
UNHCR :	United Nations High Commission for Refugees

### Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition spatiale de la population .....	16
Tableau 2: Répartition spatiale des réfugiés centrafricains.....	19
Tableau 3: Synthèse des ressources et potentialité de la commune.....	27
Tableau 4: Synthèse des axes de renforcement.....	31
Tableau 5: DIFFERENTS CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR .....	47
Tableau 6: cout estimatif du PCD .....	85
Tableau 7: Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires .....	87
Tableau 8 :Ressources mobilisables et échéances.....	104
Tableau 9: Plan de passation des marchés .....	107
Tableau 10: Présentation synoptique des acteurs de mise en œuvre.....	109
Tableau 11: Indicateurs de suivi/ évaluation .....	109

### Liste des photos

<i>Photo 1: Séance de diagnostic participatif à Grand Mboulaye (groupe des hommes)</i> 9	
<i>Photo 2: Parc à camions de Mandjou et aéroport de Bertoua (Toungou)</i> .....	9
<i>Photo 3: Levées GPS d'une école publique (Ndemnam)</i> .....	10

**Commentaire [P2]:** Illustrer d'avantage la situation de référence avec des photos

### Liste des figures

Figure 2: Diagramme ombrothermique de Mandjou .....	13
Figure 1: Pyramide d'Age de la commune de Mandjou .....	17
Figure 3: Esquisse de PUGDT.....	86

### Liste des annexes

Annexe 1: Fiches de projets du PIA .....	119
--	-----

## RESUME

Le processus de décentralisation dans lequel s'est lancé le Cameroun se traduit par un transfert de compétences de l'Etat vers les communes qui deviennent la plus petite unité de décision. Ledit transfert de compétences augure d'une appropriation véritable des actions de développement tant du point de vue de sa planification que de sa mise en œuvre.

Dans l'optique de permettre à la commune de Mandjou de mener à bien les nouvelles missions à elles confiées, une analyse situationnelle de l'institution communale a été réalisée. Se basant sur la gestion des ressources financières, humaines, du patrimoine et des relations entre la commune et les autres institutions, l'analyse a permis de mettre en exergue les défaillances de la commune (en terme de mobilisation et gestion des ressources, du patrimoine et de la mise à profit des relations avec d'autres institutions pour son essor). Puis, se basant sur celles-ci, des axes de renforcement ont été proposés. Parmi ceux-ci on peut retenir le renforcement des capacités du personnel, l'élaboration d'un organigramme, l'élaboration d'un fichier de contribuables, l'exploitation de toutes les potentialités économiques de la commune ou encore le renforcement de la communication au sein de l'institution communale.

Du point de vue des communautés, une différence a été faite entre l'espace urbain et l'espace rural. Un diagnostic participatif dans les 28 secteurs a été réalisé pour les deux espaces. Il en ressort que l'élaboration du plan directeur de Mandjou, l'aménagement de la voirie urbaine, ainsi que l'accès à l'électricité et à l'eau potable sont des problèmes majeurs. Ces deux derniers problèmes ainsi que l'accès à l'éducation et à la santé se posent avec acuité dans l'espace rural. Il a par ailleurs été préconisé un renforcement des relations avec les autres communes et institutions qui œuvrent dans le développement.

Le diagnostic participatif ainsi réalisé a permis une identification exhaustive des besoins. Lesquels besoins sont exprimés en actions prioritaires dans un Plan d'Investissement Annuel : la construction des points d'eau (95) soit 16,3% des fonds mobilisables pour la première année, la construction d'un hangar de marché à Mandjou, la construction de quatre aires de séchages de la farine de manioc, la construction de 55 salles de classe. Le CDMT se chiffre à 5 921 500 000 Francs CFA. Tandis que le PIA qui englobe tant les projets sociaux que des projets générateurs de revenus se chiffre à 584 872 500 Francs CFA. Le présent PCD se donne pour vision de renforcer l'institution communal et de lui donner la base d'information nécessaire à l'atteinte de l'objectif « Cameroun pays émergent d'ici 2035 ». Une vision aussi ambitieuse explique sans doute son coût qui s'élève 5 921 500 000 Francs CFA de francs CFA.

## ***INTRODUCTION***

## 1.1- Contexte et justification

La crise économique qu'a traversée le Cameroun dès 1987, le Plan d'Ajustement Structurel et la dévaluation du franc CFA qui ont exacerbé la crise économique se sont soldés par une dégradation considérable des conditions de vie des populations et une aggravation de la pauvreté. Avec la reprise de la croissance à la fin des années 1990, et surtout l'admission du Cameroun à l'Initiative Pays Pauvre et Très Endetté (PPTTE) en octobre 2000 le pays s'est définitivement remis dans la voie de l'amélioration de ses indicateurs socio-économiques.

C'est ainsi que le pays a souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations Unies (ONU). Pour atteindre ces derniers, il s'est doté d'une vision du développement à l'horizon 2035 appelée "**Cameroun 2035**" qui veut faire du « *Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035* ». Cette vision à long terme est étayée par une stratégie de la croissance et de l'emploi dévoilée dans le *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi* (DSCE) qui en constitue le cadre et la boussole.

Dans le double souci de rapprocher la prise de décision des populations (renforçant ainsi le principe athénien de la démocratie) et surtout de rendre efficace et adaptées les initiatives de développement, le Gouvernement camerounais a préconisé la décentralisation du pouvoir. Le développement local est un des volets de ce transfert des compétences. Pour assurer sa réussite, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a été mis sur pied. Ce dernier joue le rôle de facilitateur dans les domaines de la planification du développement local et dans l'acquisition et l'amélioration des infrastructures sociales de base. Ce rôle de facilitateur se traduit également par le renforcement des capacités d'organisation des exécutifs communaux.

Par ailleurs, il convient de relever que le vaste processus de décentralisation dans lequel s'est lancé le Gouvernement camerounais, apparaissant comme une œuvre titanesque qui se traduit par le transfert de compétences aux communes. Le manque d'expertise dans les communes pour mener à bien le processus de planification, la recherche des solutions indépendantes et impartiales ; et dans le traditionnel souci de l'Etat de renforcer le rôle de la société civile ont conduit à la sélection et au recrutement d'un Organisme d'Appui Local (OAL). C'est dans cet ordre d'idées que *MΣTRIKΑ GROUP* a été retenu pour accompagner la commune de Mandjou. Association active dans la proposition d'une alter vision du développement, *MΣTRIKΑ GROUP* s'est chargé de mener à bon port le processus de planification du développement au sein de cette commune en jouant le rôle de facilitateur. Le produit final en est le Plan Communal de Développement (PCD).

Le dit plan de développement comporte une triple dimension :

- ↳ le diagnostic de la commune en tant qu'institution (DIC) ;
- ↳ le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) quant à lui vise à examiner singulièrement les problèmes et besoins de l'espace urbain communal ;
- ↳ le diagnostic participatif niveau village est un examen des problèmes et besoins au niveau de chaque village.

## 1.2- Objectifs du PCD

Le processus de planification se donne pour objectif général de doter la commune de Mandjou d'un cadre de référence à toutes les actions de développement. Il s'agit en d'autres termes d'une vision à court et à moyen terme en matière de développement économique et social.

De manière spécifique, il s'agit de :

- ☞ dresser un état des lieux à travers les principaux diagnostics ;
- ☞ inventorier les principaux problèmes tout en y proposant des solutions ;
- ☞ présenter de manière claire et précise la planification des projets et les moyens financiers, matériels et humains nécessaire à la résolution des problèmes.

L'atteinte de ses objectifs est basée sur le strict respect des normes socio environnementales. De même un accent est mis sur la prise en compte des spécificités des couches vulnérables.

### **1.3- Structure du document**

Au vu de ce qui précède, le présent PCD s'articule autour de cinq (05) points :

- le cadre conceptuel et méthodologique ;
- les généralités sur la commune de Mandjou ;
- la synthèse des principaux diagnostics ;
- la planification stratégique ;
- la programmation à court et à moyen terme des activités programmées.

## **2- APPROCHE METHODOLOGIQUE**

L'élaboration du présent Plan Communal de Développement est la résultante d'un processus de planification participative. Celle-ci a été précédée d'une phase de préparation. Dans cette section, il sera question d'exposer ici l'ensemble du processus. En mettant l'accent sur la méthodologie mise en œuvre.

## **2.1- Préparation de l'ensemble du processus**

Son objectif a été de s'accorder avec les parties prenantes au développement de la commune sur les objectifs et la méthodologie de réalisation du PCD, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacun.

De manière spécifique, il a été question :

- (1) d'informer et de sensibiliser les communautés locales ainsi que les autorités administratives et traditionnelles sur les objectifs, l'importance du PCD, l'approche méthodologique, la nécessité d'une participation massive de toutes les couches et catégories sociales pendant la phase de diagnostic participatif ;
- (2) De s'accorder avec les populations locales sur les modalités pratiques inhérentes au bon déroulement du processus (programme de travail, hébergements et restauration de l'équipe de planificateurs) dans un contexte participatif.

Il s'est agi de sensibiliser l'ensemble des parties prenantes afin de s'assurer de leur participation à l'ensemble du processus. C'est ainsi que l'on s'est accordé sur le calendrier de travail et la méthodologie

Dans un premier temps, une séance de travail préparatoire a eu lieu entre l'équipe de *MΣTRIKΛ GROUP* et les leaders d'opinion dans les communautés (chefs traditionnels, chefs religieux, conseillers municipaux des localités cibles, tout acteur rompu aux activités de développement). Elle visait à préparer, environ six jours à l'avance, l'arrivée des équipes de planificateurs et expliquer les aspects contextuels tout en mettant l'accent sur l'impérieuse nécessité des communautés à exprimer leurs besoins.

Ces séances de travail, en plus de faciliter la collecte des données, avaient pour but d'expliquer le processus et d'anticiper sur le diagnostic participatif. Par ailleurs, des séances de travail ont eu lieu avec les services déconcentrés de l'état, les organismes et programmes du système des Nations Unies, les autres organismes internationaux et ONG qui interviennent dans l'espace communal. Elles avaient pour but de mettre en exergue les activités en cours de réalisation ou prévues dans la commune.

Trois éléments essentiels soutendent l'élaboration du PCD :

- les micro-projets issus de l'exploitation de tous les diagnostics réalisés ;
- les micro-projets permettant des interventions des services publics;
- les micro-projets concourants à soutenir le développement de la Commune.

La préparation a eu trois composantes :

- a) une préparation pédagogique ;
- b) une préparation administrative ;
- c) une préparation dans l'espace urbain.

### **2.1.1. Préparation pédagogique**

De prime abord, il a été question pour les experts de *MΣTRIKΛ GROUP* d'harmoniser les techniques et méthodes qui devaient servir au diagnostic participatif de la planification locale. D'autre part il a été question d'apprêter le matériel nécessaire au dit diagnostic.

### **2.1.2. Préparation administrative**

Elle a consisté à la rencontre avec les autorités administratives de la commune mais aussi et surtout à l'organisation des cérémonies marquant le lancement officiel des activités de planification, notamment l'introduction de l'OAL dans la Commune pour informer et sensibiliser toutes les parties prenantes (autorités administratives, communales et traditionnelles, élites, etc.) sur le processus de planification participative et son impact sur le développement de la commune.

### 2.1.3. Préparation au niveau des villages et de l'institution communale

Plusieurs descentes ont eu lieu dans les villages et quartiers ainsi qu'au niveau de l'institution communale pour informer et sensibiliser les différentes parties prenantes sur l'importance de leur participation active à toutes les phases du processus. C'est ainsi que des séances de travail ont eu lieu avec les personnes clés de la mairie, les leaders d'opinion dans les villages et quartiers (en général six jours avant les descentes des planificateurs).



Photo 1: Séance de préparation des diagnostics à Ndanga Ndengue et Ndoumbe respectivement

## 2.2. Collecte des informations et traitement

Cette phase a permis de procéder à la collecte et à la validation des données à travers un diagnostic participatif comprenant : un Diagnostic participatif niveau village (DPNV), un Diagnostic de l'espace urbain (DEUC), un Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) et une consolidation des données des diagnostics.

### 2.2.1. Conduite du Diagnostic Participatif Niveau Village

L'approche méthodologique utilisée a consisté au niveau de chaque village de la Commune (considéré comme unité de planification), en une succession de consultations publiques comprenant des travaux en groupes mixtes (hommes, femmes, jeunes, riches, intermédiaires, pauvres), des travaux de groupes sexo-spécifiques (hommes, femmes et jeunes), les séances plénières en assemblées villageoises, les entretiens semi-structurés, la visualisation, les sondages d'opinions et l'observation participante. La conduite du diagnostic participatif a fait appel aux outils suivants :

- **La fiche de collecte des données de base** a permis de collecter les données de base sur le village, disponibles auprès des différents services techniques et administratifs ;
- **Les Fiches techniques de collecte** ont permis de collecter des informations spécifiques sur différents secteurs et les infrastructures socio-économiques ;
- **La Carte du village avec unités de paysage** a permis d'identifier les ressources naturelles et physiques du village de même que les infrastructures socio-économiques et les utilisations de l'espace ;
- **Le Transect** quant à lui a permis d'explorer le terroir villageois, de vérifier sur place les informations obtenues sur le village en utilisant les autres outils d'analyse, les infrastructures et les micro-infrastructures locales et d'identifier les problèmes et les contraintes de développement du village ;

- **Le tableau de figurines ou boîte à images** a permis de sensibiliser les populations locales sur ce qu'est le VIH/SIDA/IST, ses modes de transmission, son impact socio-économique et les méthodes de prévention ;
- **L'Interview semi-structurée** a permis de compléter les connaissances acquises sur le village en utilisant les autres outils et de faire un inventaire des problèmes et des atouts du village selon les perceptions des différents groupes et types d'acteurs ;
- **L'Arbre à problèmes** a permis d'analyser les causes et les effets des problèmes prioritaires du village par secteur et de choisir les causes/effets pertinents des différents problèmes sur lesquelles les villageois veulent et peuvent agir ;
- **Le Tableau de solutions villageoises** : il a permis d'identifier les alternatives viables aux problèmes du point de vue des communautés ;
- **Le Tableau de planification** : a permis de planifier les actions endogènes prioritaires du village sur une durée de 03 années ;
- **Le Tableau de planification opérationnelle** : il a permis d'élaborer le Plan Opérationnel du village pour la première année.
- La Mise en place d'un Comité de Concertation



*Photo 2: Animation d'outils en atelier respectivement à Grand Mboulaye et à Mboulaye 1*

### **2.2.2. Conduite du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal**

La méthodologie utilisée est similaire à celle utilisée dans le diagnostic niveau village avec une particularité qu'au niveau de l'espace urbain communal, l'OAL a mené en plus une enquête socio – économique et environnementale sommaire intégrant les différents corps de métiers de la ville communale. Les outils sont ceux utilisés dans le diagnostic niveau village et la fiche d'enquête socio-économique. L'Analyse des problèmes, la recherche des solutions et la planification sont identiques à celles menées au niveau village. Les outils utilisés sont les mêmes à savoir : les arbres à problèmes et à objectifs, le tableau de solutions endogènes, le tableau de planification, etc.



*Photo 1: Séance de diagnostic participatif à Grand Mboulaye (groupe des hommes)*

### **2.2.3. Conduite du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)**

L'objectif global du DIC était de faire une analyse situationnelle de la Commune en tant qu'institution afin d'en identifier les forces et les faiblesses qui permettront l'élaborant des axes de renforcement de cette institution. Il a planché sur quatre étapes :

- la préparation du DIC ;
- le diagnostic participatif de l'Institution communale ;
- le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;
- la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement de la Commune.

Cette phase a été sanctionnée par un rapport du DIC.



*Photo 2: Parc à camions de Mandjou et aéroport de Bertoua (Toungou)*

### **2.2.4. Consolidation des données du diagnostic et cartographie**

La consolidation a consisté en une mise en commun des données du DPNV, DEUC et du DIC à partir des fiches élaboré par le PNDP.

La cartographie quant à elle s'est déroulée en quatre phases :

- la consultation des documents et données de base (fonds de cartes, atlas et documents relatifs au découpage administratif, images satellitaires, etc) ;
- les levées GPS des principales infrastructures et points utiles, pour compléter les données collectées des documents de base ;
- l'élaboration du SGBDR qui permettra l'élaboration des différentes cartes thématiques ;
- l'élaboration des cartes thématiques proprement dites.

A l'issue de la consolidation des données, un atelier de restitution et de validation du rapport consolidé du diagnostic participatif a été organisé.



*Photo 3: Levées GPS d'une école publique (Ndemnam)*

### **2.3. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation**

Il s'est tenu dans les locaux de la mairie de Mandjou du 09 au 11 avril 2012. Cinq temps forts ont marqué cet atelier de planification :

- élaboration de la Planification stratégique : Restitution, amendement et validation des cadres logiques par secteur. Il a permis de synthétiser la stratégie retenue pour résoudre les problèmes prioritaires de la Commune dans chaque secteur et de la compléter avec des indicateurs, des activités et des facteurs de risque (hypothèses ou facteurs externes) ;
- intervention des sectoriels, responsables des programmes de développement et d'organismes internationaux actifs dans la commune, etc ;
- mobilisation des ressources : présentation par l'Exécutif municipal des financements disponibles pour l'année 2012 ;
- élaboration Programmation annuelle ou Plan d'Investissement Annuel (PIA) ;
- élaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) ou Programmation triennale.

### **2.4. Restitutions et consolidation par les parties prenantes**

Les travaux en ateliers étaient restitués en plénière et de manière visuelle (sur vidéo projection). Il s'en suivait des amendements à travers des propositions. Cet exercice visait un double objectif : vérifier et corriger les données collectées d'une part, planifier les actions à mener d'autre part.

### **2.5. Mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation Participatif du PCD**

Il a été question à ce niveau de définir un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD. L'OAL a d'abord présenté de manière schématique le SGBDR qui facilitera le suivi des différentes interventions. Puis les participants ont été sensibilisés sur la nécessité de mettre en place leur mécanisme de suivi-évaluation. Un Comité de suivi-évaluation élargi aux Communautés à la base et aux élites a été mis en place par la suite.

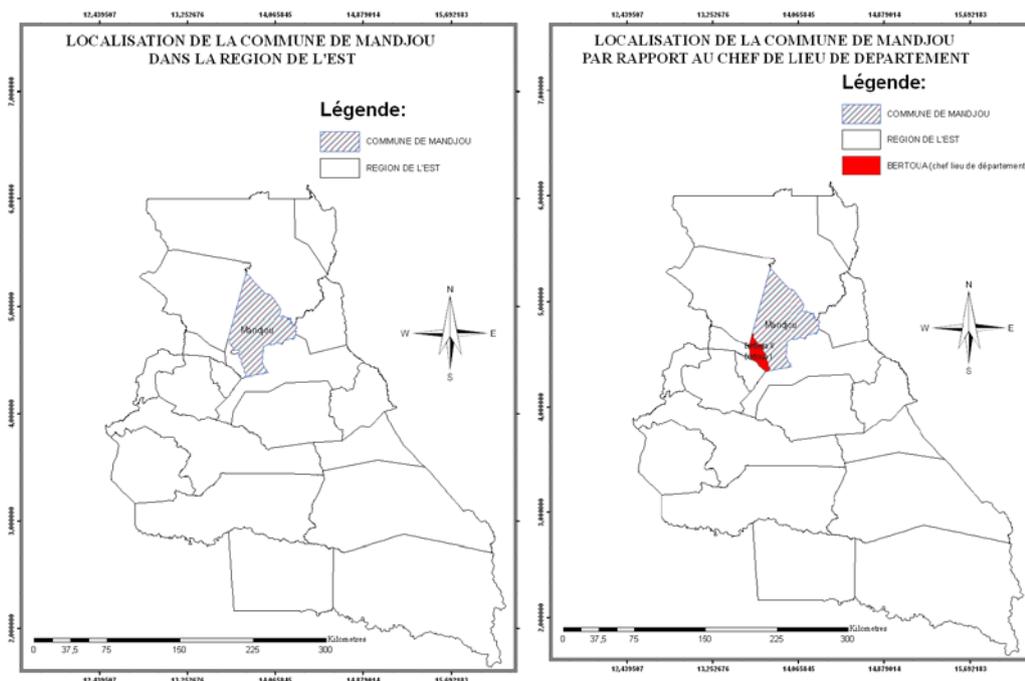
### **3- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE**

### 3.1- Localisation de la commune

Anciennement appelée commune de Bertoua rurale, Mandjou a été érigée en commune autonome en avril 2007. Il s'agit donc d'une jeune commune pour qui la planification est une activité primordiale. Commune en plein essor, elle pose pour ainsi dire les jalons d'un développement futur.

Mandjou se situe dans la partie Nord du département du Lom et Djérem. Elle est située entre 13°78'4" et 13°80'5" de latitude Nord et 13°62'5" et 14°08'5" de longitude Est. La commune s'étale sur 109 km du Nord au Sud et d'Est. Elle s'étale sur 53 km d'Est en Ouest. Elle couvre une superficie de 8 500 km<sup>2</sup>.

Dans le département du Lom et Djerem, Mandjou est située à proximité des communes de Bertoua I et II. Elle est constituée de 25 villages/ quartiers comme on peut le voir sur le tableau qui suit.



Carte 1: Localisation de la commune de Mandjou

Sur le plan démographique, trois sources de données peuvent être évoquées :

- les chiffres fournis par la commune font état d'une population 50 000 habitants, soit une densité d'environ 6 habitants au km<sup>2</sup>. Cette densité est relativement faible ;
- les chiffres de la carte sanitaire font état de 40 000 habitants répartis en quatre aires de santé ;
- les données collectées sur le terrain font état d'une population de 47 350 habitants inégalement répartis en vingt-cinq villages.

Pour ce qui est de la répartition spatiale, il faut relever que, comme la Région de l'Est, la commune connaît une faible densité de la population. Ce qui laisse davantage de terres aux activités agricoles.

### 3.2- Milieu biophysique

Sur le plan physique, le relief est essentiellement constitué de plaines, avec quelques élévations dont les points culminants ne dépassent guère 1000m. L'altitude moyenne y est de 700 mètres. Ce relief de plaines est parsemé de vallées peu profondes (15 mètres en moyenne) où coule un abondant réseau hydrographique.

#### 3.2.1- Climat

Le climat y est chaud et humide et comporte quatre saisons dont deux de pluie et deux sèches. La pluviométrie annuelle cumulée est de 1 555 mm<sup>1</sup>. Dix mois sur 12 sont pluvieux<sup>2</sup>. Les températures sont chaudes avec une moyenne de 17°C, avec une faible amplitude thermique (4,8°C).

Le diagramme ombrothermique ci-dessous illustre les relevés météorologiques de la station de l'aéroport pour l'année 2010.

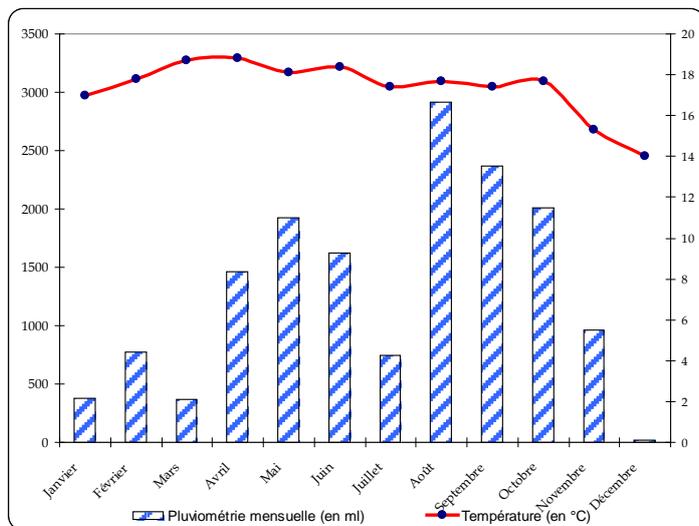


Figure 1: Diagramme ombrothermique de Mandjou

#### 3.2.2- Les Sols

Les sols sont essentiellement argileux de couleur noire. Ils sont profonds et rocailloux par endroit. En effet, certains villages tels que Toungou, Sambu, Ndanga Ndengue et dans une certaine mesure Adinkol comportent de vastes étendues de cuirasses ou de vastes

<sup>1</sup> Relevés météorologiques de l'aéroport de Bertoua (Toungou pour l'année 2010).

<sup>2</sup> Un mois est dit pluvieux lorsqu'il enregistre au moins 50mm de pluie. Selon les relevés de station météorologie de Bertoua, seuls décembre et janvier ne sont pas pluvieux.

étendues rocailleuses. Les bas fonds sont alluvionneux ou sablonneux. Il s'agit d'anciennes étendues lacustres ou des vallées des cours d'eau saisonnièrement asséchées.

### **3.2.3- Le relief**

Le relief est constitué de plaines vallonnées dans la quasi-totalité de l'espace communal. La partie Nord par contre connaît d'importantes élévations et des vallées profondes. L'altitude moyenne dépasse rarement les 100m.

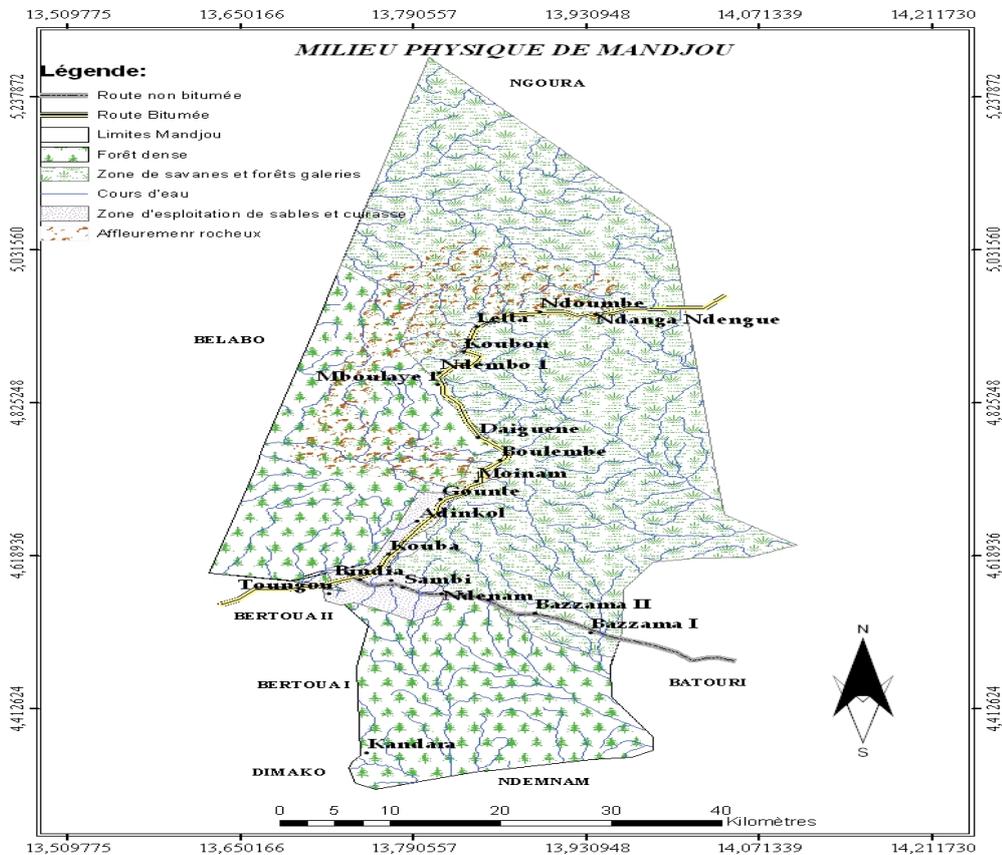
### **3.2.4- Hydrographie**

Le réseau hydrographique ne comporte pas de grands cours d'eau. Il est constitué d'un ensemble de ruisseaux dont peu sont pérennes. Ils constituent d'importants affluents pour de grands cours d'eau (le Lom ou encore la Sanaga).

### **3.2.5- Faune et flore**

Le couvert végétal est constitué de savanes arborées. Une importante galerie forestière serpente les vallées des cours d'eau. Par endroit on trouve des forêts denses, primaires et sempervirentes. Une analyse des images satellitaires (Landsat) dévoile des poches forestières denses qui permettent l'exploitation forestière. Les noms commerciaux des essences suivantes peuvent être évoqués "*bossé*", "*doucier*", "*makoré*" "*moabi*" ou encore le "*Sapeli*".

Une partie de la commune est contiguë à la réserve de Ndeng Ndeng et de la zone forestière de Dimako et Nguélebock. Ceci explique la présence de nombreuses espèces fauniques telles que les grands primates (gorilles, chimpanzé), les buffles et autres antilopes, les rongeurs, etc.



Carte 2: Synthèse du milieu bio physique de Mandjou

### 3.3- Milieu humain

#### 3.3.1- Historique de la commune

Comme mentionné plus haut, la localité de Mandjou a été érigée en commune autonome en Avril 2007. Mais auparavant, elle appartenait à la commune de Bertoua rurale. Le passage de la route Bertoua – Batouri et le bitumage de l’axe Bertoua - Garoua–Boulaï ont résolument ouvert Mandjou et renforcé la position de périphérie urbaine de Bertoua qu’elle occupe aujourd’hui. L’électrification de la commune dès 2000 a accentué le peuplement de son espace urbain.

#### 3.3.2- Taille et structure de la population

La commune de Mandjou nait après le RGPH de 2005. Il n’existe donc pas de données sur la taille et la structure de sa population dans les rapports du RGPH3 et encore moins dans le rapport de mise à jour de 2010. Néanmoins, trois sources de données peuvent être évoquées :

- les chiffres fournis par la commune font état d’une population 50 000 habitants, soit une densité d’environ 6 habitants au km<sup>2</sup>. Cette densité est relativement faible ;
- les chiffres de la carte sanitaire font état de 40 000 habitants répartis en quatre aires de santé ;
- les données collectées sur le terrain font état d’une population de 47 350 habitants inégalement répartis en vingt- cinq villages/quartiers.

Du point de vue de sa structure, le ratio homme-femme est quasiment nul. Population jeune représentant 46,4%, elle nécessite des infrastructures sociales adaptées aux besoins de la jeunesse. La pyramide d'âge ci-dessous, illustre le caractère jeune de la population par sa base large et son sommet rétréci.

**Tableau 1: Répartition spatiale de la population**

Villages	Hommes	Femmes	Moins de 16 ans	Moins de 5 ans	Ensemble
Bazzama I	164	164	15.186	3.477	328
Bazzama II	1.471	1.471	136.168	31.175	2.941
Ndembo	211	211	19.492	4.463	421
Ngamboula	477	477	44.124	10.102	953
Ndemnam	314	314	29.076	6.657	628
Sambi	257	257	23.798	5.448	514
Ndong Mbome	421	421	38.985	8.925	842
Bindia	1.372	1.372	127.001	29.076	2.743
Mandjou I	1.151	1.151	106.536	24.391	2.301
Mandjou II	1.492	1.492	138.159	31.630	2.984
Kouba	971	971	89.915	20.585	1.942
Adinkol	1.891	1.891	175.107	40.089	3.782
Gounté	490	490	45.374	10.388	980
Moïnam	1.365	1.365	126.353	28.927	2.729
Boulembé	1.750	1.750	162.050	37.100	3.500
Daïguene	991	991	91.767	21.009	1.982
Mboulaye I	991	991	91.767	21.009	1.982
Ndembo (Axe GB)	300	300	27.780	6.360	600
Grand Mboula	3.886	3.886	359.844	82.383	7.772
Koubou	494	494	45.698	10.462	987
Letta	1.391	1.391	128.807	29.489	2.782
Ndoumbe	991	991	91.720	20.999	1.981
Ndanga Ndengue	895	895	82.877	18.974	1.790
Kandara	213	213	19.724	4.516	426
Toungou	1.055	1.055	97.693	22.366	2.110
<b>TOTAL</b>	<b>25.000</b>	<b>25.000</b>	<b>2.315.000</b>	<b>530.000</b>	<b>50.000</b>

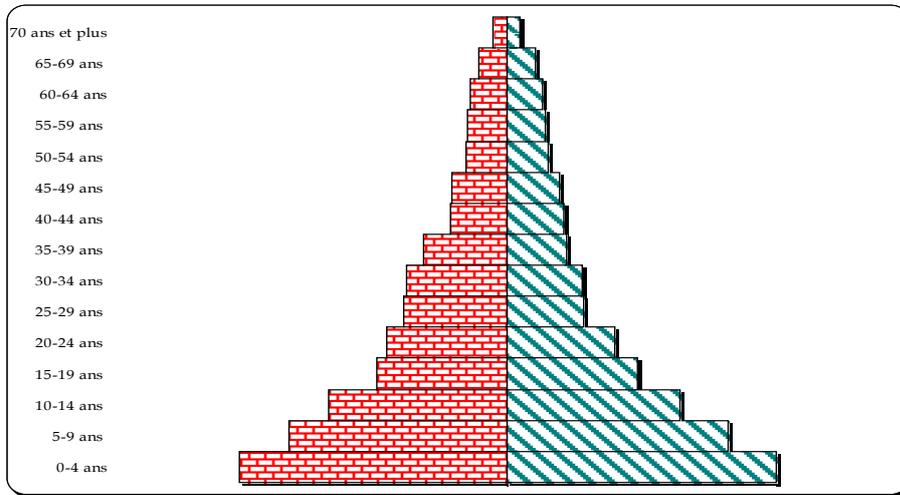
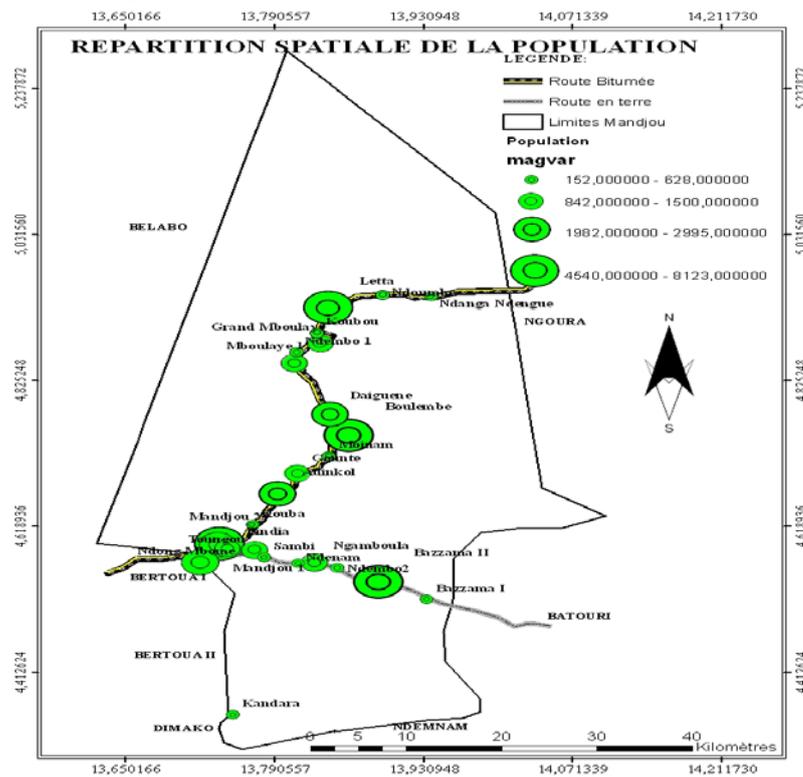


Figure 2: Pyramide d'Age de la commune de Mandjou



Carte 3: Répartition spatiale de la population

### 3.3.3- Ethnies et relations inter ethniques

Sur le plan ethnique, il faut relever que trois ethnies peuplent la commune de Mandjou :

- (1) les Gbaya ;
- (2) les Kako.

Ces deux premières ethnies parlent une langue de type soudanien. Leurs us et coutumes sont apparentés. Ce qui fait conclure de leur origine soudanienne. Ils sont agriculteurs pour la plupart ;

(3) les Mbororos d'origine sahélienne. Ils sont essentiellement éleveurs. A ceux-ci se sont ajoutés de nombreux groupes de Mbororos de RCA.

A ces ethnies s'ajoutent de nombreux allogènes issus de l'urbanisation ou attirés par les atouts économiques de la commune. Des conflits répétés entre les Gbaya et Mbororos ont été notés. En effet, les conflits agro pastoraux ainsi que les différences de religion entre les deux communautés expliquent ces conflits. Les deux communautés vivent tout de même ensemble, se partagent les mêmes terroirs pour mener leurs activités différenciées même si de temps en temps certains conflits se transforment parfois en émeutes.

### **3.3.4- Religions**

Deux principales religions sont pratiquées ici :

- l'islam ; pratiquée par le Mbororos (ainsi que par quelques Gbayas islamisés). Toutes les obédiences sont présentes (sunnites, shiites, etc) ;
- le christianisme surtout pratiqué par les Gbayas/ Kakos et les autres allogènes. On y trouve les catholiques, les protestants et pentecôtistes.

Chacune de ces religions dispose de lieux de culte qui sont respectés de tous même en temps de conflit.

### **3.3.5- Mobilité des Populations**

Deux types de mouvements migratoires sont relevés :

- l'exode rural des jeunes qui vont vers les centres urbains à la recherche des emplois rémunérés ;
- les migrations agricoles qui sont saisonnières : au cours de celles-ci les populations se déplacent des villages voire de Bertoua vers les zones de culture. On relève également des transhumances chez les éleveurs bovins surtout en saison sèche (décembre, janvier février, voire mars).

### **3.3.6- L'habitat**

La majeure partie des villages de la commune sont des villages rue. L'habitat y est aligné le long des axes routiers. Il s'agit pour la plupart de l'habitat spontané, fait de cases carrées et assez souvent en matériaux locaux (brique pétrie, toit de chaume ou de nattes de raphia).

### **3.3.7- Populations Vulnérables**

Les groupes vulnérables ci-dessous ont été identifiés dans l'espace communal. Il s'agit des :

- (i) réfugiés centrafricains ;
- (ii) enfants de la rue ;
- (iii) orphelins et autres enfants vulnérables du fait du VIH (connus sous le vocable d'OEV) ;
- (iv) handicapés (handicapés moteurs, aveugles/ mal voyants, sourds, muets/ malentendants) ;
- (v) les personnes du troisième âge ;
- (vi) les personnes vivant avec le VIH.

#### **3.3.7.1- Les réfugiés centrafricains**

Estimés à 4 398 âmes, les réfugiés centrafricains sont installés dans la commune de Mandjou depuis à peu près l'année 2005. Ils sont pris en charge par l'UNHCR et ses organismes partenaires. Cette population est disséminée principalement dans 06 villages où elles occupent assez souvent un site différent du reste de la communauté. Le tableau qui suit présente la répartition spatiale de la population des réfugiés.

**Tableau 2: Répartition spatiale des réfugiés centrafricains<sup>3</sup>**

Village	Masculin	Féminin	Total
Adinkol	148	166	314
Bazzama	361	424	785
kouba	150	212	362
Bindia	903	1119	2022
Boulembé	373	469	842
Ngamboula	32	41	73
<b>Total</b>	<b>1 967</b>	<b>2 431</b>	<b>4 398</b>

Il ressort des données collectées que ces populations ont accès à l'éducation, aux soins de santé, aux infrastructures marchandes, hydrauliques et d'élevage. Mais de nombreux conflits agro-pastoraux ont émergé ça et là à cause du mode d'élevage traditionnel pratiqué.

Ces populations pratiquent essentiellement le commerce et l'élevage. Les femmes vendent les produits laitiers, tandis que les hommes commercialisent la viande. Dans la plupart des cas, les activités pratiquées sont rentables. Il n'existe pas de difficulté particulière liée à leur vulnérabilité, car ils ont accès à la propriété foncière ; du moins à l'exploitation des terres à des fins agricoles et pastorales et même au logement.

Leur présence dans l'espace communal constitue également une opportunité pour la commune. En effet, l'appui aux réfugiés a apporté par l'UNHCR et ses organismes partenaires est un plus pour les populations. En guise d'exemple, les deux forages publics de la petite agglomération de Mandjou sont un don de International Relief and Development (IRD). Par ailleurs les écoles, centres de santé offerts ou aménagés par Première Urgence, ou encore les champs expérimentaux en leur faveur sont des atouts indéniables pour les populations locales.

#### **3.3.7.2- Les enfants de la rue**

L'identification des enfants de la rue n'étant pas aisée, il a été difficile de travailler avec eux. En outre, il n'existe pas au Ministère des Affaires Sociales des données sur l'effectif de ces derniers. Toutefois, le phénomène d'enfant de la rue demeure un problème réel.

La détérioration du tissu social et la paupérisation aggravées par la crise économique et les plans d'austérité adoptés par l'Etat, ont résulté en une accentuation du phénomène d'enfants de la rue dans la commune. Ceci a également été exacerbé plus tard par l'afflux des réfugiés centrafricains.

#### **3.3.7.3- Les orphelins et autres enfants vulnérables du fait du VIH**

Lancé dès l'année 2005 par le Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS), le programme de prise en charge des orphelins et enfants vulnérables du fait du VIH a permis d'identifier plus de 7000 OEV et d'en appuyer plus de 1000 dans la région de l'Est de 2005-2008.

Cet appui multiforme (scolaire, nutritionnel, sanitaire, psychosocial et juridique) a été repris grâce aux fonds UNICEF depuis 2009. Il est mis en œuvre par le Ministère des Affaires Sociales à travers les OAL.

Il ressort des bases de données disponibles que des 467 OEV ont été identifiés dans la commune de Mandjou. Seuls 150 d'entre eux ont pu bénéficier d'un financement. Beaucoup reste donc à faire au regard du nombre identifié.

#### **3.3.7.4- Les handicapés**

Les diagnostics participatifs niveau village ont permis de dénombrier 28 handicapés dont 18 handicapés moteurs et 10 visuels.

<sup>3</sup> Source : Base de données International Relief and Development

Pour ce qui est des équipements, on peut relever :

- 02 chaises roulantes ;
- 01 Béquille ;
- Aucune cannette blanche;

### **3.3.7.5- Les personnes du troisième âge**

Compte tenu de l'espérance de vie assez faible en zone rurale en général, et dans la région de l'Est en particulier, le nombre de personnes de troisième âge s'avère réduit. Environ 112 ont été dénombrés.

### **3.3.7.6- Les Personnes vivant avec le VIH**

La saisie de cette variable n'est pas une sinécure tant la stigmatisation relative à cette affection morbide est enracinée dans la population. Il existe par conséquent une sous-évaluation du nombre de PVVIH dans les villages. 03 PVVIH ont été signalées. Ce qui est évidemment peu, comparé à la séroprévalence connue de la région de l'Est.

## **3.3.8- Activités économiques**

### **L'Agriculture**

L'agriculture est la principale source de revenus. Il n'existe pas de cultures de rente à grande échelle. La principale activité agricole est vivrière. On y trouve les racines et tubercules (manioc, igname, patate, macabo), les céréales (maïs surtout), les fruits et légumes et des oléagineux (arachides, soja) qui prennent davantage de l'ampleur.

### **L'exploitation des carrières et des mines**

L'activité minière, essentiellement constituée de l'exploitation des produits de carrières tels que le sable et la cuirasse à des fins de construction n'est menée qu'à une échelle artisanale.

### **L'élevage**

Zone de prédilection d'élevage, la Commune est à cheval entre deux zones agro-écologiques :

- zone V constituées de forêts humides et caractérisée par une pluviométrie bimodale. Les localités forestières de Kandara, Adinkol, Kouba et Gounté, illustrent fort bien cette appartenance à la zone V ;
- zone II appelée zone des hautes savanes guinéennes caractérisée par la présence de savanes arborées.

L'appartenance à cette dernière zone fait de Mandjou un espace d'élevage de bovins rendu possible grâce à la présence de pâturages et de faibles densités de population.

### **L'exploitation forestière**

L'exploitation forestière y est également pratiquée. Quatre forêts communautaires ont été identifiées dans les villages suivants :

- Kandara ;
- Ngamboula ;
- Mboulaye I ;
- Daïguéné.

### **La pêche et pisciculture**

La pêche et la pisciculture sont des activités faites de manière artisanale et saisonnière. Quelques étangs piscicoles ont été dénombrés çà et là. Mais la production halieutique demeure faible comparée aux potentialités offertes par la commune. La pêche est pratiquée dans les cours d'eau et étangs surtout en période d'étiage (saison sèche). La production est essentiellement destinée à la consommation locale.

### L'artisanat

Contrairement à certaines communes reconnues pour leur activité artisanale, la commune de Mandjou n'est pas très impliquée dans ce type d'activité. L'art ici se limite à la fabrication de quelques objets usuels (panier, nasse de pêche, tabourets de rotin, etc).

### Le commerce

L'activité commerciale concerne essentiellement la vente et l'achat des produits du secteur primaire. Il s'agit :

- la vente des produits agricoles ;
- la vente des produits de l'élevage (bovins, ovins, caprin, volaille, produits laitiers, etc) ;
- la vente des produits forestiers ligneux (bois d'œuvre) et non ligneux (champignons, chenilles, rotin, etc).

D'une manière globale, la commune ne dispose pas de marché d'envergure, en dehors des marchés à bétail de Bazzama II et Letta qui attirent et rassemblent des acheteurs venus d'autres régions.

### La transformation

Elle est limitée aux produits agricoles. Parmi ceux-ci, la transformation du manioc en farine constitue une place de choix. On y trouve également la transformation des produits laitiers. Mais toute cette activité de transformation demeure artisanale, peu durable et orientée vers la consommation locale.

### Le Tourisme

En dépit de nombreuses potentialités touristiques (grottes, bois, étendues lacustres, etc) la commune connaît très peu d'activités touristiques. En effet l'absence de structures d'accueil, l'insuffisance d'aménagement des sites, et l'absence d'évènement culturel explique la faible importance du tourisme pour cette commune.

### 3.3.9- Epargne et crédit dans l'espace communal

Facteur de développement de l'activité économique dans l'espace communal l'épargne et le crédit à travers les structures de micro finance mérite d'être étudié ici. Il existe en effet quelques structures de micro finance dans la ville de Mandjou. Mais le mode d'épargne reste traditionnel. Il s'agit des tontines et autre mode d'épargne et de crédit local. L'accès aux micros crédits reste faible. Ceci est une entrave à l'essor de l'activité économique.

### 3.4- Principales infrastructures par secteur

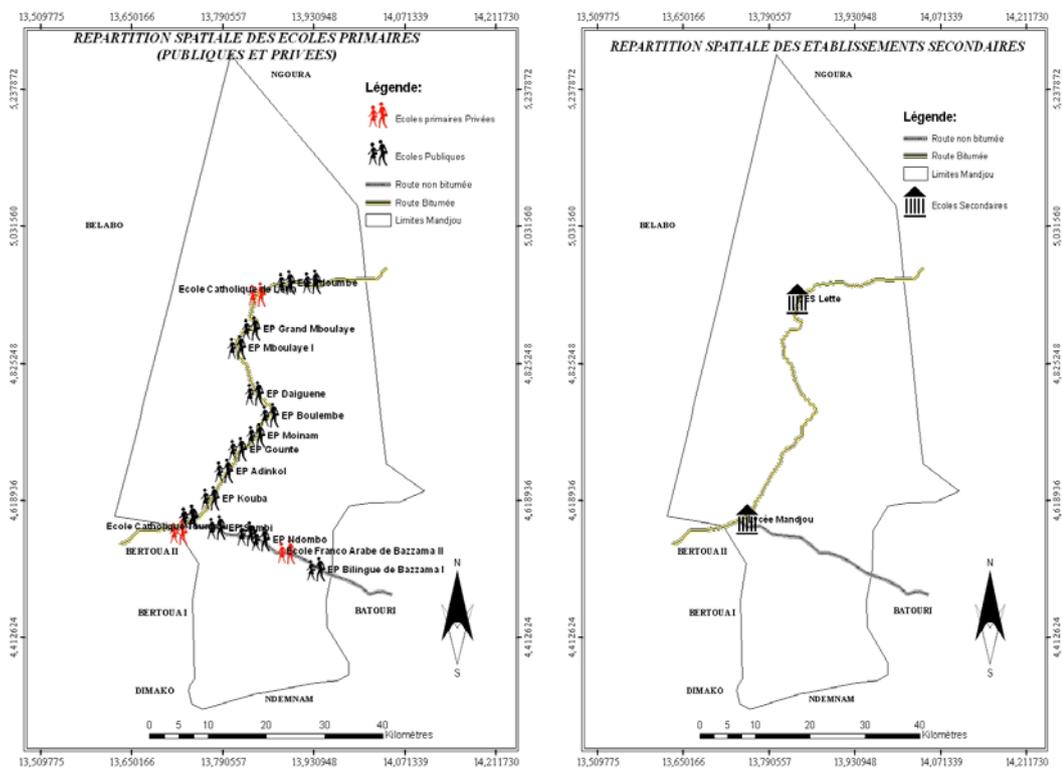
Cette section est consacrée à l'analyse de l'offre en infrastructures sociales telles que les écoles et centre de formation, les infrastructures hydrauliques, routières, marchandes, etc.

**Commentaire [P3]:** Insérer les cartes recommandées

#### 3.4.1 Infrastructures scolaires et de formation

L'offre scolaire est assurée par l'Etat, les particuliers et les confessions religieuses. Il a été identifié 36 établissements scolaires dont 02 du niveau secondaire, 23 de niveau primaire, 10 de niveau préscolaire. Il existe également un centre de formation agricole et une école franco-arabe dont les niveaux n'ont pas été facilement évalués. Ces infrastructures sont inégalement réparties. De manière détaillée on a :

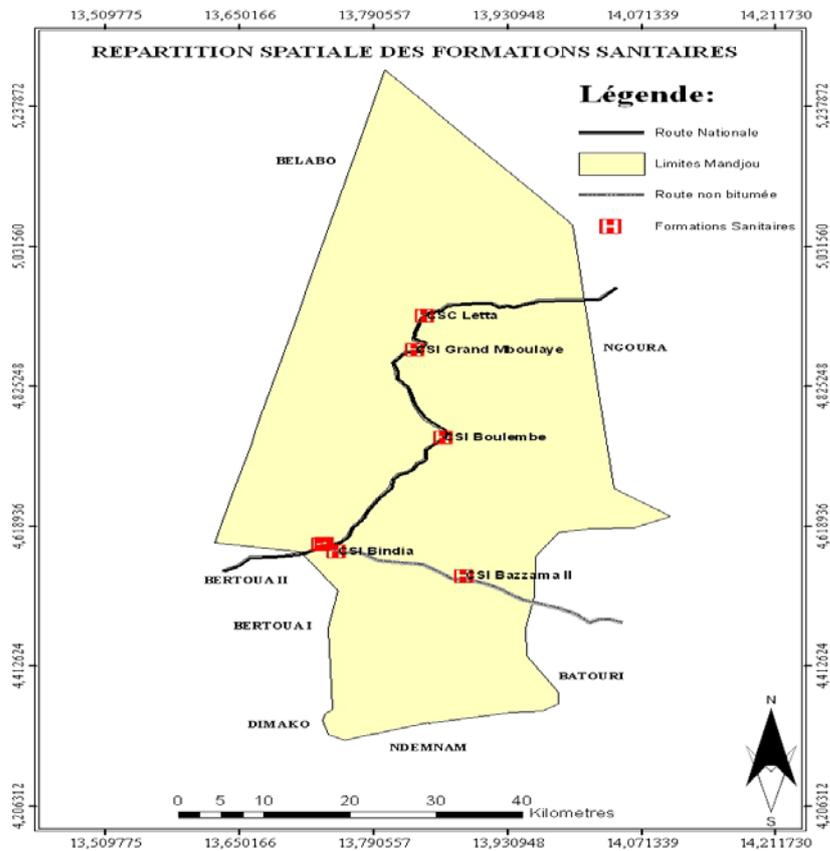
- 12 écoles maternelles et préscolaires ;
- 23 écoles primaires dont 20 publiques et 03 privées ;
- 02 écoles secondaires dont un lycée et un CES ;
- 01 centre de formation professionnel.



Carte 4: Infrastructures scolaires existantes

### 3.4.2 Infrastructures Sanitaires

Pour ce qui est des formations sanitaires, 07 ont été répertoriés dont 04 publiques et 03 privées. Comme dans le cas précédent, les confessions religieuses (en particulier l'église catholique) les privés ainsi que l'Etat contribuent à l'offre des soins et services de santé.

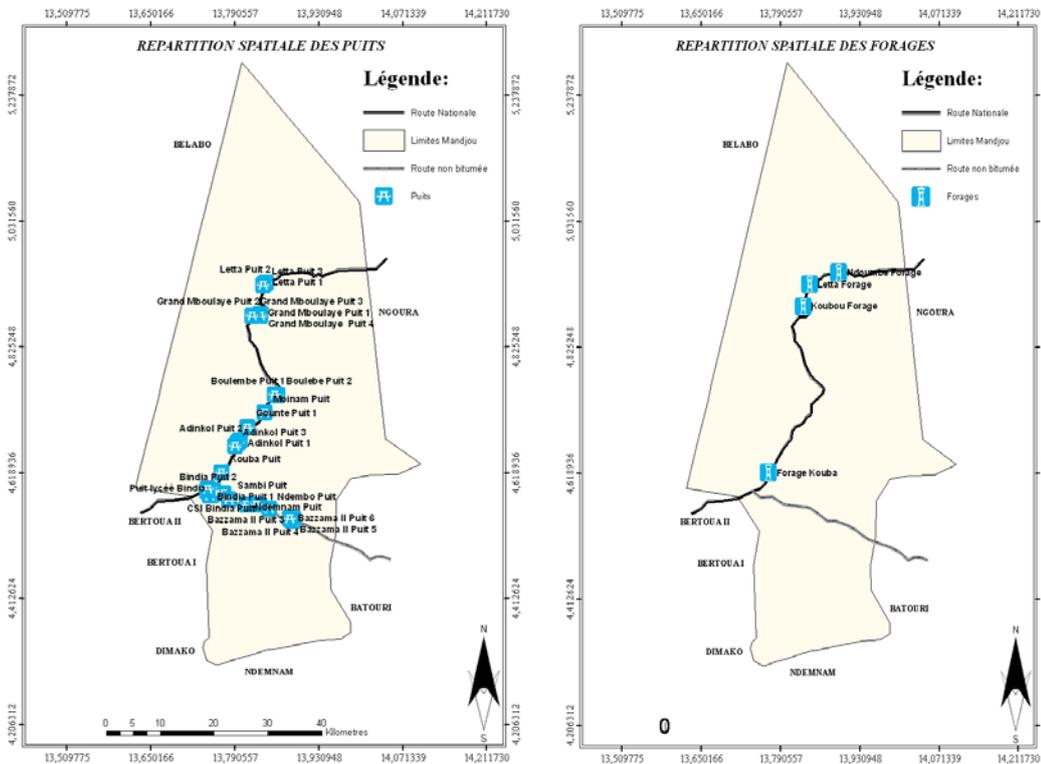


Carte 5: Répartition spatiale des formations sanitaires

### 3.4.3 Infrastructures hydrauliques

L'accès à l'eau potable varie d'un village à l'autre. Certains villages sont bien lotis, tandis que d'autres ne disposent pas de la moindre infrastructure adéquate. Les infrastructures hydrauliques sont de trois types :

- les sources (11) ;
- les puits 15 ;
- les forages 30.



Carte 6: Infrastructures hydrauliques (puits et forages)

### 3.4.4 Electricité

D'une manière globale, la commune reste mal desservie en électricité. Seuls 06 villages sur les 25 que compte la commune sont électrifiés. Il s'agit de :

- Mandjou I (7 km) ;
- Mandjou II (3 km) ;
- Ngamboula (2 km) ;
- Bazzama II (1,5 km) ;
- Adinkol ( 3 km) ;
- Gounté (1,5).

Il sera donc question d'étendre le réseau dans les autres villages soit environ 150 km à couvrir

### 3.4.5- Infrastructures routières

Tous les villages et quartiers sont accessibles à toutes les saisons. Cependant, on peut regrouper les villages en trois groupes :

- les villages accessibles grâce à une voie bitumée (72 km) ;
- les villages accessibles par une voie non bitumée mais à toutes les saisons (90 km ),
- les villages/ quartiers dont les activités sont entravées par les points critiques ou l'absence d'ouvrages d'art (2 soit Adinkol et Mandjou I).

### 3.4.6- Infrastructures marchandes

De nombreux villages, de part leurs populations et la relative intensité économique, abritent des marchés hebdomadaires ou journaliers (Mandjou et Bindia). De ceux-ci, seuls les

villages de Bazzama II et Grand Mboulaye disposent d'un hangar de marché en matériaux définitifs. Cependant, certaines commodités (eau, latrines et dispositifs de traitement des ordures par exemple) sont à construire. Dans les autres villages il est préconisé la construction d'au moins un hangar de marché ; soit 09 hangars dont un par village (Daiguene, Boulembe, Letta, Ndanga Ndengue, Ndoumbe, Ngamboula, Bindia, et Mandjou).

### **3.4.7- Infrastructures d'élevage**

La commune de Mandjou connaît une forte activité d'élevage. On y élève essentiellement des bovins, des ovins et des caprins. Comme infrastructures on y trouve :

- 02 des parcs à bétails (Bazzama II et Letta) ;
- 02 des marchés à bétails (Bazzama II et Letta) ;
- 01 station zootechnique (Ngamboula) ;
- 02 abattoirs (Mandjou I et Bazzama II).

### **3.4.8- Infrastructures de télécommunication**

Contrairement à certaines communes, Mandjou ne dispose pas d'un télé-centre communautaire ; sans doute à cause de sa contiguïté à Bertoua II. Toutefois il convient de relever que quasiment tous les villages sont couverts par les réseaux GSM (MTN, Orange et dans une certaine mesure CAMTEL). Seul Kandara connaît des problèmes de couvertures GSM.

### **3.4.9- Infrastructures d'encadrement psycho sociales**

La commune de Mandjou compte deux centres multifonctionnels notamment à Ngamboula et à Letta. Construits et mis à disposition par Plan International, ils comportent chacun deux salles de réunion et du matériel de démonstration nutritionnel. Ces centres servent aux réunions de la communauté et parfois de lieux de culte pour la communauté.

Du point de vue culturel, 03 foyers culturels ont été répertoriés notamment à Daiguéné, Gouté et à Boulembé. Ils ont été construits par la mairie.

### **3.4.10- Infrastructures sportives**

Il existe très peu d'infrastructures sportives dans la commune. Un seul stade plus ou moins réglementaire avec une tribune dans la localité de Letta a été mis à disposition par un particulier. Dans la plupart des villages, la cours de l'école est régulièrement investie et transformée en aire de jeu. La commune ne dispose pas d'un stade municipal.

## **3.5- Principales potentialités et ressources de la commune**

En dépit de l'exode rural essentiellement juvénile et masculin, la principale ressource dont dispose Mandjou c'est sa population, dont la diversité des activités assure l'auto suffisance alimentaire à la commune et aux communes urbaines de Bertoua I et II. Une population agraire et pastorale en majorité dont l'activité est boostée par de nombreux projets d'appui gouvernementaux (PACA, PNVRA, etc) et multilatéraux (PDR-Est).

Zone d'activités primaires, Mandjou accueille une force de travail considérable de Bertoua qui y trouve des vastes superficies agraires, des sols fertiles et une pluviométrie adéquate. Ces potentialités impliquent une activité agricole considérable.

On y cultive essentiellement des racines et tubercules (manioc, ignames, macabo, patates) du bananier plantain, du cacao, des céréales et oléagineux (maïs, arachide, soja, etc). Du point de vue de l'élevage, les bovins produits contribuent aux ressources communales, mais aussi à l'amélioration des conditions de vie des populations.

L'exploitation forestière, que ce soit des forêts communales ou par des individus est également une activité génératrice de revenus. Autre activité inhabituelle, la sylviculture est pratiquée dans la localité de Bazzama. La culture du teck, bois très précieux augure des lendemains meilleurs pour les populations.

Enfin, l'exploitation des carrières permet d'approvisionner la ville de Bertoua en agrégats qui sont utilisés comme matériaux de construction. Les carrières de sable ou de cuirasse sont une activité économique importante qui contribuera à l'essor de la commune.

Le tableau qui suit résume les ressources de la commune.

**Tableau 3: Synthèse des ressources et potentialité de la commune**

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (accès)	Tendances	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Forêts denses	Villages Kandara, Sambu, Toungou, Adinkol, Mboulaye I, etc	Comporte plusieurs essences utilisées comme bois d'œuvre localement mais aussi pour l'exportation	Populations riveraines, exploitants forestiers. Production destinée à la consommation locale ou à l'exportation	Libre sauf dans le cas des forêts communautaires	Libre	Culture, chasse et foresterie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zones éloignées ;</li> <li>- Proximité du parc de Ndeng Ndeng,</li> <li>- Forte pression démographique</li> <li>- Absence de plan de gestion</li> <li>- Absence d'activités de reboisement</li> </ul>	Appliquer la réglementation en vigueur ; Entreprendre le reboisement
Galeria forestière	Presque tous les villages	Présence de gibiers et de bois d'œuvre	Populations riveraines, exploitants forestiers. Production destinée à la consommation locale ou à l'exportation	Libre	Achat ou coutumier	Chasse, exploitation forestière et agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur exploitation</li> <li>- Absence de méthodes efficaces de gestion</li> </ul>	Appliquer la réglementation en vigueur ; Entreprendre le reboisement
Savane	Dans toute la commune	Non évalué	Agriculteurs, éleveurs	Communautaire	Libre	Sous exploitation du potentiel (limitée à l'élevage et à la petite agriculture).	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non délimitation des espaces de pâturage et d'agriculture ;</li> <li>- Feux de brousse incontrôlés;</li> <li>- Forte extension.</li> </ul>	-Délimiter clairement les zones d'élevage et d'agriculture, -Limiter les feux de brousse, -Reboisement.
Massifs rocheux	Dans l'espace communal et particulièrement	Important	Construction, aires de séchage du manioc	Communautaire	Libre	Possibilité de produire du gravier.	Non exploitation.	Exploiter à grande échelle

	ent à Letta et Ndanga Ndengue							
Carrières de sable	Périphéries du centre urbain de Mandjou (Koubou, Sambu, Toungou, etc)	Important	Construction	Communautaire	Libre	Exploitation artisanale	Insuffisance des moyens de production	Améliorer les moyens de production
Cours d'eau et étendues lacustres	Disséminés dans la commune	Important	Fermentation du manioc, pêche, lessive	Communautaire	Libre	Exploitation domestique	Absence de méthode de production	Améliorer la gestion
Zones inondables et marécages	Bas fonds et vallées des cours d'eau de la commune	Relativement important	Cultures de contre saison	Communautaire	Libre	Exploitation domestique	Exploitation à petite échelle	Améliorer l'exploitation

## **4- SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC**

#### 4.1- Synthèse du DIC

Le tableau qui suit résume pour chaque composante du DIC les forces et les faiblesses de la commune de Mandjou.

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES
<b>Gestion des Ressources Humaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnel disposé à travailler en dépit d nombreux mois d'arriérés de salaire ;</li> <li>- Personnel conscient du travail à mener ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance d'un personnel qualifié</li> <li>- Insuffisance du matériel de travail et des ressources financières</li> <li>- Absence d'un calendrier de rencontres, ni de séances d'évaluation avec le personnel ;</li> <li>- Faible gestion des informations et de la communication ;</li> <li>- Absence d'organigramme ;</li> <li>- Absence de plan de formation et de renforcement des capacités ;</li> <li>- De nombreux mois d'arriérés de salaires ;</li> <li>- Cotisations sociales non versée ;</li> <li>- Rôle et attribution non précisés.</li> </ul>
<b>Gestion des Ressources Financières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'une régis financière pour la collecte des recettes et la gestion des ressources ;</li> <li>- Activité économique relativement importante boosté par la proximité de Bertoua ;</li> <li>- Nombreuses potentialité économiques (parc de gros porteurs, de nombreux éleveurs, etc)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de fichier de contribuables ;</li> <li>- Incivisme fiscal ;</li> <li>- dépendance financière des CAC et autres financement externe ;</li> <li>- communication insuffisante sur la gestion des fonds ;</li> <li>- faible investissement de la commune dans les AGR et le social</li> </ul>
<b>Gestion du Patrimoine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- De nombreuses dotations de terres faites par les chefs traditionnels pour l'extension de la ville ;</li> <li>- Fichier du patrimoine bien tenu</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible suivi des biens communaux</li> <li>- Mauvaise gestion des biens communaux ;</li> <li>- Faible investissement de la commune dans les infrastructures sociales</li> </ul>
<b>Gestion des Relations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne relations avec les acteurs de la commune tels que (les services déconcentrés, la tutelle et chefferies traditionnelles) ;</li> <li>- La bonne collaboration entre services techniques et l'Etat dans le suivi des investissements dans la commune ;</li> <li>- Présence de nombreux programmes et organismes dont l'apport au développement est évident</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'un plan de communication ;</li> <li>- Faible capitalisation des relations avec les autres communes, surtout étrangères</li> </ul>

Dans l'optique de permettre à la commune de répondre efficacement à ses nouvelles missions, des axes de renforcement ont été proposés. Ils sont synthétisés dans le tableau qui suit.

**Tableau 4: Synthèse des axes de renforcement**

N°	Composante	Axes de renforcement
1	Ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- recruter le personnel et le responsabiliser dans les services techniques ;</li> <li>- mettre sur pieds un plan de carrière pour le personnel ;</li> <li>- envisager un plan de renforcement des capacités du personnel ;</li> <li>- élaborer un organigramme pour responsabiliser le personnel ;</li> <li>- assurer une sécurité sociale aux agents communaux et autres personnels ;</li> <li>- améliorer la communication au sein de la commune</li> </ul>
2	Ressource financières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- optimiser les sources de recettes communales ;</li> <li>- exploiter les autres sources jusqu'ici négligées (tourisme, parcs à gros porteurs, pour ne citer que ceux-là ;</li> <li>- assigner les objectifs périodiques aux agents recouvreurs ;</li> <li>- promouvoir davantage de clarté dans la gestion des fonds collectés ;</li> <li>- réduire considérablement la dépendance de la commune vis-à-vis des fonds externes en promouvant la mobilisation des fonds propres ;</li> <li>- informatiser la gestion ;</li> <li>- élaborer le fichier des contribuables</li> </ul>
3	Patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- accroître le patrimoine communal ;</li> <li>- promouvoir une meilleure gouvernance et davantage de civisme ;</li> <li>- valoriser le patrimoine existant</li> </ul>
4	Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- promouvoir des opérations de jumelage avec des pairs ;</li> <li>- faire un marketing visant à vendre l'image de la commune et susciter de nouveaux partenariats ;</li> <li>- améliorer la communication ;</li> <li>- rendre disponible l'information et promouvoir l'image de la commune</li> </ul>

**4.2- Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur**

### Secteur 1: AGRICULTURE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
1	AGRICULTURE	Faible production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation agricoles de petites tailles ;</li> <li>- Faible accès aux intrants agricoles ;</li> <li>- Production agricole non mécanisée ;</li> <li>- Faible organisation des agriculteurs en GIC ;</li> <li>- insuffisance des infrastructures de stockage de la production agricole ;</li> <li>- Faible encadrement des agriculteurs par les techniciens</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible revenu agricole ;</li> <li>- Découragement des agriculteurs ;</li> <li>- Insuffisance alimentaire ;</li> <li>- Conflit agropastoraux ;</li> <li>- exode des jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des GICs existants et appui au travail en équipe ;</li> <li>- Appui en capital à 20 GIC par village ;</li> <li>- Appui en petit équipement agricole ;</li> <li>- Amélioration des moyens de production agricole ;</li> <li>- Achat d'au moins deux tracteurs ;</li> <li>- Création de champs de démonstration ;</li> <li>- Mise en place des champs semenciers ;</li> <li>- Création des pépinières communale de cacao, Café ;</li> <li>- Construction des aires de 26 séchages avec clôtures ;</li> <li>- Création/ renforcement des comités de gestions des aires de séchage ;</li> <li>- Construction de magasin de stockage ;</li> <li>- Réhabilitation des postes agricoles de Grand Mboulaye et de Bazzama;</li> <li>- Construction et équipement d'un poste agricole à Moïnam ;</li> </ul>

**Commentaire [P4]:** Vérifier la corrélation entre les causes, les besoins et les objectifs spécifiques de chaque cadre logique

### Secteur 2 : ELEVAGE, PECHE, ET INDUSTRIES ANIMALES

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
2	ELEVAGE, PECHE, ET INDUSTRIES ANIMALES	Faible production animale et halieutique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dégradation des pâturages ;</li> <li>- Subvention insuffisante de la pisciculture ;</li> <li>- Difficulté d'accès aux variétés améliorées à haut rendement ;</li> <li>- Infrastructures d'élevage encore rudimentaire ;</li> <li>- Faible encadrement des pisciculteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible revenu pastoral ;</li> <li>- Cout élevé des produits d'élevage sur le marché ;</li> <li>- Insécurité alimentaire ;</li> <li>- Faible alimentation en protéines animales ;</li> <li>- Diminution de la taille des cheptels ;</li> <li>- Destruction des champs par les bêtes ;</li> <li>- Conflits agropastoraux ;</li> <li>- Faible cohésion sociale entre agriculteur et éleveurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délimitation précise des zones d'élevage ;</li> <li>- Formation des éleveurs et culture des plantes fourragères ;</li> <li>- Renforcement des capacités des pisciculteurs ;</li> <li>- Organisation des producteurs en groupes de producteurs ;</li> <li>- Appui aux associations de producteurs</li> </ul>

**Secteur 3 : DOMAINE ET AFFAIRE FONCIERE**

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
3	DOMAINE ET AFFAIRE FONCIERE	Difficulté d'accès à la sécurité foncière (titres fonciers)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ignorance des procédures d'accès au titre foncier ;</li> <li>- Terrains communaux non sécurisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conflits domaniaux ;</li> <li>- Expropriation ;</li> <li>- Litiges fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encadrement et accompagnement des requérants de titres fonciers ;</li> <li>- Immatriculation de 50 hectares de terrains communaux.</li> </ul>

**Secteur 4 : EDUCATION DE BASE**

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
4	EDUCATION DE BASE	Difficultés d'accès à l'éducation de base	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'établissements scolaires insuffisants ;</li> <li>- Nombre salles de classe insuffisants ;</li> <li>- Commodités insuffisantes dans les écoles ;</li> <li>- Insuffisance des aires de jeu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-scolarisation ;</li> <li>- Analphabétisme ;</li> <li>- Délinquance juvénile ;</li> <li>- Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ;</li> <li>- Prostitution ;</li> <li>- Calendrier scolaire inachevée ;</li> <li>- Programme scolaire non couvert</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création construction et équipement d'une école à Toungou aéroport, Kandara ;</li> <li>- Création, construction et équipement d'une école bilingue à Mandjou ;</li> <li>- Création d'une école maternelle Daïguène, Adinkol, Letta ;</li> <li>- Construction et équipement de 77 salles de classes ;</li> <li>- Biandia (6 salles), Sambu (4 salles), Ndemnam (6 salles), Ngamboula (4 salles), Ndembo (4 salles), Bazzama II (4 salles), Bazzama I (4 salles), Kouba (4 salles), Adinkol (2 salles), Gounté (2 salles), Moinam (2 salles), Boulembe (2 salles), Daiguene (5 salles), Mboulaye I (2 salles), Grand Mboulaye (4 salles), Letta (4 salles), Ndombe (4 salles), Ndanga Ndengue (6 salles), Mandjou (8 salles) ;</li> <li>- Construction et équipement de 6 blocs Maternelles (Mandjou, Mboulaye I, boulembe Ngamboula Grand Mboulaye, Bazzama II ;</li> <li>- Construction de 06 blocs latrines de 04 compartiments (Bindia, Sambu, Ndemnam, Bazzama I Ndanga Ndengue ;</li> <li>- Construction de clôtures dans les écoles (Mandjou I, Daiguene) ;</li> <li>- Construction de blocs administratifs dans toutes les écoles (Sauf Ndembo, Kouba, Adinkol, Boulembe, Ndoumbé et Mandjou I) ;</li> <li>- Construction de 16 logements pour directeurs (sauf Mandjou I et II Bindia)</li> <li>- Réhabilitation de 04 salles de classe (Boulembe (01), Grand Mboulaye (01), Letta (01), Gounté (01))</li> <li>- Construction de 14 points d'eau potable équipés de PMH dans 14 écoles primaires (Bindia ;Sambu, Ndemnam Ngamboula Bazzama II Bazzama I Kouba Gounté, Moinam, Mboulaye I, Grand Mboulaye, Letta, Ndoumbe Ndanga Ndengue</li> <li>- Réhabilitation des points d'eau dans 02 écoles primaires (Mandjou Boulembe)</li> <li>- Equipement en tables banc (Adinkol (44), Boulembe (50), Daiguene (70), Kouba (40), Letta (90), Mboulaye I (18), Ndoumbe (38).</li> <li>- Equipement en bureau de maître (06)</li> <li>- Affectation de 53 d'enseignants (Sambu (03), Ndemnam (05), Ngamboula (04), Ndembo (04), Bazzama II (03), Bazzama I (04), Kouba (02), Adinkol (03), Gounte (03), Daiguene (03), Mboulaye I (04), Grand Mboulaye (03), Letta (04), Ndoumbe (05), Ndanga Ndengue (05)</li> <li>- Aménagement des aires de jeu dans 20 écoles publiques</li> </ul>

### Secteur 5 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
5	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisances et éloignement des établissements scolaires secondaires surtout techniques ;</li> <li>- Insuffisance de salles dans les établissements scolaires existants ;</li> <li>- Insuffisance d'enseignants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Mariage et grossesses précoces ;</li> <li>- La sous scolarisation ;</li> <li>- Délinquance juvénile ;</li> <li>- Déperdition scolaire ;</li> <li>- Chômage ;</li> <li>- Absentéisme et échecs scolaires ;</li> <li>- Exode des jeunes ;</li> <li>- Accès difficile à l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Sous développement du village.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création, construction et équipement d'un CES à Bazzama II ;</li> <li>- Création construction et équipement d'un CETIC à Mandjou ;</li> <li>- Construction et équipement de 21 salles de classes (Lycée de Mandjou (15 salles), CES de Letta (6)) ;</li> <li>- Achèvement de 02 salles de classe au CES de Letta ;</li> <li>- Construction d'un bloc administratif au Lycée de Mandjou ;</li> <li>- 2.4- Construction d'une clôture au CES et au Lycée ;</li> <li>- Construction de 2 blocs latrines de 4 compartiments (Lycée de Mandjou et CES de Letta) ;</li> <li>- Construction et équipement d'une salle informatique au Lycée de Mandjou ;</li> <li>- Construction et équipement d'un laboratoire au Lycée de Mandjou ;</li> <li>- Construction de logements pour le personnel (Lycée 03 CES 03 ) ;</li> <li>- Construction de 02 points d'eau au Lycée de Mandjou et au CES ;</li> <li>- Construction de 02 aires de jeu (Lycée de Mandjou et CES de Letta) ;</li> <li>- Affectation de 15 enseignants (CES de Letta (05) et Lycée de Mandjou (10)).</li> </ul>

### Secteur 6 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
6	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Difficulté d'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de plan directeur de la commune ;</li> <li>- Insuffisance de lots communaux pour l'extension de la ville ;</li> <li>- Absence de logements sociaux ;</li> <li>- Faible utilisation des matériaux locaux dans la construction des habitations ;</li> <li>- Faible aménagement de la voirie urbaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prédominance des habitats précaires ;</li> <li>- Ecoulement des maisons ;</li> <li>- Habitats défectueux ;</li> <li>- Envahissement des habitats par les herbes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du plan directeur de la commune ;</li> <li>- Aménagement de la voirie urbaine ;</li> <li>- Aménagement de huit cent lots communaux ;</li> <li>- Construction d'au moins 20 logements sociaux ;</li> <li>- Formation des populations à l'utilisation des matériaux locaux ;</li> <li>- Formation des populations à l'usage des matériaux locaux ;</li> <li>- Aménagement de la voirie urbaine ;</li> <li>- Opérationnalisation des services d'hygiène et salubrité de la commune ;</li> <li>- Création d'une décharge municipale pour le stockage et le traitement des ordures.</li> </ul>

### Secteur 7: ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
7	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Dégradation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible promotion des activités à faible impact environnemental ;</li> <li>- Insuffisance de l'assainissement ;</li> <li>- Usage constant des feux de brousse ;</li> <li>- Insuffisance de la sensibilisation sur l'environnement en milieu scolaire ;</li> <li>- Sensibilisation insuffisante sur l'usage des pesticides dans les cours d'eau ;</li> <li>- Absence de décharge municipale pour le traitement des ordures ménagères.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bouleversement du biotope aquatique ;</li> <li>- Perte de la biodiversité ;</li> <li>- Diminution des terres cultivées ;</li> <li>- Pollution des cours d'eau ;</li> <li>- Maladies pulmonaires surtout chez les enfants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation sur l'importance des études d'impact ;</li> <li>- Responsabilisation des populations sur la surveillance des impacts sur l'environnement ;</li> <li>- Sensibilisation des populations sur la nécessité d'assainir l'environnement ;</li> <li>- Encadrement des communautés sur la problématique.</li> </ul>

### Secteur 8: FORET ET FAUNE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
8	FORET ET FAUNE	Exploitation abusive des forêts et des espèces animales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mauvaise gestion des forêts communautaires ;</li> <li>- Reboisement insuffisant des forêts exploitées ;</li> <li>- Faible protection des ressources fauniques ;</li> <li>- Faible valorisation des ressources forestières non ligneuses ;</li> <li>- Faibles connaissances des populations sur les portes graines ;</li> <li>- Faible implication des populations à la gestion des forêts ;</li> <li>- Absence de forêt communale ;</li> <li>- Absence de parc zoologique et forestier ;</li> <li>- Insuffisance de postes forestiers ;</li> <li>- Insuffisance de pépinières agro forestières et agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perturbations climatiques ;</li> <li>- Perte de la biodiversité ;</li> <li>- Perte des revenus forestiers et fauniques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins quatre communautés sont encadrées dans la gestion des forêts communautaires pour une rentabilité accrue et pour un meilleur impact sur la communauté ;</li> <li>- Au moins quatre pépinières sont mises sur pied ;</li> <li>- Les espèces fauniques sont protégées ;</li> <li>- Les ressources forestières non ligneuses sont exploitées ;</li> <li>- Les populations sont sensibilisées sur les portes graines,</li> <li>- 17 comités de vigilance sont créés dans les villages ;</li> </ul>

### Secteur 9: ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE ET MAINTIEN DE L'ORDRE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
9	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION, SECURITE ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Difficulté de promouvoir la sécurité et la paix sociale de manière durable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Récurrence des conflits ethnique (Gbaye et Mbororos) ;</li> <li>- Faible présences des forces de l'ordre (commissariats et gendarmeries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte mortalité ;</li> <li>- Instabilité dans le village ;</li> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Activité réduite ;</li> <li>- Inexistence de stabilité ;</li> <li>- Faible production agricole ;</li> <li>- Insécurité ;</li> <li>- Conflits dans la communauté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'au moins 20 comités de dialogue pour gérer les conflits entre les communautés Baya et Mbororo ;</li> <li>- Création d'au moins 03 postes de gendarmerie/ Police</li> </ul>
		Faible capacité fonctionnelle de l'institution communale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance du personnel en quantité et en qualité ;</li> <li>- Fable gestion de l'information et de la communication avec le personnel ;</li> <li>- Faible mobilisation des ressources financières ;</li> <li>- Faible investissement de l'institution communale ;</li> <li>- Mauvaise gestion des ressources disponibles ;</li> <li>- Capitalisation insuffisante des relations avec les autres institutions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible motivation du personnel ;</li> <li>- Arriérés de salaires ;</li> <li>- Faible rendement du personnel communal ;</li> <li>- Commune relativement pauvre ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de 25 agents communaux ;</li> <li>- Recyclage des maires et de 20 conseillers municipaux ;</li> <li>- Formation des maires et de 20 conseillers municipaux en gestion du patrimoine ;</li> <li>- Signature d'accord de partenariat/ jumelage avec d'autres communes.</li> </ul>

### Secteur 10 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès insuffisant des diplômés du secondaire à l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Orientation scolaire insuffisante dans les établissements secondaires ;</li> <li>- Absence de mesures incitatives pour l'accès à l'enseignement supérieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous développement ;</li> <li>- Non ouverture d'esprit ;</li> <li>- Difficultés de participer à la recherche fondamentale ;</li> <li>- Désœuvrement ;</li> <li>- Inexistence d'élites ;</li> <li>- Oisiveté ;</li> <li>- Pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener des activités incitatives aux élèves (bourses et dotations diverses) ;</li> <li>- Octroi de bourses scolaires ;</li> <li>- Tenir au moins quatre sessions d'orientation scolaire.</li> </ul>

### Secteur 11: SANTE PUBLIQUE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
11	SANTE PUBLIQUE	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des formations sanitaires ;</li> <li>- Construction d'une formation sanitaire de référence (CMA) ;</li> <li>- Faible capacité fonctionnelle des formations sanitaires existantes ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte mortalité ;</li> <li>- Forte morbidité ;</li> <li>- Mauvaise croissance des enfants ;</li> <li>- Forte morbidité diarrhéique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 2 CSI (Kandara et Toungou) ;</li> <li>- Création, construction et équipement d'un CMA à Mandjou ;</li> <li>- Amélioration les capacités fonctionnelles de trois formations sanitaires publiques existantes (lits, appareillage, médicaments/ consommables) ;</li> <li>- Affectation du personnel de santé dans trois CSI publiques ;</li> <li>- Réfection du centre de santé de Grand Mboulaye ;</li> <li>- Construction de logement de chef de CSI à Bazzama II, Mandjou et Boulembé</li> </ul>
		Fortes prévalences des IST et du VIH/ Sida	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation insuffisante en matière de VIH ;</li> <li>- Logement d'astreinte et personnel insuffisants ;</li> <li>- Faible accès aux préservatifs et au ARV.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fort taux de mortalité ;</li> <li>- Nombre élevé des OEV ;</li> <li>- Faible productivité ;</li> <li>- Prolifération des OEV ;</li> <li>- Forte morbidité et mortalité liée au VIH ;</li> <li>- Baisse du rendement et pauvreté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des 12 campagnes de proximité par les COSA sur le VIH ;</li> <li>- Prévention et prise en charge des IST dans 25 villages ;</li> <li>- Faciliter l'accès au préservatif masculin/ féminin dans les aires de santé de la commune ;</li> <li>- Faciliter l'accès aux traitements anti rétro viraux des personnes infectées</li> </ul>

### Secteur 12: EAU ET ENERGIE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
12	EAU ET ENERGIE	Difficulté d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des forages ;</li> <li>- Difficultés de maintenance des forages existants ;</li> <li>- Sources mal entretenues, ou non aménagées ;</li> <li>- Sol rocailleux pas propice au forage par conséquent (Ndanga Ndengué).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maladies hydriques ;</li> <li>- Perte de temps ;</li> <li>- Impossibilité d'exercer certaines activités ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 125 points d'eau à MH (Adinkol (8), Bazzama II (10) Bindia (3) Boulembé (15) Daiguene (5) Gounte (2) Grand Mboulaye 2 Kandara 2, Kouba 1 Letta 14 Mandjou I 8 Mandjou II (27) Mboulaye I (3) Moinam (1) Ndanga Ndengué (2) Ndembo GB (1) Ndembo Btri (1) Ndemnam (1) Ndong Mbome 1 Ndoumbe (1) Toungou (7)</li> <li>- Réhabilitation de 20 points d'eau (Bazzama II 1, Boulembé 2, Daiguene 2, Gounte 1, Grand Mboulaye 2 Koubo 1, Letta 3 Moulaye I (2) Moinam 1 Ndemnam 1 Ndong Mbome 1 Ndoumbe 1 Ngamboula 2 Sambi 1</li> <li>- Aménagement de 10 sources ;</li> <li>- Construction de Adduction d'eau à Mandjou I II et Bindia / Bazzama, Letta Boulembé ;</li> <li>- Formation de 50 artisans réparateurs ;</li> </ul>
		Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance de promoteurs des énergies renouvelables ;</li> <li>- Coût élevé de l'électricité de AES SONEL ;</li> <li>- Difficultés d'accès au réseau d'électrification rurale ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté de conservation des aliments ;</li> <li>- Difficulté de réaliser les activités économiques qui nécessitent l'électricité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion des énergies renouvelables ;</li> <li>- Organisation de 11 campagnes de sensibilisation sur la manipulation des produits pétroliers ;</li> <li>- Extension de l'électricité dans tous les villages de la commune (sauf ceux électrifiés).</li> </ul>

### Secteur 13: TRAVAUX PUBLICS

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
13	TRAVAUX PUBLICS	Mauvais état des routes et de la voirie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien routier insuffisant ;</li> <li>- Voirie urbaine peu dense et non entretenue ;</li> <li>- Ponceaux et passerelles non existantes dans certaines localités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accidents ;</li> <li>- Surcharge des passagers ;</li> <li>- Coût élevé du transport ;</li> <li>- Difficultés d'accès aux maisons.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reprofilage de l'axe Mandjou-Batouri ;</li> <li>- Construction de deux ponceaux sur la Dja (Mandjou I et Adinkol ;</li> <li>- Reprofilage et traçage de 12 km de voirie urbaine à Mandjou ;</li> </ul>

### Secteur 14: AFFAIRES SOCIALES

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
14	AFFAIRES SOCIALES	Non respect des droits des couches vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible représentation du MINAS dans la commune ;</li> <li>- Personnel et infrastructures du MINAS insuffisants ;</li> <li>- Prise en charge insuffisante des personnes vulnérables ;</li> <li>- Accès difficile des personnes vulnérables à la citoyenneté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conflits de générations</li> <li>- Ignorance des procédures de déclaration des cas sociaux ;</li> <li>- Délinquance ;</li> <li>- Non prise en charge de OEV ;</li> <li>- Non prise en charge des vieillards.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement du centre social de Mandjou ;</li> <li>- Construction et équipement de 22 foyers culturels dans les villages ;</li> <li>- Equipement de 3 foyers communautaires existants ;</li> <li>- Construction d'un logement pour le Chef de centre social de Mandjou ;</li> <li>- Identification et prise en charge de 70% des OEV ;</li> <li>- Organisation des OEV en GIC ;</li> <li>- Organisation et structuration de 06 associations de personnes handicapées ;</li> <li>- Appui à l'appareillage à au moins 30 personnes handicapées.</li> </ul>

### Secteur 15 PROMOTION DE LA FEMME ET LA FAMILLE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
15	PROMOTION DE LA FEMME ET LA FAMILLE	<b>Non respect des droits de la femme et la fille</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible promotion des droits de la femme ;</li> <li>- Prise en compte insuffisante du travail des femmes ;</li> <li>- Faible accès de la femme aux services de base et stratégiques (éducation, santé, emploi salarié et formation professionnelle)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous développement de la femme ;</li> <li>- Non épanouissement de la femme ;</li> <li>- Problème d'encadrement des enfants ;</li> <li>- Frein aux activités de la femme ;</li> <li>- Faible statut de la femme ;</li> <li>- Analphabétisme de la femme ;</li> <li>- Aucun droit d'héritage ;</li> <li>- Prostitution et Mariages précoces.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diffusion de messages et spots radio envers les communautés et en langue locale;</li> <li>- Organisation de 25 campagnes de proximité (soit une par village) par an</li> <li>- Organisation d'au moins 100 mariages collectifs pour 100 couples par an</li> <li>- Organisation d'au moins 25 causeries éducatives sur le statut de la femme par an ;</li> <li>- Organisation d'au moins 25 cliniques socio juridiques et sanitaires par an ;</li> <li>- Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Mandjou ;</li> <li>- Organisations d'au moins quatre ateliers sur le montage des projets et la mobilisation des ressources par an en direction de 22 organisations féminines ;</li> <li>- Mobilisation communautaire autour du statut de la femme dans les 25 villages de la commune ;</li> <li>- Organisation et célébration d'au moins 100 mariages par an ;</li> <li>- Appui financier à au moins 7 PME de femmes ;</li> <li>- Création d'un centre de promotion de la femme.</li> </ul>

### Secteur 16: JEUNESSE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
16	JEUNESSE	<b>Insuffisance des structures d'encadrement et d'appui aux jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des centres multifonctionnels pour jeunes ;</li> <li>- Insuffisance des centres d'alphabétisation des jeunes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Délinquance juvénile ;</li> <li>- Prostitution, mariages et grossesse précoces ;</li> <li>- Chômage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création, construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour jeunes à Mandjou ;</li> <li>- Création, construction et équipement de 04 centres d'alphabétisation dans les villages (Bazzama II, Ngamboula, Mandjou, Letta).</li> </ul>

### Secteur 17: SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
17	SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE	Insuffisance des infrastructures sportives adéquates	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des aires de jeu adaptées ;</li> <li>- Faible encadrement sportif des jeunes ;</li> <li>- Equipement sportif insuffisant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Problème de santé lié l'absence de sport ;</li> <li>- Délinquance juvénile ;</li> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Prostitution et forte prévalence des IST et VIH ;</li> <li>- accidents sportifs ;</li> <li>- Perte des potentialités sportives du village.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de 02 gymnases/ centres multi sport à Mandjou et à Bazzama ;</li> <li>- Aménagement de 23 aires de jeu dans les autres (dont une par village) ;</li> <li>- Construction d'un stade municipal à Mandjou ;</li> <li>- Dotation de 10 équipements et matériel de sport;</li> <li>- Affectation de 04 moniteurs de sport dans les Gymnase/ centre multi sport créés</li> </ul>

### Secteur 18: TRANSPORTS

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
18	TRANSPORTS	Détérioration progressive de la voie d'accès dans les villages	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Infrastructures de transport insuffisantes ;</li> <li>- Non respect du tonnage par les camionneurs ;</li> <li>- Non respect de la signalisation routière ;</li> <li>- Signalisation routière défectueuse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accident de la route ;</li> <li>- Détérioration des produits de récoltes ;</li> <li>- Saturation des voies de communication ;</li> <li>- Coût élevé des transports ;</li> <li>- Difficulté d'acheminer la production ;</li> <li>- Surcharge des passagers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'une gare routière à Manjou;</li> <li>- Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des camionneurs par an ;</li> <li>- Organisation d'une campagne de sensibilisation des usagers sur le respect de la signalisation routière ;</li> <li>- Formation d'au moins 100 motos taxis sur le code rousseau ;</li> <li>- Accompagnement d'au moins 100 motos taximen à l'acquisition des permis de conduire</li> <li>- Organisation du transport des motos taxis (syndicat) ;</li> <li>- Réhabilitation de la signalisation routière verticale et horizontale</li> </ul>

### Secteur 19: EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
19	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Difficulté d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des centres de formation professionnelle ;</li> <li>- Absence d'un centre de formation communal ;</li> <li>- Faible sensibilisation des parents sur l'offre des formations professionnelles ;</li> <li>- Inadéquation formation emploi.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Incompétence du personnel formé ;</li> <li>- Faible productivité ;</li> <li>- Difficulté d'accès à l'emploi et chômage ;</li> <li>- Faible revenus pour les employés ;</li> <li>- Exode des jeunes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création, construction et équipement de 2 SAR SM (Ndong Mbome et Letta) ;</li> <li>- Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des parents sur l'importance de la formation professionnelle ;</li> <li>- Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle communal ;</li> <li>- Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des parents.</li> </ul>

### Secteur 20: PETITES ET MOYENNE ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANALE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
20	PETITES ET MOYENNE ENTREPRISE, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANALE	Faible structuration des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles capacités fonctionnelles des PME ;</li> <li>- Difficultés d'accès aux crédits ;</li> <li>- Faible compétitivité des PME ;</li> <li>- Faible capacité organisationnelle des artisans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Précarité des populations ;</li> <li>- Sous développement ;</li> <li>- Faible productivité ;</li> <li>- Exode rural.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation d'un atelier annuel de renforcement des capacités des PME (fiscalité, gestion, montage des projets ;</li> <li>- Appui au montage des micros projets pour 25 PME ;</li> <li>- Appui en capital à 25 PME</li> <li>- Appui à la structuration de 25 PME ;</li> <li>- Organisation d'une foire artisanale annuelle.</li> </ul>

### Secteur 21: RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
21	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	Difficulté d'accès au résultat de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible vulgarisation des résultats de la recherche ;</li> <li>- Implication insuffisante des producteurs à la recherche ;</li> <li>- Résultats de la recherche inadaptés aux besoins et moyens des producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sécurité alimentaire réduite ;</li> <li>- Réduction de la compétitivité ;</li> <li>- Faible productivité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de 12 campagnes de vulgarisation des résultats de la recherche auprès d'environ 80% des producteurs ;</li> <li>- Intégrer au moins 200 producteurs aux activités de recherche ;</li> <li>- Création de quatre champs de démonstration pour racines et tubercules à Bazzama (manioc), Daiguene (manioc), Moïnam (igname) Ndong Mbome (banane plantain ;</li> <li>- Création d'un champ de démonstration à Grand Mboulaye (maïs) ;</li> <li>- Formation de 50 agents de relais.</li> </ul>

### Secteur 22: TOURISME

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
22	TOURISME	Faible valorisation du potentiel touristique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement insuffisant des sites touristiques ;</li> <li>- Insuffisance des structures d'accueil des touristes ;</li> <li>- Insuffisance des de la promotion des produits touristiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles revenus ;</li> <li>- Faible estime des villages d'où l'exode ;</li> <li>- Faible estime de sa culture.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement de 03 sites touristiques identifiés (Kombo wan de Birgaya, Le Lac du Mont Yangui à Letta, les Monts Bidi et Goguera de Moïnam) ;</li> <li>- Création d'au moins 03 infrastructures d'accueil.</li> </ul>

### Secteur 23: CULTURE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
23	CULTURE	Insuffisance et irrégularité des événements culturels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des foyers culturels ;</li> <li>- Faible structuration des groupes culturels ;</li> <li>- Evénements culturels insuffisants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Détérioration du tissu social ;</li> <li>- Perte de l'identité culturelle ;</li> <li>- Exode rural ;</li> <li>- Disparition du patrimoine culturel ;</li> <li>- Non maîtrise des valeurs culturelles locales ;</li> <li>- Dévalorisation du patrimoine culturelle locale ;</li> <li>- Déprivation des meurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création, construction et équipement des foyers culturels dans 25 villages ;</li> <li>- Appui à 5 groupes culturels ;</li> <li>- Organisation d'un événement culturel annuel.</li> </ul>

### Secteur 24: MINES, INDUSTRIES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
24	MINES, INDUSTRIES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Difficulté de promotion des activités industrielles et minières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles organisation des structures de production ;</li> <li>- Faibles accès aux crédits et à la technologie ;</li> <li>- Absence d'espace de stockage des produits de carrière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible rentabilité ;</li> <li>- Mauvaise exploitation des produits miniers ;</li> <li>- Ressources mal exploitées ;</li> <li>- Faible exploitation minière ;</li> <li>- Activités minières réservées aux expatriés ;</li> <li>- Chômage et Pauvreté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structuration et appui de 10 groupes de producteurs ;</li> <li>- Octroi de micro crédits à 10 producteurs miniers ;</li> <li>- Aménagement d'un espace de stockage des produits de carrière.</li> </ul>

### Secteur 25: Commerce

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
25	COMMERCE	Difficulté de commercialisation des produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des infrastructures marchandes adéquates ;</li> <li>- Encadrement des commerçants insuffisant.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frein de l'économie</li> <li>- Variation des prix des produits au marché ;</li> <li>- Dépérissement des produits agricoles périssable à court terme ;</li> <li>- Orientation de la production vers les marchés étrangers et les grandes villes ;</li> <li>- Baisse du rendement ;</li> <li>- Faible essor des commerçants ;</li> <li>- Exode rural et pauvreté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement du marché municipal de Mandjou I ;</li> <li>- Construction de 08 hangars de marché (Bindia, Ngamboula, Adinkol, Daignuene, Mboulaye I, Grand Mboulaye, Ndoumbe Ndanga Ndengue) ;</li> <li>- Sensibilisation des commerçants sur la mise en place des coopératives.</li> </ul>

### Secteur 26: POSTES ET TELECOMMUNICATION

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
26	POSTES ET TELECOMMUNICATION	Difficulté d'accès aux NTIC à moindre coût	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des infrastructures de télécommunication ;</li> <li>- Absence d'un télé centre communautaire ;</li> <li>- Mauvaise qualité du signal radio et télé ;</li> <li>- Formation insuffisante des élèves et personnel municipaux aux TIC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'accès à l'information ;</li> <li>- Sous développement ;</li> <li>- Pauvreté ;</li> <li>- Sous information.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction et équipement d'un télé centre communautaire à Mandjou ;</li> <li>- Construction de 02 antennes relais (radio et télé) à Kandara ;</li> <li>- Equipement de 02 établissements secondaires (CES de Letta et Lycée de Mandjou) en TIC ;</li> <li>- Formation de 20 personnels de la mairie à l'usage des TIC.</li> </ul>

### Secteur 27: TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
27	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Précarité du travailleur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible sensibilisation des travailleurs sur la couverture sociale ;</li> <li>- Faible sensibilisation des employeurs sur leurs obligations en matière de couverture sociale de leurs employés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accidents de travail ;</li> <li>- Baisse de rendement ;</li> <li>- Précarité de l'employé ;</li> <li>- Pas de sécurité sociale ;</li> <li>- Désintérêt au travail de la terre ;</li> <li>- Abandon du travail en zone rurale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de 02 campagnes annuelles de sensibilisation de 100 travailleurs chacune ;</li> <li>- Organisation d'une campagne de sensibilisation des employeurs sur la couverture sociale de leurs employés.</li> </ul>

### Secteur 28: COMMUNICATION

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	Besoins
28	COMMUNICATION	Difficulté d'accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible couverture radio,</li> <li>- Difficulté d'accès à l'information fiable.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous information ;</li> <li>- Désinformation ;</li> <li>- Déprivation des meurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création construction et équipement d'une radio communale ;</li> <li>- Création d'une radio municipale à Mandjou</li> </ul>

## **5- PLANIFICATION STRATEGIQUE**

## 5.1- Vision et objectifs du PCD

### Vision du PCD

Le plan communal de développement de Mandjou se situe dans un double sillage : la lutte contre la pauvreté et l'accès aux services sociaux de base afin de participer pleinement à l'atteinte de l'objectif national « Cameroun pays émergeant d'ici l'an 2035 ». Aussi tant les communautés que l'exécutif communal lui donnent-ils pour vision « **faciliter l'accès aux services sociaux de base et au développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations de manière durable** ».

### Objectifs du PCD

Les objectifs visés par le présent PCD sont donc :

- mettre en exergue les besoins et aspirations des communautés de Mandjou ;
- baliser voire guider toute action de développement dans la commune ;
- attirer les investisseurs et autres acteurs de développement ;
- assurer un développement durable à travers le respect des normes socio environnementales.

## 5.2- Cadre logique par secteur

**Tableau 5: DIFFERENTS CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR**

SECTEUR 1 : ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE				
Problème du secteur : Faible production animale et halieutique				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animale et halieutique	Part de la production animale dans le PIB Part de la production halieutique dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières animale et halieutique	Nombre d'appui déployés
<b>Objectif sectoriel stratégique</b> Accroître la production animale et piscicole	Nombre de tonnes de Viande/ poissons produites	Statistiques agricoles	Les encadreurs et subventions sont mis à la disposition des producteurs	Nombre d'appuis accordés
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Régénérer au moins 30% des pâturages délimités ; 2) Accorder des appuis à au moins 30% des pisciculteurs ; 3) Mettre à disposition de 30% des producteurs des espèces améliorées à haut rendement ; 4) Construire de 3 abattoirs (Mandjou, Boulembe et Letta) ; 5) Construire 3 bains dé tiqueurs (Bazzama II, Letta et Boulembé) ; 6) Renforcer 34 pisciculteurs sur les techniques d'élevage	- Nombre d'hectares délimités pour l'élevage ; - Nombre de pisciculteurs formés ; - Nombre de producteurs qui ont reçu des espèces améliorées ; - Nombre d'abattoirs construits ; - Nombre de bains dé tiqueurs construits ; - Nombre de pisciculteurs formés	Enquête INS, ECAM Statistiques agricoles	Des programmes gouvernementaux, de la société civile appuient les producteurs	Nombre de programmes/ projets mis en œuvre dans la commune
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins 30% des pâturages sont régénérés au bout de la première année ;	- Nombre d'hectares délimités pour l'élevage ; - Nombre de pisciculteurs formés ;	Enquête INS, ECAM Statistiques	Des programmes gouvernementaux, de la société civile appuient les	Nombre de programmes/ projets mis en œuvre dans la

**Commentaire [P5]:** Pour chaque cadre logique sectoriel, Vérifier la corrélation avec les causes principales du tableau de la page 32 (problèmes consolidé)

2) Le tiers des pisciculteurs reçoivent des subventions/ appuis	- Nombre de producteurs qui ont reçu des espèces améliorées ;	agricoles	producteurs	commune
3) Des espèces améliorées sont introduites chez un tiers des pisciculteurs ;	- Nombre d'abattoirs construits ;			
4) 03 abattoirs sont construits ;	- Nombre de bains dé tiqueurs construits ;			
5) 03 bains dé tiqueurs sont construits ;	- Nombre de pisciculteurs formés			
6) 34 pisciculteurs bénéficient d'un renforcement des capacités.				
<b>Activités principales :</b>			Cadre estimatif des coûts	
1.1- Délimitation précise des zones d'élevage ; 1.2 Formation des éleveurs et culture des plantes fourragères ; 2.1. Renforcement des capacités des pisciculteurs ; 2.2. Organisation des producteurs en groupes de producteurs ; 2.3 Appui aux associations de producteurs ;	3.1. Identification les espèces à haut rendement adaptables à l'espace communal ; 3.2. Formation et sensibiliser les bénéficiaires ; 3.3 Mise à disposition des espèces ; 4.1- Construction des abattoirs et abreuvoirs (Abattoir à Letta, Mandjou I et Boulembé) ; 5.1- Construction de 03 bains dé tiqueurs (à Letta, Bazzama II et Boulembé) ; 6.1- Appui financier et logistique à 34 pisciculteurs.	Libellés	Montants	
		Total investissement	220 000 000	
		Total Fonctionnement	5 000 000	
		Imprévus	5 000 000	
		<b>Total estimatif</b>	<b>230 000 000</b>	

<b>SECTEUR 2 : AGRICULTURE</b>				
<b>Problème du secteur : Faible production agricole</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricole	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricoles	Nombre d'appui déployés
<b>Objectif sectoriel stratégique : Accroître la production agricole d'au moins 50%</b>	- Nombre de tonnes récoltées par saison	Enquêtes agricoles ; Statistiques agricoles	Les subventions sont rendues accessibles à tous les producteurs	Nombre de producteurs subventionnés
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Accroître les superficies cultivées d'au moins 50% ; 2) Faciliter l'accès aux intrants à au moins 20% des producteurs ciblés ; 3) Promouvoir la mécanisation agricole surtout en zone de savane ; 4) Encadrer au moins 20% des producteurs ciblés 5) Construire au moins 10 aires de séchage de la farine de manioc ; 6) Créer un poste agricole à Moïnam	- Nombre d'hectares supplémentaires cultivés ; - Nombre de groupes de producteurs ayant reçus les intrants (engrais, pesticides, semences améliorés, etc) ; - Nombre de groupes de producteurs qui ont mécanisé leur production ; - Nombre de producteurs ayant bénéficié d'un encadrement ; - Nombre d'aires de séchage construites ; - Nombre de postes agricoles construits	Enquêtes agricoles ; Statistiques agricoles	Les subventions sont rendues accessibles à tous les producteurs	Nombre de producteurs subventionnés
<b>Résultats attendus :</b> 1) Les superficies cultivées sont augmentées d'au moins 50% ; 2) Au moins 20% des producteurs ciblés font usages des intrants agricoles adéquats ; 3) La culture en zones de savane est mécanisée ; 4) Au moins 20% des producteurs sont encadrés ; 5) Au moins 10 aires de séchage sont construites ; 6) Un poste agricole est créé ;	- Nombre d'hectares supplémentaires cultivés ; - Nombre de groupes de producteurs ayant reçus les intrants (engrais, pesticides, semences améliorés, etc) ; - Nombre de groupes de producteurs qui ont mécanisé leur production ; - Nombre de producteurs ayant bénéficié d'un encadrement ; - Nombre d'aires de séchage construites			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1-Organisation des GICs existants et appui au travail en équipe ; 1.2 Appui en capital à 20 GIC par village ;	5.1- Construction des aires de 26 séchages avec clôtures ; 5.2- Création/ renforcement des comités de gestions des aires		Libellés	Montants
			Total investissement	540 000 000

1.3 Appui en petit équipement agricole ; 1.4 Améliorer les moyens de production agricole ; 2.1- Achat d'un tracteur agricole ; 3.1- Achat d'au moins deux tracteurs ; 4.1- Création de champs de démonstration ; 4.2- Mise en place des champs semenciers ; 4.3- Création des pépinières communale de cacao, Café ;	de séchage ; 5.3- Construction de magasin de stockage ; 6.1- Réhabilitation des postes agricoles de Grand Mboulaye et de Bazzama; 6.2- Construction et équipement d'un poste agricole à Moïnam ;	Total	
		Fonctionnement	5 000 000
		Imprévus	5 000 000
		<b>Total estimatif</b>	<b>550 000 000</b>

SECTEUR 3 : FORET ET FAUNE				
Problème du secteur : <b>Exploitation abusive des forêts</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Assurer une gestion durable des ressources naturelles	- Part de la production forestière dans le PIB - Proportion d'écosystèmes réhabilités - Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Enquête INS, ECAM		
<b>Objectif sectoriel stratégique :</b> Assurer une gestion durable des forêts communautaires et réglementer la chasse				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Encadrer la gestion d'au moins quatre forêts communautaires ; 2) Assurer le reboisement d'au moins quatre forêts exploitées ; 3) Renforcer la protection des ressources fauniques ; 4) Promouvoir l'exploitation des ressources forestières non ligneuses ; 5) Sensibiliser les populations sur les portes graines ; 6) Créer les comités de vigilance dans au moins 17 villages ; 7) Classer une forêt communale ; 8) Créer un parc zoologique et forestier ; 9) Construire et équiper 02 postes forestiers (Bazzama II et à Mandjou I) ; 10) Construire des pépinières agro forestière et agricole	- Nombre de personnes formées dans le domaine de la gestion des forêts communautaires ; - Nombre de forêts reboisées ; - Nombre de sanctions infligées ; - Nombre d'ateliers/ campagne organisées sur l'exploitation des ressources forestières non ligneuses ; - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées ; - Nombre de comités de village créés ; - Nombre de forêts communales classées ; - Nombre de parc zoologiques et forestiers créés ; - Nombre de postes forestiers créés ; - Nombre de pépinière agro forestières et agricoles créées.	Enquête INS ; Autres enquêtes ciblées	Des programmes des services compétant ciblent la commune	Nombre d'appui apportés par les services déconcentrés de l'Etat/bailleurs
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins quatre communautés sont encadrées dans la gestion des forêts communautaires pour une rentabilité accrue et pour un meilleur impact sur la communauté ; 2) Au moins quatre pépinières sont mises sur pied ; 3) Les espèces fauniques sont protégées ; 4) Les ressources forestières non ligneuses sont exploitées ; 5) Les populations sont sensibilisées sur les portes graines, 6) 17 comités de vigilance sont créés dans les villages ; 7) Une forêt communale est classée ; 8) Un parc zoologique et forestier est créé ; 9) 02 postes forestiers sont construits et équipés ; 10) Des pépinières agro forestières sont construite à Ndoumbé,	- Nombre de personnes formées dans le domaine de la gestion des forêts communautaires ; - Nombre de forêts reboisées ; - Nombre de sanctions infligées ; - Nombre d'ateliers/ campagne organisées sur l'exploitation des ressources forestières non ligneuses ; - Nombre de campagnes de sensibilisation organisées ; - Nombre de comités de village créés ; - Nombre de forêts communales classées ; - Nombre de parc zoologiques et forestiers créés ; - Nombre de postes forestiers créés ;			

**Commentaire [P6]:** N objectifs doit donner N résultats = N indicateurs = N groupes d'activités

Ndembo axe Batouri et agricoles à Sambu, Koubou et Kandara)	- Nombre de pépinière agro forestières et agricoles créées.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
1.1. Identification des forêts exploitées/ non exploitées susceptibles d'être érigées en forêt communautaire ; 1.2. Sensibilisation sur les mécanismes de gestion et l'impérieuse nécessité de produire des retombées sur la communauté ; 1.3. Encadrement des populations dans le processus de gestion ; 2.1 Reboisement d'au moins 4 forêts communautaires exploitées ; 3.1- Organisation d'une campagne de la protection des espèces fauniques ; 4.1- organisation de 02 campagnes sur l'exploitation des ressources forestières non ligneuses ; 5.1- Sensibilisation des populations sur les portes graines ; 6.1- Création de 17 comités de vigilance dans les villages ;	7.1- Création d'un parc zoologique et forestier ; 8.1- Création de 02 postes forestiers (à Bazzama II et à Mandjou) ; 9.1- Construction deux postes forestiers (Bazzama et Mandjou) ; 9.2- Equipement les deux postes forestiers créés ; 10.1- Construction de pépinières agro forestiers à Ndoumbé, Ndembo axe Batouri ; 10.1- Construction de pépinières agricoles à Sambu, Koubou et Kandara	<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>	
		Total investissement	111 000 000	
		Total Fonctionnement	5 000 000	
		Imprévis	1 000 000	
		<b>Total estimatif</b>	<b>117 000 000</b>	

SECTEUR 4 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE				
Problème du secteur : Dégradation de l'environnement				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	Enquête INS, ECAM		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Promouvoir des activités à faible impact environnemental ; 2) Assainir le cadre de vie des populations ; 3) Réduire l'impact des feux de brousse saisonniers ; 4) Créer les clubs des amis de la nature en milieu scolaire 5) Sensibiliser 25 villages sur l'empoisonnement des cours d'eau 6) Créer une décharge municipale pour la gestion des ordures ménagères	- Nombre d'activités à faible impact environnemental réalisées ; - Nombre d'activités d'assainissement réalisées (campagne de sensibilisation, ramassage des ordures, sanctions) ; - Nombre de campagnes de sensibilisation sur les feux de brousse organisées ; - Nombre de clubs de la nature créés ; - Nombre de sessions de formation organisées ; - Nombre de décharges créées	Enquête INS ; Autres enquêtes spécifiques	Les services déconcentrés compétents s'intéressent aux villages de l'espace communal	Nombre d'appui apportés par les services déconcentrés de l'Etat/bailleurs
<b>Résultats attendus :</b> 1) Les activités de production et d'implantation des infrastructures ont un impact environnemental réduit 2) Les populations bénéficient d'un cadre de vie assaini 3) L'usage des feux de brousse est réduit 4) 12 clubs des amis de la nature sont créés 5) Les populations des 25 villages sont sensibilisées sur l'empoisonnement des cours d'eau 6) Une décharge municipale est créée	- Nombre d'activités à faible impact environnemental réalisées ; - Nombre d'activités d'assainissement réalisées (campagne de sensibilisation, ramassage des ordures, sanctions) ; - Nombre de campagnes de sensibilisation sur les feux de brousse organisées ; - Nombre de clubs de la nature créés ; - Nombre de sessions de formation organisées ; - Nombre de décharges créées			
<b>Activités principales :</b>		<b>Cadre estimatif des coûts</b>		
1.1-Organisation de 03 campagnes de sensibilisation sur l'importance des études d'impact ; 1.2-Création de 25 comités villageois responsables de la surveillance des impacts sur l'environnement ;	3.1- Organisation de 12 campagnes de sensibilisation des communautés sur l'impact négatif des feux de brousse ; 3.2- Dotation de moyens financiers aux brigades forestières pour la coercition Sanction et la réparation des dommages causées par les feux de brousse ; 4.1- Création de 12 clubs des amis de la nature en milieu scolaire ;	Libellés	Montants	
		Total investissement	72 000 000	
		Total Fonctionnement	2 000 000	

2.1- Organisation de 10 campagnes de sensibilisation des populations sur la nécessité d'assainir l'environnement ;	5.1- Organisation de 25 campagnes de sensibilisation des populations de 25 villages sur l'empoisonnement des cours d'eau ; 6.1 Création d'une décharge municipale pour la gestion des ordures ménagères.	Imprévus	1 000 000
		<b>Total estimatif</b>	<b>75 000 000</b>

<b>SECTEUR 5 : COMMERCE</b>				
<b>Problème du secteur : Difficulté de commercialisation des produits</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	- Part des exportations dans le PIB - Déficit de la balance commerciale	Enquête INS, ECAM		
<b>Objectif sectoriel stratégique :</b> Réduire l'instabilité des prix sur les marchés				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Aménager et construire au moins 9 infrastructures marchandes ; 2) Encadrer environ sept groupes de commerçants (épargne et accès aux micros crédits)	- Nombres de marchés construits ; - Nombre de commerçants encadrés pour un commerce compétitif	Enquête INS, ECAM	Les bénéficiaires adhèrent au projet	Nombres d'appui apportés par les départements ministériels compétents
<b>Résultats attendus :</b> 1) Six infrastructures marchandes au moins sont aménagées ; 2) Environ sept groupes de commerçants sont encadrés	- Nombres de marchés construits ; - Nombre de commerçants encadrés pour un commerce compétitif			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1 Construction et équipement du marché municipal de Mandjou I ; 1.2 Construction de 08 hangars de marché (Bindia, Ngamboula, Adinkol, Daiguene, Mboulaye I, Grand Mboulaye, Ndoumbe Ndanga Ndengue) ;	2.1 Sensibilisation des commerçants sur la mise en place des coopératives.	Libellés		Montants
		Total investissement		210 000 000
		Total Fonctionnement		5 000 000
		Imprévus		3 000 000
		<b>Total estimatif</b>		<b>218 000 000</b>

SECTEUR 6 : SANTE PUBLIQUE				
Problème du secteur : <b>Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Les populations de toutes les régions du Cameroun jouissent d'une bonne santé favorable à leur contribution aux efforts de croissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proportion de districts de santé consolidés ;</li> <li>- Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ;</li> <li>- Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ;</li> <li>- Dépense publique de santé par habitant.</li> </ul>	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Améliorer l'accès aux soins et services de santé à au moins 60% de la population</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes qui ont accès aux soins de santé de qualité</li> </ul>			
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Accroître environ de 2 le nombre de CSI ; 2) Créer, construire et équiper un CMA 3) Améliorer les capacités fonctionnelles de trois formations sanitaires existantes (équipement, médicaments/ consommables, personnel) 4) Renforcer les capacités des COSA sur la sensibilisation et la prévention du VIH ; 5) Sensibiliser et prendre en charge les IST dans 25 villages ; 6) Faciliter l'accès au préservatif masculin/ féminin dans les aires de santé de la commune 7) Faciliter l'accès aux traitements anti rétro viraux des personnes infectées 8) Réfectionner le centre de santé de Grand Mboulaye 9) Construire les 3 logements pour les chefs de centre de santé (Bazzama II, Mandjou et Boulembé)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de nouveaux CSI créés ;</li> <li>- Nombre de CMA créés et équipés ;</li> <li>- Nombre de formations sanitaires équipées ;</li> <li>- Nombre de session de formation des COSA organisées ;</li> <li>- Nombre de cas d'IST pris en charge ;</li> <li>- Nombre de points de ventes de préservatifs créés ;</li> <li>- Nombre de nouvelles UPEC créées ;</li> <li>- Nombre de CSI réhabilités ;</li> <li>- Nombre de logements construits</li> </ul>	Enquête INS EDS, ECAM, Enquêtes spécifiques	Les communautés contribuent à l'offre des soins et services de santé	Nombre d'appui externes apportés
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins deux formations sanitaires de niveau 1 construits ; 2) Un CMA créé, construit et équipé ; 3) Trois formations sanitaires publiques existantes sont renforcées ; 4) Les capacités des COSA sont renforcées ; 5) Les populations de 25 villages sont sensibilisées sur les IST et les cas diagnostiqués pris en charge.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de nouveaux CSI créés ;</li> <li>- Nombre de CMA créés et équipés ;</li> <li>- Nombre de formations sanitaires équipées ;</li> <li>- Nombre de session de formation des COSA organisées ;</li> <li>- Nombre de cas d'IST pris en charge ;</li> <li>- Nombre de points de ventes de préservatifs créés ;</li> </ul>			

<p>6) Le préservatif est disponible ;  7) Le traitement ARV est accessible ;  8) Le CSI de Grand Mboulaye est réfectionné ;  9) 03 logements de chef de centre sont construits ;</p>	<p>- Nombre de nouvelles UPEC créées ;  - Nombre de CSI réhabilités ;  - Nombre de logements construits</p>			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
<p>1.1 Création de 2 CSI (Kandara et Toungou) ;  1.2 Création, construction et équipement d'un CMA à Mandjou ;  2.1 Amélioration les capacités fonctionnelles de trois formations sanitaires publiques existantes (lits, appareillage, médicaments/ consommables) ;   3.1 Affectation du personnel de santé dans trois CSI publiques  4.1-Organisation des 12 campagnes de proximité par les COSA sur le VIH ;</p>	<p>5.1 Prévention et prise en charge des IST dans 25 villages ;  6.1 Faciliter l'accès au préservatif masculin/ féminin dans les aires de santé de la commune ;  7.1 Faciliter l'accès aux traitements anti rétro viraux des personnes infectées ;  8.1- Réfection du centre de santé de Grand Mboulaye ;  9.1- Construction de logement de chef de CSI à Bazzama II, Mandjou et Boulembé.</p>	Libellés	Montants	
		Total investissement	180 000 000	
		Total Fonctionnement	18 000 000	
		Imprévus	2 000 000	
		<b>Total estimatif</b>	<b>200 000 000</b>	

SECTEUR 7 : EDUCATION DE BASE				
Problème du secteur : <b>Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique</b> Améliorer l'offre scolaire en qualité et en quantité	-			
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Créer, construire et équiper 04 nouveaux établissements scolaires primaires et maternelles ; 2) Construire 77 salles de classe dans les écoles existantes ; 3) Equipement et dotation des écoles en commodités ; 4) Aménager les aires de jeu dans les écoles	- Nombre de nouvelles écoles créées ; - Nombre d'écoles construites ; - Nombre de nouvelles écoles construites ; - Nombre d'écoles dont les commodités ont été améliorées			
<b>Résultats attendus :</b> 1) .04 écoles au moins sont créées ; 2) 77 salles de classe sont construites ; 3) Les écoles sont dotées de commodités ; 4) Les aires de jeu sont aménagées	-Nombre de nouvelles écoles créées ; -Nombre d'écoles construites ; -Nombre de nouvelles écoles construites ; -Nombre d'écoles dont les commodités ont été améliorées			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
1.1. Création construction et équipement d'une école à Toungou aéroport, Kandara ; 1.2. Création construction et équipement d'une école bilingue à Mandjou ; 1.3. Création d'une école maternelle Daiguéne, Adinkol, Letta ; 2.1. Construction et équipement de 77 salles de classes ; - Biandia (6 salles), Sambi (4 salles), Ndemnam (6 salles), Ngamboula (4 salles), Ndembo (4 salles), Bazzama II (4 salles), Bazzama I (4 salles), Kouba (4 salles), Adinkol (2 salles), Gounté (2 salles), Moinam (2 salles), Boulembe (2 salles), Daiguene (5 salles), Mboulaye I (2 salles), Grand Mboulaye (4 salles), Letta (4 salles), Ndombe (4 salles), Ndanga Ndengue (6 salles), Mandjou (8 salles)	2.6 Construction de 16 logements pour directeurs (sauf Mandjou I et II Biandia) ; 2.7 Réhabilitation de 04 salles de classe (Boulembe (01), Grand Mboulaye (01), Letta (01), Gounté (01)) ; 3.1. Construction de 14 points d'eau potable équipés de PMH dans 14 écoles primaires (Bindia ;Sambi, Ndemnam Ngamboula Bazzama II Bazzama I Kouba Gounté, Moinam, Mboulaye I, Grand Mboulaye, Letta, Ndoumbe Ndanga Ndengue ; 3.2 Réhabilitation des points d'eau dans 02 écoles primaires (Mandjou Boulembe) ; 3.1 Equipement en tables banc (Adinkol (44), Boulembe (50), Daiguene (70), Kouba (40), Letta (90), Mboulaye I (18), Ndoumbe (38). ; 3.2 Equipement en bureau de maître (06) ;		Libellés	Montants
			Total investissement	520 000 000
			Total Fonctionnement	2 000 000
			Imprévus	3 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>525 000 000</b>

<p>2.2. Construction et équipement de 6 blocs Maternelle (Mandjou, Mboulaye I, boulembe Ngamboula Grand Mboulaye, Bazzama II ;</p> <p>2.3. Construction de 06 blocs latrines de 04 compartiments (Bindia, Sambu, Ndemnam, Bazzama I Ndanga Ndengue ;</p> <p>2.4 Construction de clôtures dans les écoles (Mandjou I, Daiguene) ;</p> <p>2.5 Construction de blocs administratifs dans toutes les écoles (Sauf Ndembo, Kouba, Adinkol, Boulembe, Ndoumbé et Mandjou I) ;</p>	<p>4.1 Affectation de 53 d'enseignants (Sambu (03), Ndemnam (05), Ngamboula (04), Ndembo (04), Bazzama II (03), Bazzama I (04), Kouba (02), Adinkol (03), Gounte (03), Daiguene (03), Mboulaye I (04), Grand Mboulaye (03), Letta (04), Ndoumbe (05), Ndanga Ndengue (05) ;</p> <p>5- Aménagement des aires de jeu dans 20 écoles publiques.</p>		
---	--	--	--

<b>SECTEUR 8 : ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>				
<b>Problème du secteur : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement secondaire	- Taux d'admission (au moins 50% d'augmentation) ; - Taux Brut de scolarisation (TBS); - Indice de parité (fille /garçon) au moins 5% d'augmentation) ; - Taux de couverture.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : améliorer l'offre en enseignement secondaire surtout technique</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Créer, construire et équiper un CES à Bazzama II ; 2) Créer, construire et équiper un CETIC à Mandjou ; 3) Construire et équiper 21 salles de classe et une clôture (Letta – 06 Salles et 02 salles à achever/ 15 salles au lycée de Mandjou) et une clôture à mandjou ; 4) Mettre à disposition les enseignants.	- Nombre de nouveaux établissements secondaires construits ; - Nombre de CETIC construits - Nombre de salles de classe construites dans le lycée de Mandjou ; - Nombre de commodités réalisées par établissement.	Enquête, supervision	Les bénéficiaires contribuent à la réalisation du projet	Nombre de ressources externes allouées
<b>Résultats attendus :</b> 1- Trois nouveaux établissements scolaires sont construits ; 2- Un CETIC est créé, construit et équipé ; 3- Les deux établissements créés sont équipés ; 4- Les enseignants sont mis à la disposition des établissements	- Nombre de nouveaux établissements secondaires construits ; - Nombre de CETIC construits - Nombre de salles de classe construites dans le lycée de Mandjou ; - Nombre de commodités réalisées par établissement.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1 Création, construction et équipement d'un CES à Bazzama II ; 1.2 Création construction et équipement d'un CETIC à Mandjou 2.1- Construction et équipement de 21 salles de classes (Lycée de Mandjou (15 salles), CES de Letta (6)) ; 2.2- Achèvement de 02 salles de classe au CES de Letta ; 2.3- Construction d'un bloc administratif au Lycée de Mandjou ; 2.4- Construction d'une clôture au CES et au Lycée ; 2.5- Construction de 2 blocs latrines de 4 compartiments (Lycée de Mandjou et CES de Letta) ;	2.6- Construction et équipement d'une salle informatique au Lycée de Mandjou ; 2.7- Construction et équipement d'un laboratoire au Lycée de Mandjou ; 2.8- construction de logements pour le personnel (Lycée 03 CES 03) ; 3.1- Construction de 02 points d'eau au Lycée de Mandjou et au CES ; 3.2- Construction de 02 aires de jeu (Lycée de Mandjou et CES de Letta) ; 4.1- Affectation de 15 enseignants (CES de Letta (05) et Lycée de Mandjou (10).	<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>	
		Total investissement	400 000 000	
		Total Fonctionnement	130 000 000	
		Imprévus	30 000 000	
		<b>Total estimatif</b>	<b>560 000 000</b>	

<b>SECTEUR 9 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>				
<b>Problème du secteur : Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Améliorer l'accès et l'équité dans l'enseignement supérieure	<ul style="list-style-type: none"> <li>- % des étudiants dans les Universités publiques ;</li> <li>- Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires privés créé ;</li> <li>- Indice de parité (fille /garçon) ;</li> </ul>	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Faciliter l'accès des diplômés à l'enseignement supérieur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de diplômés du secondaire qui accède à l'enseignement supérieurs</li> </ul>			
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1- Promouvoir l'accès d'au moins 25% des diplômés du secondaire à l'enseignement supérieur ; 2- Octroyer les bourses scolaires à au moins 25% des élèves du secondaire ; 3- Effectuer 04 sessions d'orientation scolaire dans le lycée de Mandjou	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de diplômés du secondaire qui accède à l'enseignement supérieurs ;</li> <li>- Nombre de bourses octroyées ;</li> <li>- Nombre de sessions d'orientation scolaire effectuées</li> </ul>	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Apport des ONG et bailleurs externes	Nombres de dotations/ appui externes
<b>Résultats attendus :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au moins 25% des diplômés ont accès à l'enseignement supérieur ;</li> <li>- Au moins 25% des diplômés du secondaire reçoivent une bourse scolaire ;</li> <li>- Au moins 4 sessions d'orientation scolaire sont tenues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de diplômés du secondaire qui accède à l'enseignement supérieurs ;</li> <li>- Nombre de bourses octroyées ;</li> <li>- Nombre de sessions d'orientation scolaire effectuées</li> </ul>			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1- Mener des activités incitatives aux élèves (bourses et dotations diverses) ; 2- Octroi de bourses scolaires ; 3- Tenir au moins quatre sessions d'orientation scolaire			Libellés	Montants
			Total investissement	15 000 000
			Total Fonctionnement	4 000 000
			Imprévus	1 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>20 000 000</b>

<b>SECTEUR 10 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>				
<b>Problème du secteur : Difficulté d'accès à la formation professionnelle et à l'emploi</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Promouvoir des emplois décents durables accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	- Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire ; - Nombre d'emplois créés ; - Taux de chômage.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi à au moins 60% de la population active de la commune de Mandjou</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Créer au moins deux SAR et SM dans la commune ; 2) Créer un centre de formation communal ; 3) Faciliter deux centres de formation privées ; 4) Faciliter l'accès à au moins 60% de la population active à la formation professionnelle	- Nombre de SAR SM Créées - Nombre de centres de formation communaux créés ; - Nombre de centres de formation privés accessibles ; - Proportion de la population active qui accède à la formation professionnelle	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Apport des promoteurs privés	Nombre de promoteurs privés ayant investi dans la formation professionnelle et l'insertion des jeunes
<b>Résultats attendus :</b> 1) Deux SAR SM sont créées ; 2) Un centre de formation communal est créé ; 3) Une campagne annuelle de sensibilisation des parents est organisée ; 4) 60% de la population active a accès à la formation professionnelle	- Nombre de SAR SM Créées - Nombre de centres de formation communaux créés ; - Nombre de centres de formation privés accessibles ; - Proportion de la population active qui accède à la formation professionnelle.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1 Création, construction et équipement de 2 SAR SM (Ndong Mbome et Letta) ; 2.1 Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des parents sur l'importance de la formation professionnelle ;	3.1 Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle communal ; 4.1 Organisation d'une campagne annuelle de sensibilisation des parents.	<b>Libellés</b>		<b>Montants</b>
		Total investissement		60 000 000
		Total Fonctionnement		5 000 000
		Imprévus		1 000 000
		<b>Total estimatif</b>		<b>66 000 000</b>

SECTEUR 11 : JEUNESSE				
Problème du secteur : <b>Difficulté d'encadrement et d'animation des jeunes</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif Supérieure (DCSE) :</b> Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formé et encadré	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Accroître le nombre de structures d'encadrement et de divertissement des jeunes</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Créer et construire un centre multifonctionnel à Mandjou pour jeunes ; 2) Créer, construire et équiper 04 centres d'alphabétisation dans les villages ( Bazzama II, Ngamboula, Mandjou, Letta)	- Nombre de centres de jeunesse créés ; - Nombre de centres multi fonctionnels créés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc), Supervision	Investissements des promoteurs privés	Nombre des promoteurs/ Partenaires privés
<b>Résultats attendus :</b> 1) Un centre multi fonctionnel pour jeunes est créé 2) 04Centres d'alphabétisation fonctionnels créés	- Nombre de centres de jeunesse créés ; - Nombre de centres multi fonctionnels créés.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
1.1 Création, construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour jeunes à Mandjou ; 2.1 Création, construction et équipement de 04 centres d'alphabétisation dans les villages (Bazzama II, Ngamboula, Mandjou, Letta)			Libellés	Montants
			Total investissement	153 000 000
			Total Fonctionnement	3 000 000
			Imprévus	1 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>157 000 000</b>

<b>SECTEUR 12 : TRAVAUX PUBLICS</b>					
<b>Problème du secteur : Mauvais état des routes et de la voirie</b>					
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>	
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)			
<b>Objectif sectoriel stratégique : Améliorer environ 40% du réseau routier et la voirie urbaine</b>					
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Améliorer l'accès à au moins 5 villages par l'entretien routier ; 2) Améliorer la voirie urbaine à 40% environ 3) Améliorer l'accès à certaines localités grâce à la construction de passerelles (Mandjou I, Adinkol)	- Nombre de villages accessibles à toute saison ; - Longueur de la voirie urbaine aménagée ; - Nombre de ponceaux construits.	Enquête INS, Supervision, Suivi	RAS	RAS	
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins 05 villages bénéficient d'un entretien régulier du réseau routier ; 2) La voirie urbaine est aménagée 3) Une passerelle construite sur la Dja à Mandjou I	- Nombre de villages accessibles à toute saison ; - Longueur de la voirie urbaine aménagée ; - Nombre de ponceaux construits.				
<b>Activités principales :</b>				<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1- Reprofilage de l'axe Mandjou-Batouri ; 1.2- Reprofilage de l'axe Toungou - Kandara ; 2.2- Reprofilage et traçage de 12 km de voirie urbaine à Mandjou ; 3.1- Construction de deux ponceaux sur la Dja (Mandjou I et Adinkol) ;				Libellés	Montants
				Total investissement	653 000 000
				Total Fonctionnement	3 000 000
				Imprévus	0
				<b>Total estimatif</b>	<b>656 000 000</b>

<b>SECTEUR 13 : AFFAIRES SOCIALES</b>				
<b>Problème du secteur : Non respect des droits des couches vulnérables</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Promouvoir la solidarité nationale et résorber les décalages les plus flagrants entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	- Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ; - Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Promouvoir et préserver les droits des populations vulnérables</b>	Nombre d'actions menées en faveur des groupes vulnérables			
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Construire et équiper le centre social de Mandjou ; 2) Construire un logement pour le chef de centre social ; 3) Identifier et prendre en charge au moins 70% des OEV identifiés ; 4) Organiser et structurer 4 associations de personnes handicapées 5) Appuyer 30 handicapés en appareillage 6) Faciliter l'accès à la citoyenneté	- Nombre de centres sociaux construits ; - Nombre de logements construits ; - Nombre d'OEV identifiés et pris en charge ; - Nombre d'associations d'handicapés organisées et structurées ; - Nombre de personnes handicapées qui bénéficient des appareillages ; - Nombre d'actes de naissance établis pour les couches vulnérables	Enquête INS	Les partenaires externes apportent leur contribution	Nombre d'appuis accordés par les partenaires externes
<b>Résultats attendus :</b> 1) Un centre social construit et équipé ; 2) Un logement construit pour le chef de centre social ; 3) Les OEV sont identifiés et 70% d'entre eux pris en charge ; 4) Quatre associations d'handicapés sont organisées et structurées 5) 30 handicapés au moins ont reçu l'appareillage 6) L'accès des personnes vulnérables à la citoyenneté est rendu facile.				
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1-Construction et équipement du centre social de Mandjou ; 2.2- Construction du logement d'astreinte du chef de centre social ;	4.1- Organisation et structuration de 04 associations d'handicapés ; 5.1- Appui à l'appareillage à au moins 30 personnes handicapées ; 6- Accès des personnes vulnérables à la citoyenneté.		<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
			Total investissement	125 000 000

3.1- Identification et prise en charge de 70% des OEV ;		Total Fonctionnement	5 00 000
		Imprévus	2 00 000
		<b>Total estimatif</b>	<b>132 000 000</b>

SECTEUR 14 : TOURISME				
Problème du secteur : <b>Faible valorisation du potentiel touristique</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	- Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1000 000) ; - Nombre de touristes internes ; - Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; - VA touristique / VA totale ;	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Aménager les sites et potentiels touristiques existants</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Aménagement de 04 sites touristiques identifiés (Kombo wan de Birgaya, Le Lac du Mont Yangui à Letta, les Monts Bidi et Goguera de Moïnam) ; 2) Créer au moins trois infrastructures d'accueil ; 3) Construire un hôtel municipal ; 4) Créer un cercle municipal 5) Organiser au moins 03 campagnes de promotion de sites par an	- Nombre de sites touristiques aménagés ; - Nombre d'infrastructures/ produits touristiques proposés ; - Nombre d'événements culturels promus par an ; - Nombre d'hôtels construits ; - Nombre de cercle municipaux créés ; - Nombre de campagnes de promotion de sites organisées	Enquêtes et suivi/ supervision	Apport des promoteurs privés	Nombre de promoteurs privés
<b>Résultats attendus :</b> 1) Trois sites touristiques au moins ont été aménagés ; 2) Au moins trois infrastructures d'accueil sont aménagées ; 3) Un hôtel municipal est construit ; 4) Un cercle municipal est construit 5) Au moins 03 campagnes de promotion de sites touristiques sont organisées par an	- Nombre de sites touristiques aménagés ; - Nombre d'infrastructures/ produits touristiques proposés ; - Nombre d'événements culturels promus par an ; - Nombre d'hôtels construits ; - Nombre de cercle municipaux créés ; - Nombre de campagnes de promotion de sites organisées			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1- Aménagement de 03 sites touristiques identifiés (Kombo wan de Birgaya, Le Lac du Mont Yangui à Letta, les Monts Bidi et Goguera de Moïnam) ; 2- Création d'au moins 03 infrastructures d'accueil ; 3- Construction d'un hôtel municipal ; 4- Création d'un cercle municipal ; 5- Organisation de 03 activités culturelles par an.			Libellés	Montants
			Total investissement	234 000 000
			Total Fonctionnement	15 000 000
			Imprévus	3 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>252 800 000</b>

SECTEUR 15 : DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT					
Problème du secteur : <b>Difficulté d'accès à un habitat décent</b>					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes	
<b>Objectif Supérieure (DSCE) :</b> Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Qualité de l'habitat ; degré de salubrité	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)			
<b>Objectif sectoriel stratégique : Mise en place d'un plan directeur de la commune et promouvoir un habitat décent</b>	-				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Elaborer le plan directeur d'urbanisation de la commune ; 2) Aménager au moins huit cents lots communaux ; 3) Construire au moins 20 logements sociaux ; 4) Vulgariser l'utilisation des matériaux locaux au sein de la commune pour améliorer l'habitat à moindre coût ; 5) Aménager la voirie urbaine	- Proportion de l'espace urbain viabilisée - Nombre de lots communaux aménagés - Nombre de logement sociaux construits ; - Nombre de logements construits en matériaux locaux améliorés ; - Nombre de maisons accessibles	Suivi/ Supervision	Investissement des promoteurs privés	Nombre de lots aménagés par les promoteurs privés	
<b>Résultats attendus :</b> 1) Un plan directeur élaboré ; 2) Au moins huit cent lots communaux aménagés 3) Construire au moins 20 logements communaux 4) Les populations utilisent des matériaux locaux améliorés ; 5) La voirie urbaine est aménagée	- Proportion de l'espace urbain viabilisée - Nombre de lots communaux aménagés - Nombre de logement sociaux construits ; - Nombre de logements construits en matériaux locaux améliorés ; - Nombre de maisons accessibles				
<b>Activités principales :</b>				<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1 Elaboration du plan directeur de la commune ; 1.2 Aménagement de la voirie urbaine ; 2.1 Aménagement de huit cent lots communaux ; 3.1-Construction d'au moins 20 logements sociaux ; 3.2-Formation des populations à l'utilisation des matériaux locaux ; 4. Formation des populations à l'usage des matériaux locaux ; 5.1-Aménagement de la voirie urbaine ; 5.2-Opérationnalisation des services d'hygiène et salubrité de la commune ; 5.3- Création d'une décharge municipale pour le stockage et le traitement des ordures				Libellés	
				Montants	
				Total investissement	243 000 000
				Total Fonctionnement	3 000 000
				Imprévus	2 000 000
				<b>Total estimatif</b>	<b>248 000 000</b>

<b>SECTEUR 16 : EAU ET ENERGIE</b>				
<b>Problème du secteur : Difficultés d'accès à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif Stratégique Supérieure (DSCE) :</b> Développer les infrastructures hydrauliques et énergétiques	% des ménages ayant accès à l'eau potable et à l'électrification	Présence des compteurs électriques dans les ménages	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune
<b>Objectif sectoriel stratégique : Permettre à au moins 60% des ménages d'avoir accès à l'eau potable et à l'électricité</b>	Nombre de ménages qui ont accès à l'eau et à l'électricité			
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Construire 125 points d'eau ; 2) Aménager 5 points d'eau existants 3) Aménager 10 sources 4) Renforcer/ Créer 25 comités de gestion 5) Former 50 artisans réparateurs 6) Raccorder au moins 60% des ménages au réseau électrique 7) Promouvoir les énergies renouvelables 8) Organiser une campagne de sensibilisation annuelle sur les techniques de potabilisation et assainissement ; 9) Organiser 11 campagnes annuelles sur la manipulation des produits pétroliers	- Nombre de points d'eau créés ; - Nombre de points d'eau aménagés ; - Nombre de sources aménagées ; - Nombre de comités de gestion renforcés/ créés ; - Nombre d'artisans réparateurs formés ; - Proportion de ménages raccordés au réseau d'électricité ; - Nombre d'installations solaires réalisées ; - Nombre de campagnes organisées sur la potabilisation et l'assainissement ; - Nombre de campagnes de sensibilisation sur la manipulation des produits pétroliers organisées.	Enquêtes/ Suivi/ Supervisions	Les promoteurs privés s'impliquent ; Les fournisseurs mettent sur pieds des politiques à caractère social	
<b>Résultats attendus :</b> 1) Environ 125 points d'eau sont créés ; 2) Au moins 5 points d'eau sont aménagés ; 3) Aménagement de 10 sources ; 4) Au moins 60% des ménages ont accès à l'électricité ; 5) 50 artisans réparateurs sont formés dans 25 villages ; 6) 60% des ménages au moins sont raccordé au réseau d'électricité ; 7) Les énergies renouvelables sont promues ; 8) Une campagne annuelle est organisée sur la potabilisation de l'eau et l'assainissement ; 9) Organiser 11 campagnes annuelles sur la manipulation des produits pétroliers	- Nombre de points d'eau créés ; - Nombre de points d'eau aménagés ; - Nombre de sources aménagées ; - Nombre de comités de gestion renforcés/ créés ; - Nombre d'artisans réparateurs formés ; - Proportion de ménages raccordés au réseau d'électricité ; - Nombre d'installations solaires réalisées ; - Nombre de campagnes organisées sur la potabilisation et l'assainissement ; - Nombre de campagnes de sensibilisation			

	sur la manipulation des produits pétroliers organisées.			
<b>Activités principales :</b>		<b>Cadre estimatif des couts</b>		
1.1- création de 125 points d'eau à MH (Adinkol (8), Bazzama II (10) Bindia( 3) Boulembe (15) Daiguene (5) Gounte (2) Grand Mboulaye 2 Kandara 2, Kouba 1 Letta 14 Mandjou I 8 Mandjou II (27) Mboulaye I (3) Moinam (1) Ndanga Ndengue (2) Ndembo GB (1) Ndembo Btri (1) Ndemnam (1) Ndong Mbome 1 Ndoumbe (1) Toungou (7) ; 2.1- Réhabilitation de 20 points d'eau (Bazzama II 1, Boulembe 2, Daiguene 2, Gounté 1, Grand Mboulaye 2 Koubou 1, Letta 3 Moulaye I (2) Moinam 1 Ndemnam 1 Ndong Mbome 1 Ndoumbe 1 Ngamboula 2 Sambi 1 ; 3.1- Aménagement de 10 sources ;	4.1 Construction d'une Adduction d'eau à Mandjou I II et Bindia / Bazzama, Letta Boulembe ; 5.1 Formation de 50 artisans réparateurs ; 6.1 Extension de l'électricité dans tous les villages de la commune (sauf ceux électrifiés) ; 7.1- Promotion des énergies renouvelables ; 8.1- Organisation de 11 campagnes de sensibilisation sur la manipulation des produits pétroliers.	<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>	
		Total investissement	249 000 000	
		Total Fonctionnement	1 000 000	
		Imprévus	0	
		<b>Total estimatif</b>	<b>250 000 000</b>	

SECTEUR 17 : MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE				
Problème du secteur : Difficulté de promotion des activités industrielles et minières				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif Supérieure (DSCE) :</b> Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Améliorer l'activité de 10% des promoteurs de carrières (sables et cuirasse)</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Structurer et appuyer au moins dix groupes de producteurs ; 2) Faciliter l'accès de dix groupes de producteurs aux micros crédits ; 3) Aménager un espace de stockage et de commercialisation des produits de carrières.	- Nombre de groupes de producteurs organisés et structurés ; - Nombre de groupes de producteurs qui ont accès aux micros crédits ; - Nombre d'hectares de terrain dévoués au stockage des produits de carrières	Suivi/ Supervision évaluation	Appui des services compétents	Nombre d'appuis accordés aux producteurs
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins dix groupes de producteurs sont organisés 2) Au moins 10 groupes de producteurs ont accès aux micros crédits ; 3) Un espace de stockage est aménagé à Mandjou.	- Nombre de groupes de producteurs organisés et structurés ; - Nombre de groupes de producteurs qui ont accès aux micros crédits ; - Nombre d'hectares de terrain dévoués au stockage des produits de carrières			
<b>Activités principales :</b>	<b>Cadre estimatif des couts</b>			
1- Structuration et appui de 10 groupes de producteurs ; 2- Octroi de micro crédits à 10 producteurs miniers ; 3- Aménagement d'un espace de stockage des produits de carrière.	Libellés		Montants	
	Total investissement		93 000 000	
	Total Fonctionnement		5 500 000	
	Imprévus		1 000 000	
		<b>Total estimatif</b>		<b>99 000 000</b>

SECTEUR 18 : DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES				
Problème du secteur : <b>Difficulté d'accès à la sécurité foncière (titres fonciers)</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	5. % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière 6. Nombre de demande de titre foncier initié	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Promouvoir l'accès au titre foncier à au moins 20% de la population ainsi qu'à la commune</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Encadrer les demandes de titre foncier ; 2) Sécuriser au moins 50 hectares de terres de la commune en les immatriculant	- Nombre de personnes qui ont eu accès au titre foncier ; - Superficie des terres communales immatriculées	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les services compétents accordent des facilités	Nombre des TF émis par an
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins 20% de la population a accès au titre foncier ; 2) 50 hectares de terrains de la commune sont sécurisés	- Nombre de personnes qui ont eu accès au titre foncier ; - Superficie des terres communales immatriculées			
<b>Activités principales :</b>				<b>Cadre estimatif des couts</b>
1.1-Encadrement et accompagnement des requérants de titres fonciers ; 2.2-Immatriculation de 50 hectares de terrains communaux.	Libellés		Montants	
	Total investissement		52 000 000	
	Total Fonctionnement		4 000 000	
	Imprévus		5 000 000	
	<b>Total estimatif</b>		<b>61 000 000</b>	

SECTEUR 19 : CULTURE				
Problème du secteur : <b>Insuffisance et irrégularité des évènements culturels</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Organiser au moins un évènement culturel d'envergure</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Créer, construire et équiper les foyers culturels dans 21 villages ; 2) Appuyer au moins 5 groupes culturels 2) Organiser un évènement culturel annuel ;	- Nombre de foyers culturels construits ; - Nombre de groupes culturels appuyés ; - Nombre d'évènements culturels organisés par an.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Implication des médias et des services compétents	Nombre de médias impliqués à la promotion
<b>Résultats attendus :</b> 1) 25 foyers culturels sont construits, 2) Au moins 05 groupes culturels sont appuyés ; 3) Un évènement culturel annuel est organisé	- Nombre de foyers culturels construits ; - Nombre de groupes culturels appuyés ; - Nombre d'évènements culturels organisés par an.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
1.1 Création, construction et équipement des foyers culturels dans 25 villages ; 2.1- Appui à 5 groupes culturels ; 3.1-Organisation d'un évènement culturel annuel.			Libellés	Montants
			Total investissement	170 000 000
			Total Fonctionnement	5 000 000
			Imprévus	1 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>176 000 000</b>

SECTEUR 20 : PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT				
Problème du secteur : <b>Faible structuration des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : structurer/ renforcer la compétitivité d'au moins 25 entreprises existantes</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Renforcer les capacités fonctionnelles d'au moins 25 PME ; 2) Faciliter l'accès aux micros crédit à 25 PME au moins 3) Accroître la compétitivité d'au moins 25 PME 4) Appuyer/ renforcer au moins 3 groupes d'artisans	- Nombre de PME renforcées ; - Nombre de PME qui ont accès au Crédit ; - Nombre de PME devenues compétitives ; - Nombre de groupes d'artisans renforcés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Appui des services compétents	Nombre d'appuis apportés
<b>Résultats attendus :</b> 1) Au moins 25 des PME sont renforcées ; 2) Au moins 25 des PME ont accès aux micros crédits ; 3) Au moins 25 des PME sont devenues compétitives 4) Au moins trois groupes d'artisans sont organisés	- Nombre de PME renforcées ; - Nombre de PME qui ont accès au Crédit ; - Nombre de PME devenues compétitives ; - Nombre de groupes d'artisans renforcés.			
<b>Activités principales :</b>	<b>Cadre estimatif des couts</b>			
1.1- organisation d'un atelier annuel de renforcement des capacités des PME (fiscalité, gestion, montage des projets ; 2.1- Appui au montage des micros projets pour 25 PME ; 2.2- Appui en capital à 25 PME ; 3.1 Appui à la structuration de 25 PME ; 4.1 Organisation d'une foire artisanale annuelle.	Libellés		Montants	
	Total investissement		165 000 000	
	Total Fonctionnement		2 000 000	
	Imprévus		1 000 000	
	<b>Total estimatif</b>		<b>168 000 000</b>	

SECTEUR 21 : FEMME ET FAMILLE				
Problème du secteur : <b>Non respect des droits de la femme et la fille</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	- Nombre des familles ayant reçu une bonne éducation sociale. 7. Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Promouvoir l'égalité et l'équité</b>	Nombre de femmes dont les droits sont promus			
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Promouvoir les droits de toutes les femmes ; 2) Sensibiliser sur la nécessité de tenir compte de l'apport des femmes ; 3) Favoriser l'accès aux services de base et stratégiques de la femme (éducation, santé, formation et emploi) 4) Mobiliser les leaders communautaires dans 25 villages en vue du respect des droits de la femme 5) Enregistrer et célébrer au moins 100 mariages collectifs par an 6) Promouvoir l'entreprenariat féminin 7) Créer un centre de promotion de la femme à Mandjou I	- Nombre de femmes qui ont accès aux services de base et stratégiques ; - Nombre de mariages collectifs organisés et célébrés par an ; - Nombre de causeries éducatives organisées par an ; - Nombre de messages/ spot radio diffusés en langues locales au cours d'une année ; - Nombre de centre de promotion de la femme et de la famille construits ; - Nombre de femmes qui ont créé leur entreprise ; - Nombre de leaders communautaires mobilisés	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Implication accrue de la société civile	Nombre d'ONG/ Associations impliquées
<b>Résultats attendus :</b> 1) Les droits des femmes sont promus 2) La communauté est sensibilisée sur l'apport potentiel des femmes aux activités de développement ; 3) Les femmes ont équitablement accès aux services de base y compris l'éducation et la formation ; 4) Les leaders communautaires sont mobilisés dans 25 villages 5) Au moins 100 mariages sont célébrés par an 6) L'entreprenariat féminin est promu ; 7) Un centre de promotion de la femme et de la famille est créé	- Nombre de femmes qui ont accès aux services de base et stratégiques ; - Nombre de mariages collectifs organisés et célébrés par an ; - Nombre de causeries éducatives organisées par an ; - Nombre de messages/ spot radio diffusés en langues locales au cours d'une année ; - Nombre de centre de promotion de la femme et de la famille construits ; - Nombre de femmes qui ont créé leur entreprise ; - Nombre de leaders communautaires mobilisés			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
1.1- Diffusion de messages et spots radio envers les communautés et en langue locale;			Libellés	Montants

1.2- Organisation de 25 campagnes de proximité (soit une par village) par an ; 1.2 Organisation d'au moins 100 mariages collectifs pour 100 couples par an ; 2.1 Organisation d'au moins 25 causeries éducatives sur le statut de la femme par an ; 2.2 Organisation d'au moins 25 cliniques socio juridiques et sanitaires par an ; 3.1 Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme à Mandjou ; 3.2 Organisations d'au moins quatre ateliers sur le montage des projets et la mobilisation des ressources par an en direction de 22 organisations féminines ; 4.1- Mobilisation communautaire autour du statut de la femme dans les 25 villages de la commune ; 5.1- Organisation et célébration d'au moins 100 mariages par an ; 6.1- Appui financier à au moins 7 PME de femmes ; 7.1- Création d'un centre de promotion de la femme.	Total investissement	83 000 000
	Total Fonctionnement	5 000 000
	Imprévus	500 000
	<b>Total estimatif</b>	<b>88 500 000</b>

<b>SECTEUR 22 : Travail et sécurité sociale</b>				
<b>Problème du secteur : Précarité du travailleur</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	2. Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ; 3. Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Promouvoir la sécurité sociale à environ 30% des travailleurs en zone rurale</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Organiser annuellement 02 campagnes de sensibilisation de 100 travailleurs ; 2) Organiser une campagne de sensibilisation des employeurs sur la nécessité de payer les cotisations de leurs travailleurs	- Nombre de personnes sensibilisées ; - Nombre d'employeurs qui versent les cotisations de leurs employés.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Implication de la société civile	Nombre d'ONG impliqué dans le processus
<b>Résultats attendus :</b> 1) Deux campagnes annuelles sont organisées ; 2) Une campagne de sensibilisation des employeurs est organisée	- Nombre de personnes sensibilisées ; - Nombre d'employeurs qui versent les cotisations de leurs employés.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
			Libellés	Montants
			Total investissement	17 000 000
			Total Fonctionnement	5 000 000
			Imprévus	500 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>22 500 000</b>

SECTEUR 23 : SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE				
Problème du secteur : <b>Insuffisance des infrastructures sportives adéquates</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif Supérieure (DSCE) :</b> Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Construire au moins deux infrastructures sportives adéquates</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Faciliter l'accès aux aires de jeu à environ 70% des jeunes ; 2) Promouvoir la formation d'au moins 20% de jeunes aux centres de formation en diverses disciplines sportives	- Nombres de jeunes ayant accès aux infrastructures sportives ; - Nombre de jeunes qui sont formés dans diverses disciplines sportives	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Implication des donateurs	Nombre d'infrastructures allouées
<b>Résultats attendus :</b> 1) Environ 70% de jeunes ont accès aux infrastructures sportives adéquates ; 2) Au moins 20% de jeunes accèdent aux centres de formation sportive	- Nombres de jeunes ayant accès aux infrastructures sportives ; - Nombre de jeunes qui sont formés dans diverses disciplines sportives			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des couts</b>	
1.1 Construction de 02 gymnases/ centres multi sport à Mandjou et à Bazzama ; 1.2 Aménagement de 23 aires de jeu dans les autres (dont une par village) ; 1.3 Construction d'un stade municipal à Mandjou ; 2.1- Dotation de 10 équipements et matériel de sport; 2.2- Affectation de 04 moniteurs de sport dans les Gymnase/ centre multi sport créés ;			Libellés	Montants
			Total investissement	360 000 000
			Total Fonctionnement	2 000 000
			Imprévus	1 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>363 000 000</b>

SECTEUR 24 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS				
Problème du secteur : <b>Difficulté d'accès au résultat de la recherche scientifique</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie et des services		Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Faciliter l'accès d'au moins 80% producteur aux résultats de la recherche</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Vulgariser les résultats de la recherche auprès d'environ 80% des producteurs ; 2) Promouvoir la participation des producteurs aux activités de recherche 3) Former 50 agents de relais	- Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé ; - Pourcentage des femmes développées en femmes et technologies innovantes ; - Taux d'amélioration de la productivité.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les centre de recherche locaux s'appui sur l'expérience des producteurs	Nombre de besoins locaux couverts par la recherche
<b>Résultats attendus :</b> 1) Environ 80% des producteurs font usage des résultats de la recherche 2) Les producteurs participent aux activités de recherche 3) 50 agents de relais sont formés	- Nombre d'application des résultats de la recherche ; - Nombre d'entreprises innovantes créé ; - Pourcentage des femmes développées en femmes et technologies innovantes ; - Taux d'amélioration de la productivité.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1 Organisation de 12 campagnes de vulgarisation des résultats de la recherche auprès d'environ 80% des producteurs ; 2.1 Intégrer au moins 200 producteurs aux activités de recherche ; 2.2 Création de quatre champs de démonstration pour racines et tubercules à Bazzama (manioc), Daïguene (manioc), Moïnam (igname) Ndong Mbome (banane plantain) ; 2.1- Création d'un champ de démonstration à Grand Mboulaye (maïs) ; 3.1- Formation de 50 agents de relais.			Libellés	Montants
			Total investissement	111 000 000
			Total Fonctionnement	1 000 000
			Imprévus	0
			<b>Total estimatif</b>	<b>112 000 000</b>

SECTEUR 25 : TRANSPORT				
Problème du secteur : <b>Détérioration des infrastructures de transport</b>				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif Supérieure (DSCE) :</b> Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Protéger le patrimoine routier de l'espace communal</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1. Construire une gare routière à Mandjou (pour petits transporteurs) 2. Organiser 02 campagnes de sensibilisation en direction d'au moins 30% des camionneurs sur le respect du tonnage, 3. Organiser 5 campagnes de sensibilisation en direction d'au moins 80% des usagers sur le respect de la signalisation routière 4. Renforcer la signalisation routière	- Nombre de bâtiments construits ; - Nombre de camionneurs sensibilisés - Nombre d'usagers sensibilisés ; - Nombre de panneaux de signalisation posés	Enquêtes spécifiques/ Mission de suivis/ évaluation	Appui de la société civile	Nombre d'appuis apporté par la société civile
<b>Résultats attendus :</b> 1) Une gare routière construite ; 2) Au moins 30% des camionneurs sont sensibilisés sur le tonnage ; 3) Au moins 80% des usagers sont sensibilisés sur le respect de la signalisation routière ; 4) La signalisation routière est renforcée				
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1. Construction d'une gare routière à Manjou; 2.1 Organisation de 02 campagnes de sensibilisation des camionneurs par an ; 2.2 organisation d'une campagne de sensibilisation des usagers sur le respect de la signalisation routière ; 2.3 Formation d'au moins 100 motos taxis sur le code rousseau ; 3.1 Accompagnement d'au moins 100 motos taximen à l'acquisition des permis de conduire ; 3.2 Organisation du transport des motos taxis (syndicat) ; 4.1- Réhabilitation de la signalisation routière verticale et horizontale.			Libellés	Montants
			Total investissement	85 000 000
			Total Fonctionnement	1 000 000
			Imprévus	500 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>86 500 000</b>

<b>SECTEUR 26 : POSTES ET TELECOMMUNICATION</b>				
<b>Problème du secteur : Difficulté d'accès aux NTIC</b>				
<b>Stratégie du plan (Logique d'intervention)</b>	<b>Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)</b>	<b>Moyens de vérifications (MDV)</b>	<b>Hypothèses (Facteurs externes)</b>	<b>Indicateurs des Facteurs externes</b>
<b>Objectif Supérieure (DSCE) :</b> Développer les infrastructures de télécommunications pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Faciliter l'accès d'au moins 40% de la population aux NTIC</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Créer et construire un télé centre dans la commune de Mandjou ; 2) Construire 02 antennes relais (radio et télé) à Kandara ; 3) Equiper 02 établissements secondaires en TIC (CES de Letta et lycée de Mandjou) ; 4) Former 20 personnels de mairie à l'usage des TIC	- Nombre de télé centre créés et rendus opérationnel ; - Nombre d'antennes relais construites ; - Nombre de lycées/ CES équipés en ordinateurs ; - Nombre d'établissements scolaires connectés au réseau Internet ; - Nombre de personnels formés.	Enquêtes spécifiques/ missions de suivi/ Evaluation	Les établissements ciblés disposent d'électricité	Nombre d'établissement disposant d'électricité
<b>Résultats attendus :</b> 1) Un télé centre créé et équipé ; 2) 02 antennes de relais construites à Kandara ; 3) 02 établissement du secondaires sont équipés (CES de Letta et lycée de Mandjou) ; 4) 20 personnels municipaux sont formés à l'usage des TIC	- Nombre de télé centre créés et rendus opérationnel ; - Nombre d'antennes relais construites ; - Nombre de lycées/ CES équipés en ordinateurs ; - Nombre d'établissements scolaires connectés au réseau Internet ; - Nombre de personnels formés.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Construction et équipement d'un télé centre communautaire à Mandjou ;</li> <li>2. Construction de 02 antennes relais (radio et télé) à Kandara ;</li> <li>3. Equipement de 02 établissements secondaires (CES de Letta et Lycée de Mandjou) en TIC ;</li> <li>4. Formation de 20 personnel de la mairie à l'usage des TIC.</li> </ol>			<b>Libellés</b>	<b>Montants</b>
			Total investissement	273 000 000
			Total Fonctionnement	3 000 000
			Imprévus	1 000 000
			<b>Total estimatif</b>	<b>277 000 000</b>

SECTEUR 27 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre				
Problème du secteur : Difficulté de promouvoir la sécurité et la paix sociale de manière durable				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Réduire les écarts entre riches et pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Promouvoir la paix et la sécurité durable dans au moins 20 villages</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1- Mettre sur pied au moins 20 comités de dialogue pour gérer les conflits entre les communautés Baya et Mbororo 2)- Mettre en œuvre le principe de police de proximité par la création d'au moins 03 postes de gendarmerie/ Police	- Nombre de comités de gestion fonctionnels créés ; - Nombre de postes de sécurité créés	Mission de suivi/évaluation	Le personnel y est disponible	Nombre de personnes susceptibles d'occuper ces postes de sécurité
<b>Résultats attendus :</b> 1-Au moins 20 comités de dialogue et de gestion des conflits sont mis sur pied ; 2)- Au moins 03 postes de sécurité publique dans la commune sont créés	- Nombre de comités de gestion fonctionnels créés ; - Nombre de postes de sécurité créés			
<b>Activités principales :</b>			Cadre estimatif des coûts	
1.1 Création d'au moins 20 comités de dialogue pour gérer les conflits entre les communautés Baya et Mbororo ; 2.1 Création d'au moins 03 postes de gendarmerie/ Police.			Libellés	Montants
			Total investissement	63 000 000
			Total Fonctionnement	3 000 000
			Imprévus	1 000 000
			Total estimatif	67 000 000

SECTEUR 27 : Administration territoriale, Décentralisation et Maintien de l'ordre				
Sous secteur : Administration municipale (Problèmes et action tirés du DIC)				
Problème du secteur :				
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes
<b>Objectif supérieur (DSCE)</b> Réduire les écarts entre riches et pauvres par l'amélioration de la distribution des retombées de la croissance économique	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)		
<b>Objectif sectoriel stratégique : Renforcer les capacités institutionnelles de la commune de Mandjou</b>				
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1 Organisation d'une séance de formation en gestion des ressources humaines de la Commune ; 2- Organisation d'une séance de formation en gestion des ressources financières Communale ; 3- Organisation d'une séance de formation en gestion du Patrimoine Communal ; 4- Capitaliser les acquis dans la gestion des Relations de la Commune	- Nombre de personnels formés ; - Nombre de personnels formés en gestion des ressources financières ; - Nombre de personnels formés en gestion du patrimoine communal ; - Nombre d'accord signés avec d'autres organismes.	Analyse situationnelle	La commune dispose de ressources supplémentaires pour mettre en œuvre les recommandations	Quantité de ressources reçues
<b>Résultats attendus :</b> 1- La gestion des ressources humaines est améliorée ; 2)- La gestion des ressources financières est assainie 3)- Le patrimoine communal est augmenté et mieux géré 4)- La commune tire un meilleur profit de ses relations	- Nombre de personnels formés ; - Nombre de personnels formés en gestion des ressources financières ; - Nombre de personnels formés en gestion du patrimoine communal ; - Nombre d'accord signés avec d'autres organismes.			
<b>Activités principales :</b>			<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1 Formation de 25 agents communaux 2.1 Recyclage des maires et de 20 conseillers municipaux ;	3.1 Formation des maires et de 20 conseillers municipaux en gestion du patrimoine ; 4.1 Signature d'accord de partenariat/ jumelage avec d'autres communes	Libellés		Montants
		Total investissement		66 000 000
		Total Fonctionnement		3 000 000
		Imprévus		1 000 000
		<b>Total estimatif</b>		<b>70 000 000</b>

SECTEUR 28 : Communication					
Problème du secteur : <b>Difficulté d'accès à l'information</b>					
Stratégie du plan (Logique d'intervention)	Indicateurs Objectivement Vérifiables (IOV)	Moyens de vérifications (MDV)	Hypothèses (Facteurs externes)	Indicateurs des Facteurs externes	
<b>Objectif Supérieure</b> (DCSE) Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	- % de la population ayant l'accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)			
<b>Objectif sectoriel stratégique : Faciliter l'accès à l'information à au moins 80% de la population</b>					
<b>Objectifs spécifiques :</b> 1) Améliorer la couverture radio et télé dans les 25 villages de la commune ; 2) Créer une radio municipale à Mandjou	- Nombre de ménages qui accèdent aisément à l'information ; - Nombre de radios créées	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Intensification de la politique d'extension du réseau radio/ Télé	Nombre d'activités y relatives réalisées	
<b>Résultats attendus :</b> 1) Les villages bénéficient d'une bonne couverture radio et télé ; 2) Une radio communale est créée	- Nombre de ménages qui accèdent aisément à l'information ; - Nombre de radios créées				
<b>Activités principales :</b>				<b>Cadre estimatif des coûts</b>	
1.1. Création construction et équipement d'une radio communale ; 2.1 Création d'une radio municipale à Mandjou				Libellés	Montants
				Total investissement	75 000 000
				Total Fonctionnement	1 000 000
				Imprévus	0
				<b>Total estimatif</b>	<b>76 000 000</b>

### 5.3- Coût estimatif du PCD

Le coût du PCD est estimé à 5 921 500 000 de Francs CFA répartis en 28 secteurs prioritaires comme le montre le tableau qui suit.

**Tableau 6: cout estimatif du PCD**

N°	SECTEUR		COUT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL		550 000 000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES		230 000 000
3	SANTE PUBLIQUE		200 000 000
4	EDUCATION DE BASE		525 000 000
5	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES		560 000 000
6	TRAVAUX PUBLICS		656 000 000
7	JEUNESSE		157 000 000
8	ENERGIE ET EAU	EAU	200 000 000
		ENERGIE	50 000 000
9	AFFAIRES SOCIALES		132 000 000
10	FEMME ET FAMILLE		88 500 000
11	CULTURE		176 000 000
12	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT		168 000 000
13	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE		99 000 000
14	TOURISME		252 000 000
15	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES		61 000 000
16	COMMERCE		218 000 000
17	TRANSPORT		86 500 000
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION		277 000 000
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE		137 000 000
20	FORET ET FAUNE		117 000 000
21	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE		75 000 000
22	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT		248 000 000
23	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE		66 000 000
24	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE		22 500 000
25	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE		362 000 000
26	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION		112 000 000
27	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		20 000 000
28	COMMUNICATION		76 000 000
<b>COUT ESTIMATIF TOTAL</b>			<b>5 921 500 000</b>

### 5.4- Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Deux communautés habitent l'espace communal. Il s'agit des Bororos (essentiellement éleveurs) et les Gbayas/Kako (qui sont agriculteurs pour la plupart). Entre les deux communautés éclatent assez fréquemment des conflits sur la délimitation des zones dévouées à chacune des activités.

Par ailleurs, la forte activité humaine (agriculture, foresterie, exploitation des carrières, etc) expose le sol à l'érosion et les cours d'eau à l'eutrophisation. Il importe par conséquent de prévoir un plan d'utilisation et de gestion durable des terres (PUGDT).

Le PUGDT proposé dans le cadre de ce PCD se calque sur les normes du MINEPIA en matière de délimitation des zones d'élevage. Il a été constaté que la quasi-totalité des villages de la commune sont des villages-rue. Il comporte quasiment tous trois espaces :

- un espace bâti utilisé pour l'habitation ;

- un espace de culture utilisé pour les cultures vivrières ou de rente. Il va de l'espace d'habitation et s'étend jusqu'à 3 à 4 kilomètres ;
  - un espace d'élevage constitué de pâturages qui va au-delà de 3-4 kilomètres des villages.
- Il existe également des zones inondables, des zones de carrière et des rochers utilisés pour le séchage du couscous de manioc. Le graphique qui suit schématise le PUGT.

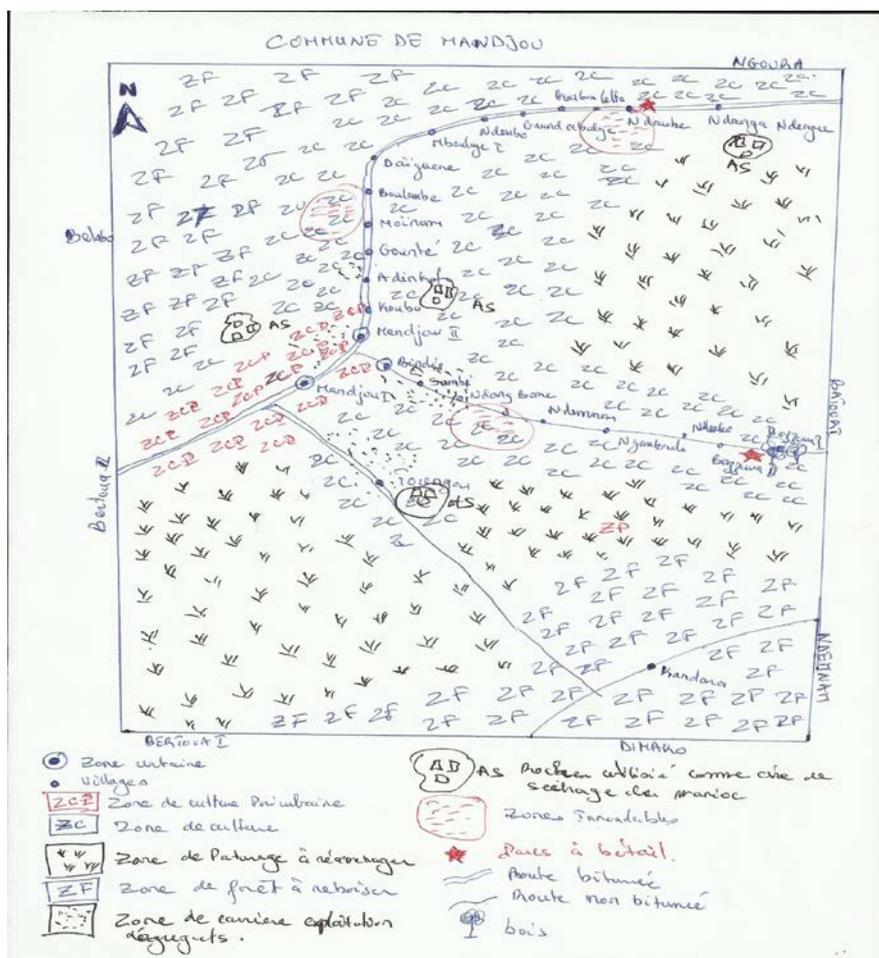


Figure 3: Esquisse de PUGDT

## 6- PROGRAMMATION

### 6.1- Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Le tableau ci-dessous présente le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires de Mandjou.

**Tableau 7: Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires**

Secteur	Activités principales	Activités secondaires	Indicateurs	Ressources financières (Fcfa)			Périodes			Localisations/Obse rvations
				Part de la Commune	Partenaires	Total	A1	A2	A3	
Eau et Energie	Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Mboulaye I
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Kandara
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Ndembo (axe Garoua Boulaye)
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Gounté
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Ndemnam	
	Passation du marché									
	Exécution									
	Suivi-évaluation									
	Réception									

Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Mandjou I
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Mandjou I
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Ndanga Ndengue
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction d'un puits	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Moinam (quartier Rama)
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction d'un forage	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		9 000 000	9 000 000	X			Bindia
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction d'un point d'eau	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		9 000 000	9 000 000	X			Bazzama II
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction d'un point d'eau	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Daïguen (Ecole publique)
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								

	Construction d'un point d'eau	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre puits construits		5 000 000	5 000 000	X			Ndemnam (Ecole publique)	
		Passation du marché									
		Exécution									
		Suivi-évaluation									
		Réception									
	Construction d'un forage	Etude de faisabilité et étude technique			8 000 000	8 000 000	X			Grand-Mboulaye	
		Passation du marché									
		Exécution									
		Suivi-évaluation									
Construction d'un forage	Etude de faisabilité et étude technique			8 000 000	8 000 000	X			Bindia		
	Passation du marché										
	Exécution										
	Suivi-évaluation										
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE	Appui aux organisations de la Coopérative Pastorale et Halieutique Communale (CPC)	Identification des GIC	Nombre d'organisations piscicoles appuyées		100 000 000	100 000 000			X	MANDJOU	
		Renforcement des capacités des GICs									
		Création de la coopérative									
		Appui au fonctionnement de la coopérative									
	Financement d'une porcherie à 6 loges	Identification des bénéficiaires	Nombre de porcheries construites		6 000 000	6 000 000			X		Kouba
		Renforcement des capacités des bénéficiaires									
		Appui financier									
		Suivi									
	Financement d'un étang piscicole	Identification des bénéficiaires	Nombre de structures appuyées		4 000 000	4 000 000			X		Ndong MBome
		Renforcement des capacités des bénéficiaires									
		Appui financier									
		Suivi									
	Financement d'un étang piscicole	Identification des bénéficiaires	Nombre de structures appuyées		4 000 000	4 000 000			X		Mandjou
		Renforcement des capacités des bénéficiaires									
		Appui financier									

		Suivi								
COMMERCE	Construction d'un hangar de marché de	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits	5 472 500	20 150 000	23 172 500	X		Mandjou	
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction d'un hangar de marché	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits			25 000 000			X	Daïguene
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
	Construction d'un hangar de marché	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits			25 000 000			X	Bindia
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
	Construction d'un hangar de marché	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits			25 000 000				X
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
	Construction d'un hangar de marché	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits			25 000 000				X
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
Construction d'un hangar de marché	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits			25 000 000				X	
	Passation du marché									
	Exécution									
	Suivi-évaluation									
Construction d'un hangar de marché	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de hangars construits			25 000 000				X	
	Passation du marché									
	Exécution									
	Suivi-évaluation									
	Construction d'un	Etude de faisabilité et étude	Nombre de hangars			25 000 000		X	Ngamboula	

	hangar de marché	technique	construits								
		Passation du marché									
		Exécution									
		Suivi-évaluation									
	Construction d'un hangar de marché	Réception	Nombre de hangars construits								25 000 000
		Passation du marché									
		Exécution									
		Suivi-évaluation									
	Construction d'un hangar de marché	Réception	Nombre de hangars construits								25 000 000
		Etude de faisabilité et étude technique									
		Passation du marché									
		Exécution									
construction et équipement du centre social de Mandjou	Réception	Nombre de hangars construits								30 000 000	
	Etude de faisabilité et étude technique										
	Passation du marché										
	Exécution										
construction et équipement de 22 foyers culturels dans les villages	Réception	Nombre de hangars construits								45 000 000	
	Etude de faisabilité et étude technique										
	Passation du marché										
	Exécution										
Appui à l'appareillage à au moins 30 personnes handicapées	Réception	Nombre d'appareillages distribués ;	10 000 000							10 000 000	
	Enquête sociale										
	Identification des besoins réels										
	Sélection d'un fournisseur										
Immatriculation des terrains communaux	Mise à disposition des articles	Nombre de bénéficiaires									
	Suivi										
	Etude de faisabilité et étude technique										
	Passation du marché										
DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Exécution	Nombre de lots communaux immatriculés									
	Suivi-évaluation										

EDUCATION DE BASE	Création construction et équipement d'une école bilingue	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre d'écoles créées ;							
		Passation du marché	Nombre de salles construites							
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
	Création d'une école maternelle	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre d'écoles créées ;							
		Passation du marché	Nombre de salles construites					X		
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
	Création d'une école maternelle à Adinkol	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre d'écoles créées ;							
		Passation du marché	Nombre de salles construites							X
Exécution										
Suivi-évaluation										
Construction et équipement d'un bloc Maternel	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre d'écoles créées ;								
	Passation du marché	Nombre de salles construites								
	Exécution						X			
	Suivi-évaluation									
Construction d'un bloc de 2 salles de classe	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de salles de classe construites			11 000 000					
	Passation du marché									
	Exécution									
	Suivi-évaluation									
	Réception									
Equipement de 02 salles de classe en tables bancs	Passation du marché	Nombre de salles équipées			2 000 000					
	Exécution									
	Suivi-évaluation									

		Réception							
Construction d'un bloc de latrines à l'Ecole Publique		Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de blocs construits	4 000 000		X			Ndemnam
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
		Réception							
Réhabilitation de 03 salles de classe à l'école publique		Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de blocs construits	10 000 000		X			Daiguene
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
		Réception							
Construction de 02 salles de classe		Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de salles de classe construites	18 000 000		X			NDEMNAM
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
		Réception							
Réfection salle de classe		Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de salles de classe réfectionnées	8 000 000		X			NGamboula
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							

		Réception							
Equipement en Tables-bancs	Passation du marché	Nombre de salles de classe équipées	2 600 000				X		EP Grand-Mboulaye
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Equipement en Tables-bancs	Passation du marché	Nombre de salles de classe équipées	3 600 000				X		EP Mandjou I
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Construction bloc latrines	Etude de faisabilité et étude technique		3 500 000				X		EP Mandjou II
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
	Réception								
Réhabilitation d'un point d'eau	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre d'écoles créées ;					X		EP Mandjou
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								
Construction d'un bloc administratif	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de bâtiments construits						X	EP Adinkol
	Passation du marché								
	Exécution								
	Suivi-évaluation								

	Création, construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour jeunes	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de centres multifonctionnels					X	Mandjou
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Elaboration du plan directeur de la commune	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de quartiers pris en compte dans le plan directeur						Mandjou espace urbain
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
Sport et Education Civique	Construction d'un gymnase/ centre multi sport	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de gymnase/ centre multisport construit					X	Mandjou
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
		Réception							
Transport	Construction d'une gare routière	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de gares routières construites					X	Manjou
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							

		Réception								
Poste et Télécommunication	Création construction et équipement d'une radio communale	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de radio communautaire fonctionnelle					X	Mandjou	
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
Agriculture et développement rural	Achat d'un tracteur	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de tracteurs acquis						Mairie de Mandjou	
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction de deux aires de séchage	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de séchoirs construits	3 000 000				X		Adinkol
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction d'une aire de séchage	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de séchoirs construits	3 000 000				X		Bindia
		Passation du marché								

		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Construction d'une aire de séchage	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de séchoirs construits	3 000 000				X		Mboulaye I
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Réfection agricole poste	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de bâtiments réfectionnés	100 000 000				X		Grand Mboulaye
		Passation du marché								
		Exécution								
		Suivi-évaluation								
		Réception								
	Santé Publique	Equipement d'un CSI	Passation du marché	Nombre d'équipements mis à disposition du CSI	20 000 000					Bindia
Exécution										
Suivi-évaluation										
Réception										

Recherche Scientifique et Innovation Technologique	Construction centre zootechnique	Etude de faisabilité et étude technique	Nombre de bâtiments construits	20 000 000			X		Boulembé
		Passation du marché							
		Exécution							
		Suivi-évaluation							
		Réception							
<b>TOTAL</b>									

## **6.2- Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT**

### **6.2.1- Principaux impacts socio-environnementaux potentiels (impacts positifs, impacts négatifs)**

Les activités retenues dans le cadre du CDMT de Mandjou sont des activités à faible impact environnemental d'une manière général. Elles pourraient être classées en deux groupes :

- les activités à faible impact environnemental. Il s'agit d'activités de construction d'écoles, de points d'eau, centres de santé, de clôtures ou de mise à disposition de commodités. Celles-ci ont un fort impact social et un faible impact environnemental ;
- les activités de construction d'ouvrages d'art ou d'aménagement routier dont l'impact environnemental est relativement accentué. Il s'agit de la construction de ponts/ passerelles sur la Dja, du rechargement des routes existantes ou de l'ouverture de route.

Le tableau qui suit résume les Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels ainsi que les mesures d'atténuations.

**Tableau 3 : Principaux Impacts Socio-environnementaux Potentiels**

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
<b>Microprojets hydrauliques</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des puits aménagés à pompe manuelle ;</li> <li>- Aménagement des sources ;</li> <li>- Réhabilitation des puits à pompe manuelle endommagés ;</li> <li>- Réhabilitation des forages à pompe manuelle endommagés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La diminution des maladies hydriques (eau potable disponible);</li> <li>- Réduction des distances parcourues (proximité des points d'eau potables) ;</li> <li>- Diminution de la pression sur les ressources en eau (sources) disponibles;</li> <li>- Augmentation des revenus de la zone du microprojet par la création d'emploi (mains d'œuvre locale)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques lié aux choix du site/Déplacement involontaires pour l'utilisation du site ;</li> <li>- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des points d'eau ;</li> <li>- Risques d'accident liés aux travaux</li> <li>- Risque de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses ;</li> <li>- Risque de perturbation de la qualité de l'eau ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation des populations sur l'hygiène et salubrité autour des points d'eau ;</li> <li>- Renforcement des capacités et suivi des COGES des points d'eau ;</li> <li>- Implication de toutes les parties prenantes et contre parties à la gestion et l'entretien des ouvrages hydrauliques ;</li> <li>- Augmentation du nombre d'ouvrage hydraulique ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ;</li> <li>- Obtenir un acte de donation foncière signé du chef de village et du propriétaire du site ;</li> <li>- Mise en place d'un COGES des points d'eau incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement et d'entretien ;</li> <li>- Eviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (zones sacrées, flancs de montagnes) ;</li> <li>- Sécuriser les points d'eau en clôturant ;</li> <li>- Imperméabiliser les alentours par carrelage ou pierres maçonnées ;</li> </ul>
<b>- Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des bâtiments des écoles maternelles, primaires et secondaires ;</li> <li>- Construction des latrines dans les établissements scolaires ;</li> <li>- Construction des Bureau et blocs administratifs dans les établissements scolaires ;</li> <li>- Construction des clôtures dans les établissements scolaires ;</li> <li>- Construction des logements d'astreintes ;</li> <li>- Constructions des bâtiments des centres de santé ;</li> <li>- Construction d'un centre multi sport;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration des activités et de la qualité des services;</li> <li>- Renforcement de la dynamique des populations (mobilisation des contre parties);</li> <li>- Réduction des distances parcourues) ;</li> <li>- L'accès aux services de santé de qualité;</li> <li>- Accès des populations à l'information et à la communication ;</li> <li>- Alphabétisation des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques lié aux choix du site/Déplacement involontaires pour l'utilisation du site ;</li> <li>- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des ouvrages et infrastructures ;</li> <li>- Impacts liés à la pollution des huiles de vidange de l'engin d'exhaure pendant la construction des points d'eau ;</li> <li>- Conflits liés à l'utilisation et à la non pérennisation des infrastructures et équipements sanitaires ;</li> <li>- Augmentation de la prévalence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les populations sur les différentes AGR réalisable pendant les travaux);</li> <li>- Education sanitaire des populations ;</li> <li>- Renforcer les capacités des COSA et COGE ;</li> <li>- Sensibilisation des populations sur l'hygiène et salubrité autour des points d'eau et latrines ;</li> <li>- Renforcement des capacités et suivi des COGES des points d'eau ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ;</li> <li>- Respecter les règles de sécurité dans les chantiers et arroser au droits des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanents;</li> <li>- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres et utiliser des bacs pour récupérer les huiles de vidange et les retourner aux entreprises spécialisées;</li> <li>- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH SIDA par des affiches et des réunions ;</li> <li>- Observer les règles élémentaires de</li> </ul>

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création et construction d'un stade municipale ;</li> <li>- Construction des hangars de marché ;</li> </ul>	<p>populations ;</p>	<p>des IST/VIH/SIDA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins pendant les travaux ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Implication de toutes les parties prenantes et contre parties à la gestion et l'entretien des ouvrages ;</li> <li>- Education environnementale</li> <li>- Sensibiliser les populations sur la construction des habitats décents</li> </ul>	<p>sécurité (port des tenues appropriées, limitations des vitesses) et sécuriser le site ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Privilégies le recrutement des locaux dans les mains d'œuvre à mobiliser et recruter le personnel sur la base de la concurrence et la transparence ;</li> <li>- Mettre en place des comités de suivi-évaluation des travaux ;</li> </ul>

### **6.2.2- Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables**

Dans l'optique de préserver l'environnement et les droits des populations riveraines, il est préconisé de prime abord un respect des us et coutumes des localités où ses infrastructures seront implantées. Ceci est un des principes de l'approche participative.

Le reboisement et la mise en place de pelouse sont des mesures d'atténuation de l'érosion des sols qui seront également préconisées. Il s'agira de stabiliser les zones qui ont été terrassées lors des constructions.

Enfin, lors de la construction des ouvrages d'art, l'ouverture ou le reprofilage des routes, les drains doivent être construits de manière à ne pas entraîner des inondations. De même, les connaissances de l'hydrologie des cours d'eau concernées (lit majeur/ Mineur, débit crues/ étiage) doivent être appliqués pour estimer la hauteur et l'ampleur des ouvrages. Le plan de gestion est synthétisé dans le tableau qui suit.

### 6.2.3- Plan sommaire de gestion de l'environnement

ACTIVITES	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	PERIODES	ACTEURS DE SUIVI	COUTS	OBSERVATIONS
Réalisation des études d'impacts environnementales sommaires	Consultants	Avant la réalisation de chaque micro projet	Conseil municipal, Comité de Suivi/ Sectoriel concerné/ PNDP et ADC	PM	Coût pris en charge par la mairie
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local/ Mairie	Continu	Conseil municipal, Comité de Suivi/ Sectoriel concerné/ PNDP et ADC	PM	Coût intégré dans la conception des microprojets
Mise en œuvre des mesures environnementales des microprojets	Entrepreneur	Pendant et après la réalisation du micro projet	Conseil municipal, Comité de Suivi/ Sectoriel concerné/ PNDP et ADC	PM	Respecter les clauses environnementales des DAO

### 6.3- Plan d'Investissement Annuel (PIA)

#### 6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Le tableau ci-dessous présente le Budget du PCD pour la première année (2012) ainsi que les sources de financement disponibles et mobilisables.

**Tableau 8 :Ressources mobilisables et échéances**

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaire s	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP2012	
Eau et énergie	Construction d'un puits à Mboulaye I	Mairie		5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Kandara			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Ndembo (axe Garoua Boulaye)			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Gounté			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Ndemnam			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Mandjou I			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Mandjou I			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Ndanga Ndengue			5 000 000	X	X			
	Construction d'un puits à Moïnam (quartier Rama)			5 000 000	X	X			
	Construction d'un forage à Bindia	Première Urgence		9 000 000					Première Urgence
	Construction d'un point d'eau à Bazzama II	Première Urgence		9 000 000					Première Urgence
	Construction d'un point d'eau à Daïguen (Ecole publique)	PDR- ES		5 000 000					PDR- ES
	Construction d'un point d'eau à Ndemnam (Ecole publique)	PDR- ES		5 000 000					PDR- ES
		Construction d'un forage à Grand-Mboulaye	Mairie		8 000 000				X
	Construction d'un forage à Bindia	Mairie		8 000 000				X	
<b>Sous Total 1</b>				<b>89 000 000</b>					
Commerce	Construction d'un hangar de marché à Mandjou	Mairie		23 172 500	X	X			
<b>Sous Total 2</b>				<b>23 172 500</b>					
Education de	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à	PDR-EST		11 000 000					PDR-ES

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP2012	
base	Ndemnam								
	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à Ndemnam	PDR-EST		2 000 000					PDR-ES
	Construction d'un bloc de latrines à l'Ecole Publique de Ndemnam	PDR-EST		4 000 000					PDR-ES
	Réhabilitation de 03 salles de classe à l'école publique de Daïguene	PDR-EST		10 000 000					PDR-ES
	Construction de 02 salles de classe à l'EP NDEMNAM	Mairie		18 000 000				X	
	Réfection 2 salles de classe à l'EP NGamboula	Mairie		8 000 000				X	
	Equipement en Tables-bancs EP Grand-Mboulaye	Mairie		2 600 000	=			X	
	Equipement en Tables-bancs EP Mandjou I	Mairie		36 000 000				X	
	Construction bloc latrines EP Mandjou II	Mairie		3 500 000				X	
<b>Sous Total 3</b>				<b>69 100 000</b>					
Elevage, Pêches Industries Animales et	Financement d'une porcherie à 6 loges à Kouba	PDR-EST		6 000 000					PDR-ES
	Financement d'un étang piscicole à Ndong Bome	PDR-EST		4 000 000					PDR-ES
	Financement d'un étang piscicole à Mandjou	PDR-EST		4 000 000					PDR-ES
	Appui aux organisations de la Coopérative Pastorale et Halieutique Communale (CPC) de MANDJOU	Mairie		100 000 000				X	
<b>Sous Total 4</b>				<b>114 000 000</b>					
Agriculture et développement Rural	Construction de deux aires de séchage à Adinkol	Marie		3 000 000	X				
	Construction d'une aire de séchage à Bindia	Marie		3 000 000	X				
	Construction d'une aire de séchage à Mboulaye I	Marie		3 000 000	X				
	Réfection poste agricole de Grand Mboulaye	Mairie		10 000 000				X	
	Appui aux organisations de Producteurs de la Coopérative Agricole Communale (CAC) de Mandjou	Mairie		100 000 000				X	
	Construction poste agricole de Grand Mboulaye	Mairie		15 000 000				X	
<b>Sous Total 5</b>				<b>134 000 000</b>					
Enseignements	Construction bloc administratif au Lycée de	Mairie		30 000 000				X	

Secteur	Micro projet /activités	Responsable	Partenaires	Budget total	Sources de financement				AUTRES
					Mairie	PNDP	FEICOM	BIP2012	
secondaires	Mandjou								
	Equipement en Tables-bancs Lycée de Mandjou	Mairie		2 600 000				X	
	Acquisition microordinateur Lycée de Mandjou	Mairie		2 000 000				X	
	Construction 03 salles de classe au Lycée de Mandjou	Mairie		27 000 000				X	
	Equipement bloc administratif CES Mandjou	Mairie		18 000 000				X	
	Construction 04 salles de classe au Lycée de Mandjou	Mairie		36 000 000				X	
<b>Sous Total 6</b>				<b>115 600 000</b>					
Santé Publique	Equipement du CSI de BINDIA	Mairie		20 000 000				X	
<b>Sous Total 7</b>				<b>20 000 000</b>					
Recherche Scientifique et Innovation Technologique	Construction centre zootechnique de Boulembé	Mairie		20 000 000				X	
<b>Sous Total 8</b>				<b>20 000 000</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>584 872 500</b>					

### 6.3.3- Plan de passation de marché

Le tableau qui suit présente le plan de passation de marchés pour le PCD

**Tableau 9: Plan de passation des marchés**

N°	Micro projet /activités	Montant	Date montage du DAO	Date de lancement du marché	Date de sélection du prestataire
1	Construction de 09 puits équipés de PMH (Mboulaye I, Kandara, Ndembo, Gounté, Ndemnam, Mandjou I Ndanga Ndengue, Moïnam)	45 000 000	01/08/2012	14/08/2012	01/09/2012
2	Construction de 03 forages (Bindia, Grand Mboulaye)	17 000 000	01/08/2012	14/08/2012	01/09/2012
3	Construction de 03 points d'eau (Bazzama II, Ecole publique de Daïguene, Ecole publique de Ndemnam )	19 000 000	01/08/2012	14/08/2012	01/09/2012
4	Construction d'un hangar de marché (Mandjou)	23 172 500	29/07/2012	07/08/2012	21/08/2012
5	Construction de 02 blocs de 02 salles de classe (Ndemnam)	11 000 000	Marché déjà lancé		
6	Equipement de 03 écoles publiques en tables bancs (Ndemnam, Grand Mboulaye et Mandjou I)	40 600 000	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012
7	Construction de 4 blocs latrines dans 2 écoles publiques (Mandjou I et Ndemnam)	7 500 000	Marché déjà lancé		
8	Réhabilitation de 05 salles de classe (Ecoles publiques de Ngamboula et Daïguene)	10 000 000	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012
9	Financement d'une porcherie à 6 loges (Kouba)	6 000 000	Marché déjà lancé		
10	Financement de 02 étangs piscicoles (Ndong Bome et Mandjou)	4 000 000	Marché déjà lancé		
11	Appui aux organisations de la Coopérative Pastorale et Halieutique Communale (CPC) de MANDJOU	100 000 000	Marché déjà lancé		
12	Construction de 05 aires de séchage	12 000 000	01/11/2012	08/11/2012	30/11/2012
13	Réfection d'un poste agricole (Grand Mboulaye)	15 000 000	01/11/2012	08/11/2012	30/11/2012
14	Appui aux organisations de Producteurs de la Coopérative Agricole Communale (CAC) de Mandjou	100 000 000	Marché déjà lancé		
15	Construction d'un bloc administratif au Lycée de Mandjou	30 000 000	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012
16	Equipement en Tables-bancs Lycée de Mandjou	2 600 00	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012
17	Acquisition microordinateur Lycée de Mandjou	2 000 000	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012
18	Construction de 07 salles de classe (Lycée de Mandjou)	63 000 000	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012
19	Equipement bloc administratif lycée de Mandjou	18 000 000	25/07/2012	01/08/2012	16/08/2012

N°	Micro projet /activités	Montant	Date montage du DAO	Date de lancement du marché	Date de sélection du prestataire
20	Equipement d'un CSI (BINDIA)	20 000 000	01/08/2012	16/08/2012	01/09/2012
21	Construction d'un centre zootechnique (Boulembé)	20 000 000	01/08/2012	16/08/2012	01/09/2012
TOTAL		<b>584 872 500</b>			

## 7. Mécanisme de suivi évaluation

### 7.1. Contribution et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Afin de permettre une mise en œuvre à la fois efficace et efficiente du présent PCD, il a été préconisé lors de l'atelier de planification la mise en place d'un comité chargé de suivi/évaluation. Afin de permettre à un large éventail d'acteurs d'y prendre part, il sera élargi aux représentants d'associations, aux autorités traditionnelles, aux couches vulnérables, aux services déconcentrés et à l'Exécutif communal.

Un arrêté municipal portant désignation des membres du Comité de Suivi/ Evaluation du PCD viendra renforcer sa légitimité.

Les membres du comité de suivi évaluation du PCD de la commune de Mandjou seront désignés au cours de l'atelier de Conseil Municipal Elargi au Conseil (COMES) auront pour mission le suivi de la programmation et de la mise en œuvre des actions/projets retenus dans le PCD. A cet effet ils :

- participent à la mise en place du système communal de suivi ;
- Veillent au bon fonctionnement de ce système de suivi ;
- Rendent compte à l'exécutif communal ;
- Participent aux séances d'auto évaluation ;
- Suivent l'exécution et les délais de réalisation de chaque activité ;
- Communiquent, informe l'exécutif communal sur l'état d'avancement des activités et des difficultés rencontrées dans l'exécution de leurs missions.

Le mandat de ce comité est de 03 ans.

### 7.2. Comité de suivi du Plan Communal de Développement

Le tableau ci-dessous présente la composition du Comité Communal de suivi de la mise en œuvre du PCD de Mandjou.

**Tableau 9: Comité de suivi du Plan Communal de Développement**

POSTES	Titre
<b>1. Président :</b>	Maire de la commune de Mandjou
<b>2. Vice-Président :</b>	Un Adjoint au maire
<b>3. Rapporteur</b>	Agent Communal de développement
<b>4- Membres :</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Secrétaire général de la Mairie ;</li> <li>- 04 représentants du Conseil Municipal ;</li> <li>- 07 sectoriels (MINSANTE, MINJEUNE, MINFOF, MINEPIA, MINADER, MINESEC, MINEDUB)</li> <li>- 03 représentants des organismes intervenant dans la commune (Première urgence ; Croix Rouge et Plan International)</li> <li>- 02 représentants d'associations locales</li> </ul>	

Le comité de suivi du PCD de Mandjou comporte donc 22 personnes.

### 7.3- Acteurs de mise en œuvre

Le tableau qui suit présente manière synoptique les acteurs de mise en œuvre.

**Tableau 10: Présentation synoptique des acteurs de mise en œuvre**

Acteurs	Activités	Echéancier
Etat	Mise en place des appuis (aides, subventions) pour les actions de la Commune	Dès l'adoption du plan et l'approbation par la tutelle
Exécutif communal et Conseil Municipal	Développement d'un marketing sur le PCD à l'endroit de tous les acteurs ; Mise en place d'organe de suivi (Comité de suivi) Election des membres du comité de suivi et leur installation Arrêté communal instituant le comité de suivi Promotion du Plan auprès des bailleurs et des partenaires au développement	Dès l'adoption du plan
Services techniques déconcentrés de l'Etat (SDE)	Accompagnement de la mise en œuvre des actions spécifiques	Activité permanente
Bailleurs et partenaires	Contribution au développement communal, Financement de certaines activités prioritaires, suivi-évaluation des activités financées ou appuyées	Sur la durée du Plan en fonction des besoins
Opérateurs économiques	Financement de certaines activités prioritaires - Incitations à soumettre des propositions de prestations de services pour certaines activités	Sur la durée du Plan en fonction des besoins
Associations et autres organisations	-Sollicitation pour contribuer au financement de certaines actions prioritaires	Sur la durée du Plan en fonction des besoins
Populations	Sollicitation pour les travaux à haute intensité de main d'œuvre Contributions diverses	Sur la durée du Plan en fonction des besoins

### 7.2- Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Le PIA est constitué de 7 types de projet dont les indicateurs de suivi sont résumés dans le tableau qui suit.

**Tableau 11: Indicateurs de suivi/ évaluation**

Secteur	Micro projet /activités	Indicateurs
Eau et énergie	Construction de 09 puits équipés de PMH (Mboulaye I, Kandara, Ndembo, Gouté, Ndemnam, Mandjou I Ndanga Ndengue, Moïnam)	Nombre de puits équipés de PMH construits
	Construction de 03 forages (Bindia, Grand Mboulaye)	Nombre de forages construits
	Construction de 03 points d'eau (Bazzama II, Ecole publique de Daiguene, Ecole publique de Ndemnam )	Nombre de points d'eau construits
Commerce	Construction d'un hangar de marché (Mandjou)	Nombre de hangars de marché construits
Education de base	Construction de 02 blocs de 02 salles de classe (Ndemnam)	Nombre de blocs de salles de classe construits
	Equipement de 03 écoles publiques en tables bancs (Ndemnam, Grand Mboulaye et Mandjou I)	Nombre d'écoles équipées en tables bancs
	Construction de 4 blocs latrines dans 2 écoles publiques (Mandjou I et Ndemnam)	Nombre de blocs latrines construits
	Réhabilitation de 05 salles de classe (Ecoles publiques de Ngamboula et Daiguene)	Nombre de salles de classe réhabilitées
Elevage, Pêches et Industries Animales	Financement d'une porcherie à 6 loges (Kouba)	Nombre de porcheries construites et financées
	Financement de 02 étangs piscicoles (Ndong Bome et Mandjou)	Nombre d'étangs piscicoles Financés
	Appui aux organisations de la Coopérative Pastorale et Halieutique Communale (CPC) de MANDJOU	Nombre d'organisations appuyés
Agriculture et développement	Construction de 05 aires de séchage à Adinkol	Nombre d'aires de séchage construites

Secteur	Micro projet /activités	Indicateurs
Rural	Réfection d'un poste agricole (Grand Mboulaye)	Nombre de postes agricoles réfectionnés
	Appui aux organisations de Producteurs de la Coopérative Agricole Communale (CAC) de Mandjou	Nombre d'organisations appuyées
Enseignements secondaires	Construction d'un bloc administratif au Lycée de Mandjou	Nombre de blocs construits
	Equipement en Tables-bancs Lycée de Mandjou	Nombre de tables banc dotés
	Acquisition microordinateur Lycée de Mandjou	Nombre de micros ordinateurs mis à disposition
	Construction de 07 salles de classe (Lycée de Mandjou)	Nombre de salles de classe construites
	Equipement bloc administratif lycée de Mandjou	Nombre d'équipements acquis
Santé Publique	Equipement d'un CSI (BINDIA)	Nombre d'équipements achetés
Recherche Scientifique et Innovation Technologique	Construction d'un centre zootechnique (Boulembé)	Nombre de centres construits

### 7.3-Dispositif, outils et fréquence du reporting

Les rapports systématiques seront élaborés au fur et à mesure que les microprojets seront exécutés. Lesdits rapports seront exploités par l'exécutif communal et les agents communaux en charge pour la production des rapports mensuels, semestriels et annuels. Il s'agit notamment de l'ACD et l'ACF.

### 7.4- Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le Plan d'Investissement Annuel, comme son nom l'indique, a une validité d'un an. Il devra donc être préparé chaque fin d'année par l'équipe communale en collaboration avec les sectoriels représentés dans la commune. De prime abord, une évaluation du niveau de réalisation du PIA précédant doit être faite. Ladite évaluation permettra de prendre en compte les gaps éventuels et/ou de capitaliser les acquis dans les prochaines orientations. Puis les activités restantes du CDMT seront intégrées dans le CDMT par ordre de priorité. Le CDMT devra être révisé tous les trois ans. Il s'agira non seulement d'actualiser les données secondaires de la commune, mais également d'élaborer un nouveau plan d'action triennal toujours sur la base d'une autoévaluation comme dans le cas de la préparation du PIA.

### 8- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Il est impératif de communiquer et d'informer sur le PCD à la fois pour susciter l'adhésion des uns et des autres mais aussi pour mobiliser des ressources nécessaires pour sa mise en œuvre. La stratégie de communication préconisée se situe à deux niveaux :

- une communication interne (personnel de la mairie essentiellement) ;
- une communication externe (élites, acteurs de développement, société civile, etc).

L'approche communicationnelle envisagée englobe les ateliers d'information, les réunions d'information, les tables rondes les actions de plaidoyer et le lobbying. Les lignes qui suivent résument le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD de Mandjou.

#### 8.1- Communication interne

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Supports/Canaux de communication	Période	Indicateurs
Faciliter l'appropriation du PCD par le personnel de la mairie et le conseil municipal	Formation du personnel	Maire SG	Personnel communal Conseillers municipaux	Atelier	Dès validation	Liste de présence ; Nombre de personnes capacité ;

## 8.2- La communication externe

### 8.2.1-La communication avec les autorités et les sectoriels

objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	période	Indicateur
Informers régulièrement les autorités et les sectoriels sur les activités de la commune en relation avec le PCD	Production et diffusion d'un rapport trimestriel d'activités	Chargé de la communication ACD SG	Sectoriels Préfecture Comité départemental de suivi du BIP	Rapports d'activités	trimestriel	Nombre de sectoriels/ autorités ayant reçu les rapports d'activité

### 8.2.2-La communication avec les populations

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Informers les populations sur l'existence du PCD et des activités de mise en œuvre	Organisation des causeries éducatives avec les populations Messages radio/ télé diffusés	Maires Conseillers municipaux x ACD	Communautés	Plan communal de développement	Mensuelle	Durée des tranches d'antenne consacrées Nombre de causeries éducatives organisées
Promouvoir la gouvernance locale	Communication sur le budget et le compte administratif de la commune et les projets dont ils bénéficient	Maire Conseillers municipaux x ACD	Communautés	Budget et compte administratif PIA CDMT	Mensuelle	Nombre des rencontres avec les populations

### 8.2.3- Communication avec la société civile et le secteur privé

objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Supports/outils	Période	Indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organisation des tables rondes et séance d'échange avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	Flip charts/ Présentation power point	Activité permanente	Nombre de rencontre
Informers régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Conception et diffusion d'un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel	Activité permanente	Liste de diffusion du rapport

### 8.2.4-La Communication avec les partenaires techniques et financiers

Objectif	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/outil	Période	Indicateur
Informier et susciter l'adhésion des partenaires dans le processus de développement de la commune	Organisation des séances de travail et mise en place d'un cadre de réflexion concertée entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	Maires	Réunion d'information avec les Partenaires	Activité permanente	Nombre de séance de travail organisées
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Production et diffusion des rapports d'activités	Maire Conseillers municipaux	Programmes/ projets, Bailleurs de fonds, ONG	Rapport d'activités	Activité permanente	Nombre de Rapports diffusés

### 8.2.4- Communication avec les élites extérieures

OBJECTIF	ACTIVITES	EMETTEUR	RECEPTEUR	SUPPORT/OUTIL	PERIODE	INDICATEUR
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures	Organisation des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures	Chargé de la communication	Maire	Rapports d'activité communication interpersonnelle	Activité permanente	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures sur l'exécution du PCD et des autres activités de la commune	Production et diffusion du rapport d'activités	Maire Conseillers municipaux	Elites extérieures	Rapport d'activités	Activité permanente	Rapport diffusé

### 8.2.5- La communication de masse

OBJECTIF	ACTIVITE	EMETTEUR	RECEPTEUR	SUPPORT/OUTIL	PERIODE	INDICATEUR
Informier le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du PCD	Organisation des réunions et rencontres avec les leaders des populations (églises, associations) Messages radio diffusés	Maire Chargé de la communication	Grand public		Activité permanente	Nombre de personnes informées sur le PCD et sa mise en oeuvre

### 8.2.6- Actions de plaidoyer et lobbying

Objectif	Activité	Emetteur	Récepteur	Support/ outil	Période	Indicateur
Mobiliser les financements pour la mise en œuvre du PCD	Rencontre avec les bailleurs et les responsables des programmes et projets	Maire	partenaires		Activité permanente	Nombre de rencontre réalisé Nombre de partenariat réalisé
	Rencontre avec les décideurs et chefs d'entreprises	Maire	Chefs d'entreprise		Activité permanente	

## **CONCLUSION**

Dans le souci de doter la commune de Mandjou d'un document de base pour son développement économique et social, l'OAL *MƏTRIKΛ GROUP* a entrepris un large processus de planification. Conformément aux instructions du PNDP ce processus a été participatif. Le présent PCD est la résultante dudit processus de planification participative. Il en ressort que la commune de Mandjou naît des cendres de la commune de Bertoua Rural. Elle a en effet été créée en 2007. Il s'agit par conséquent d'une commune relativement jeune. Sa superficie est de 8500 km<sup>2</sup> pour une population de 47 350 habitants soit une densité de 6 hab/km<sup>2</sup>. Bien que cosmopolite, la commune regroupe majoritairement trois ethnies (Gbaya, Kako et Mbororo). Elle sert de site d'accueil pour une population de réfugiés centrafricains estimée à 4 398 habitants.

Du point de vue physique ; Mandjou est caractérisée par un climat de type équatorial. Sa végétation est constituée de vastes étendues de savanes avec des poches de forêts galerie et des vastes forêts denses. L'hydrographie est constituée de nombreux cours d'eau mais qui subissent une variation saisonnière importante du régime. Les sols sont argileux, sablonneux et rocaillieux par endroit.

Il ressort du diagnostic fait au niveau de l'institution communal que le personnel est insuffisant tant en effectif qu'en qualité. En sus la gestion des ressources financières est entravée par l'absence d'un fichier du contribuable. Toutes les potentialités de la commune en termes d'entrées ne sont pas mises en valeur. Ce qui se traduit par une forte dépendance de l'institution des CAC. Pour ce qui est des relations de la commune elles sont bonnes. Cependant elles doivent être exploitées à bon escient pour impulser l'essor de la commune. Enfin le patrimoine doit être accrue et mieux suivi.

Du diagnostic réalisé en milieu communautaire, que la commune connaît de nombreux problèmes. Cependant la priorité réside sur l'amélioration de l'offre des services sociaux de base et l'appui pour la mise en place des AGR, lesquels AGR favoriseront le développement économique des communautés. Les principales actions à mettre en œuvre entrent en droite ligne avec la lutte contre la pauvreté et l'accès aux services sociaux de base afin de participer pleinement à l'atteinte de l'objectif national Cameroun pays émergent d'ici l'an 2035. Aussi tant les communautés que l'exécutif communal lui donnent-ils pour vision « faciliter l'accès aux services sociaux de base et au développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations de manière durable ».

Afin de permettre au PCD de ne pas être un vœu pieux et surtout de faire de sa mise en œuvre une réussite, il a été mis sur pieds un plan de communication qui vise à vulgariser ledit document et un comité de suivi tant au niveau communal qu'au niveau communautaire. L'actuel PCD constitue donc la vision que les populations ont de leur développement. Son cadre de dépenses à moyen terme a une durée de trois ans. Puisse ce document faire l'objet d'une révision dans trois ans./-

## BIBLIOGRAPHIE

Obtention du Titre foncier au Cameroun ;

Décret N° 76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier, modifié et complété par le décret N° 2005/481 du 16 décembre 2005 ;

Ordonnance n°74/1 du 06 juillet 1974 fixant le régime foncier ;

Loi N°96/06 du 18 Janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 Juin 1972 ;

Loi d'orientation de la décentralisation N°2004/017 du 22 Juillet 2004 sur la décentralisation ;

Nations Unies, 1984, Déclaration de Mexico sur la population et le développement, New York, P8 ;

Talcott Parsons, *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon 1955, 355 P ;

Godelier M., *Rationalité économique et Irrationalité en économie*, Paris, Maespéro, T.1, 127P., 1971 ;

GUBRY et Al, *Le Retour au village. Une solution à la crise économique au Cameroun ?*, Paris, L'Harmattan, 205P., 1996 ;

Margerat, Y. (1973) : *Atlas de géographie du Cameroun : les villes et leurs fonctions*, Centre ORSTOM du Petit Bassam, 131p.

Ministère de l'Economie et du Plan, *Recensement Général de la population et d'Avril 1976*,

Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du Territoire, *Recensement général de la population et de l'habitat de 2005* ;

Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du Territoire, *Recensement général de la population et de l'habitat de 2005, mise à jour de 2010* ;

Bakebwa, Milton 2001- *"Participatory Planning for Local Governance in Uganda"*. Document présenté à l'atelier de la collectivité locale du district de Masindi sur la Décentralisation – Masindi, Ouganda 12-14 Décembre 2001.

1994 *"Participatory Rural Appraisal (PRA): Challenges, Potential and Paradigm."* World Development 22(10): 1437–1454.

1983 – *Rural Development: Putting the Last First*. Harlow, U.K.: Longmans. Cooke, Bill and Uma Kothari, Eds. 2001. *Participation: The New Tyranny?* London: Zed Books.

*Geographic Information Systems and Science*, P.A. Longley, M.F., Goodchild, D.J. Maguire, D.W. Rhind, Wiley, 2005 – 2nd ed.;

*Exploring Geographic Information Systems*, N. Chrisman, Wiley, 2002.

*An Introduction to Geographical Information Systems*, I. Heywood, S. Cornelius and S. Carver, 1998, Prentice Hall.

*Principles of Geographical Information Systems*, P. Burrough, Oxford, 1998

*Geographical Information Systems for Geoscientists - Modelling with GIS*, G.F. Bonham Carter, 1996, Pergamon.

MINEPAT, 2010. Document des Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)

Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD)

MINEPAT, 2010. Cameroun Vision 2035

## ***ANNEXES***

**Annexe 1: Fiches de projets du PIA**

**FICHE DE PROJET N°1 : Construction d'un puits à Mboulaye I**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un puits à Mboulaye I		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		<b>5 000 000</b>
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de Mboulaye I	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	RAS			

**FICHE DE PROJET N°2 : Construction d'un puits à Kandara**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un puits à Kandara		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants <b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Kandara	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
<b>Orientations</b>	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	RAS			

**FICHE DE PROJET N°3 : Construction d'un puits à Ndembo (axe Garoua Boulaye)**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un puits à Kandara		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de Ndembo (axe Garoua Boulaye)	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
Autres à préciser		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	RAS			

**FICHE DE PROJET N°4 : Construction d'un puits à Gounté**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un puits à Gounté		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Gounté	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	RAS		

**FICHE DE PROJET N°5 : Construction d'un puits à Ndemnam**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un puits à Ndemnam		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndemnam	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	RAS		

**FICHE DE PROJET N°6 : Construction d'un puits à Mandjou I**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un puits à Mandjou I		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de <b>Mandjou I</b>	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	RAS		

**FICHE DE PROJET N°7 : Construction d'un puits à Mandjou II**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un puits à Mandjou II		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de <b>Mandjou II</b>	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	RAS			

**FICHE DE PROJET N°8 : Construction d'un puits à Ndanga Ndengue**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un puits à Ndanga Ndengue		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndanga Ndengue	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	RAS		

**FICHE DE PROJET N°9 : Construction d'un puits à Moïnam (quartier Rama)**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Septembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un puits à Moïnam (quartier Rama)		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par le PNDP avec un apport de 10% de la commune		Montants
		<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de Moïnam (quartier Rama)	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	RAS			

**FICHE DE PROJET N°10 : Construction d'un forage à Bindia**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un puits à Bindia		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par Première Urgence		Montants
		<b>9 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>9 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Bindia	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	Première Urgence		X

**FICHE DE PROJET N°11 : Construction d'un forage à Bazzama II**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un forage à Bazzama II		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par Première Urgence		Montants
		<b>9 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>9 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de <b>Bazzama II</b>	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Première Urgence			X

**FICHE DE PROJET N°12 : Construction d'un forage à Daïguene (Ecole publique)**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Construction d'un forage à Daïguene (Ecole publique)</b>		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par PDR-ES	Montants	
	<b>5 000 000</b>	
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total	<b>5 000 000</b>	

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de <b>Daïguene</b>	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	PDR-Es		X	

**FICHE DE PROJET N°12 : Construction d'un forage à Ndemnam (Ecole publique)**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Construction d'un forage à Ndemnam (Ecole publique)</b>		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par PDR-ES	Montants	<b>5 000 000</b>
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>5 000 000</b>

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndemnam	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	PDR-Es		X	

**FICHE DE PROJET N°14 : Construction d'un forage à Grand-Mboulaye**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un forage à Grand-Mboulaye		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la mairie	Montants	
	<b>8 000 000</b>	
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total	<b>8 000 000</b>	

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Grand-Mboulaye	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un puits construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	mairie			

**FICHE DE PROJET N°15 : Construction d'un forage à Bindia**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Mandjou		
Département	Lom et Djérem		
Région	Est		
Titre du Projet	Construction d'un forage à Bindia		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la mairie	Montants	
	<b>8 000 000</b>	
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		<b>8 000 000</b>

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cible bénéficiaires	Population de Bindia	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faciliter l'accès à l'eau potable</li> <li>- Réduire la morbidité liée à l'eau souillée</li> <li>- Réduire le temps mis pour accéder à l'eau</li> </ul>	
Résultats attendus	Un puits construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	mairie			

**FICHE DE PROJET N°16 : Construction d'un hangar de marché à Mandjou**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Novembre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un hangar de marché à Mandjou		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la mairie	Montants	23 172 500
<b>Contribution sur budget Communal</b>		23 172 500
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		23 172 500

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'écouler les marchandises	
<b>Objectifs globaux</b>	Permettre aux populations de commercialiser leurs produits	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- améliorer le cadre des échanges</li> <li>- améliorer les conditions de travail des commerçants ;</li> <li>- améliorer le stockage des biens</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un hangar construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	mairie		

**FICHE DE PROJET N°17 : Construction d'un bloc de 2 salles de classe à Ndemnam**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à Ndemnam		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par PDR-Es	Montants	11 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		11 000 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndemnam	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Deux salles de classe sont construites	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	PDR-ES		X

**FICHE DE PROJET N°18 : Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à Ndemnam**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Equipement de 02 salles de classe en tables bancs à Ndemnam		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par PDR-Es	Montants	2 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		2 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndemnam	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Deux salles de classe sont construites	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	PDR-ES		X

**FICHE DE PROJET N°19 : Construction d'un bloc de latrines à l'Ecole Publique de Ndemnam**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Construction d'un bloc de latrines à l'Ecole Publique de Ndemnam		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par PDR-Es	Montants	4 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
<b>Total</b>		4 000 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndemnam	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> <li>- Améliorer l'hygiène en milieu scolaire</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un bloc de latrine est construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
<b>Orientations</b>	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	PDR-ES		X	

**FICHE DE PROJET N°20 : Réhabilitation de 03 salles de classe à l'école publique de Daiguene**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Réhabilitation de 03 salles de classe à l'école publique de Daiguene		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par PDR-Es	Montants	10 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
<b>Total</b>		10 000 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Daiguene	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Trois salles de classe sont réhabilitées	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
<b>Orientations</b>	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	PDR-ES		X

**FICHE DE PROJET N°21 : Réhabilitation de 03 salles de classe à l'école publique de Daiguene**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	En cours

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Réhabilitation de 03 salles de classe à l'école publique de Daiguene		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par PDR-Es	Montants	10 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
<b>Total</b>		10 000 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Daiguene	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Trois salles de classe sont réhabilitées	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
<b>Orientations</b>	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	PDR-ES		X

**FICHE DE PROJET N°22 : Construction de 02 salles de classe à l'EP NDEMNAM**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Construction de 02 salles de classe à l'EP NDEMNAM		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par la Mairie	Montants	18 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		18 000 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ndemnam	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Deux salles de classe sont construites	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°23 : Réfection salle de classe à l'EP NGamboula**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Réfection salle de classe à l'EP NGamboula		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	8 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		8 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Ngamboula	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Deux salles de classe sont réfectionnées	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°24 : Equipement en Tables-bancs EP Grand-Mboulaye**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Equipement en Tables-bancs EP Grand-Mboulaye		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	2 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		2 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Grand Mboulaye	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	L'EP de Grand Mboulaye est équipée	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°25 : Equipement en Tables-bancs EP Mandjou I**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Equipement en Tables-bancs EP Mandjou I		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	3 600 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		3 600 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	L'EP de Mandjou I est équipée	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°26 : Construction bloc latrines EP Mandjou II**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction bloc latrines EP Mandjou II		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	3 500 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		3 500 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou II	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un bloc latrine est construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°27 : Construction de deux aires de séchage à Adinkol**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Octobre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction de deux aires de séchage à Adinkol		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	3 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		3 500 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population d'Adinkol	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Faible production agricole	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer la production agricole	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les capacités de production agricole ;</li> <li>- Améliorer la qualité de production</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Deux aires de séchage construites	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	Marie		

**FICHE DE PROJET N°28 : Construction de deux aires de séchage à Bindia**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Octobre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction de deux aires de séchage à Bindia		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	3 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		3 500 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Bindia	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Faible production agricole	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer la production agricole	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les capacités de production agricole ;</li> <li>- Améliorer la qualité de production</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Deux aires de séchage construites	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	Marie		

**FICHE DE PROJET N°29 : Construction de deux aires de séchage à Mboulaye I**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Octobre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction de deux aires de séchage à Mboulaye I		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	3 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		3 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mboulaye I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Faible production agricole	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer la production agricole	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les capacités de production agricole ;</li> <li>- Améliorer la qualité de production</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Une aire de séchage construite	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	Marie		

**FICHE DE PROJET N°30 : Réfection poste agricole de Grand Mboulaye**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Octobre	2012	

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Réfection poste agricole de Grand Mboulaye		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>		
Projet financé par la Mairie		Montants	
		10 000 000	
<b>Contribution sur budget Communal</b>			
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>			
<b>Autres co-financements confirmés</b>			
<b>Montant sollicité</b>			
Total		10 000 000	

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>		
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Grand Mboulaye		
<b>Problèmes à résoudre</b>	Faible production agricole		
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer la production agricole		
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les capacités de production agricole ;</li> <li>- Améliorer la qualité de production</li> </ul>		
<b>Résultats attendus</b>	Le poste agricole est réhabilité		
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>		

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>		
Orientations	Description		
<b>PCD</b>			
<b>Stratégie sectorielle</b>			
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
<b>Autres à préciser</b>			

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°31 : Construction centre zootechnique de Boulembé**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Octobre	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction centre zootechnique de Boulembé		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Projet financé par la Mairie		Montants	
		20 000 000	
<b>Contribution sur budget Communal</b>			
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>			
<b>Autres co-financements confirmés</b>			
<b>Montant sollicité</b>			
Total		20 000 000	

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET		
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Boulembé		
<b>Problèmes à résoudre</b>	Faible production animale		
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer la production animale		
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les capacités de production animale ;</li> <li>- Améliorer la qualité de production</li> </ul>		
<b>Résultats attendus</b>	Le centre zootechnique est construit		
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>		

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
<b>PCD</b>			
<b>Stratégie sectorielle</b>			
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
<b>Autres à préciser</b>			

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°32 : Equipement du CSI de BINDIA**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Equipement du CSI de BINDIA		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Projet financé par la Mairie			Montants 20 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>			
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>			
<b>Autres co-financements confirmés</b>			
<b>Montant sollicité</b>			
Total			20 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET		
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de l'aire de santé de Mandjou		
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité		
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès aux soins de santé		
<b>Objectifs spécifiques</b>	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité à moindre coût		
<b>Résultats attendus</b>	Le centre de Santé de Bindia est équipé		
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>		

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
<b>PCD</b>			
<b>Stratégie sectorielle</b>			
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
<b>Autres à préciser</b>			

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°33 : Equipement du CSI de BINDIA**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Equipement du CSI de BINDIA		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Projet financé par la Mairie			Montants 20 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>			
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>			
<b>Autres co-financements confirmés</b>			
<b>Montant sollicité</b>			
Total			20 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET		
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de l'aire de santé de Mandjou		
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité		
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès aux soins de santé		
<b>Objectifs spécifiques</b>	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité à moindre coût		
<b>Résultats attendus</b>	Le centre de Santé de Bindia est équipé		
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>		

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
<b>PCD</b>			
<b>Stratégie sectorielle</b>			
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
<b>Autres à préciser</b>			

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°34 : Construction bloc administratif au Lycée de Mandjou**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	Mandjou		
<b>Département</b>	Lom et Djérem		
<b>Région</b>	Est		
<b>Titre du Projet</b>	Construction bloc administratif au Lycée de Mandjou		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	30 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		30 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Un bloc administratif est construit	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°35 : Equipement en Tables-bancs Lycée de Mandjou**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Equipement en Tables-bancs Lycée de Mandjou</b>		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par la Mairie	Montants	2 600 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		2 600 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Le lycée de Mandjou est équipé	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	Marie		

**FICHE DE PROJET N°36 : Acquisition de microordinateurs Lycée de Mandjou**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Acquisition microordinateur Lycée de Mandjou		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	2 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		2 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> <li>- Améliorer l'accès aux TIC</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Le lycée est équipé en ordinateurs	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°37 : Equipement bloc administratif CES Mandjou**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Equipement bloc administratif CES Mandjou</b>		

<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>	
Projet financé par la Mairie	Montants	18 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		18 000 000

<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> <li>- Améliorer l'accès aux TIC</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Le bloc administratif est équipé	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		
	Marie			

**FICHE DE PROJET N°38 : Construction 04 salles de classe au Lycée de Mandjou**

<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Août	2012	

<b>2</b>	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Mandjou</b>		
<b>Département</b>	<b>Lom et Djérem</b>		
<b>Région</b>	<b>Est</b>		
<b>Titre du Projet</b>	Construction 04 salles de classe au Lycée de Mandjou		

<b>3</b>	Financement du PROJET (sur 1 an)	
Projet financé par la Mairie	Montants	36 000 000
<b>Contribution sur budget Communal</b>		
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>		
<b>Autres co-financements confirmés</b>		
<b>Montant sollicité</b>		
Total		36 000 000

<b>4</b>	OBJECTIFS DU PROJET	
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Population de Mandjou I	
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité	
<b>Objectifs globaux</b>	Améliorer l'accès à l'éducation	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduire les distances ;</li> <li>- Améliorer le taux de réussite scolaire ;</li> </ul>	
<b>Résultats attendus</b>	Quatre salles de classe sont construites	
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité et étude technique ;</li> <li>- Passation du marché ;</li> <li>- Exécution ;</li> <li>- Suivi/ évaluation ;</li> <li>- Réception</li> </ul>	

<b>5</b>	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
<b>PCD</b>		
<b>Stratégie sectorielle</b>		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)	
<b>Autres à préciser</b>		

<b>6</b>	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	
	Marie		